

RAPPORT  
ANNUEL  
2010-2011

# UNE PRÉSENCE DE CLASSE MONDIALE

HÉROUX DEVTEK 

# PROFIL DE HÉROUX-DEVTEK

Héroux-Devtek (TSX : HRX), une entreprise Canadienne, répond aux besoins de deux marchés principaux : l'aérospatiale et le secteur industriel. Elle se spécialise dans la conception, la mise au point, la fabrication et la réparation et l'entretien de systèmes et de composants. Héroux-Devtek offre aux secteurs commercial et militaire de l'aérospatiale des systèmes de trains d'atterrissage (y compris les pièces de rechange et les services d'entretien et de réparation) et des composants et assemblages structuraux d'aéronefs. L'entreprise fournit également au secteur industriel des composants de grande dimension pour le matériel affecté à la production d'énergie, ainsi que des composants de précision destinés à d'autres applications industrielles. Environ 70 % des ventes de l'entreprise sont réalisées à l'étranger, principalement aux États-Unis. L'entreprise a son siège social à Longueuil, au Québec, et possède des installations dans le Grand Montréal (Longueuil, Dorval, Laval et Saint-Hubert), à Kitchener et à Toronto en Ontario, à Arlington au Texas ainsi qu'à Springfield, Cleveland et Cincinnati dans l'Ohio.

## STRATÉGIE DE CROISSANCE

HÉROUX-DEVTEK  
CHERCHE À CROÎTRE DE  
FAÇON EXTERNE PAR LE  
BIAIS D'ACQUISITIONS  
D'ENTREPRISES  
SUSCEPTIBLES DE  
S'INTÉGRER À SES  
ACTIVITÉS ACTUELLES,  
OU ENCORE EN MESURE  
DE LUI APPORTER  
DES TECHNOLOGIES  
COMPLÉMENTAIRES DANS  
LE BUT D'ACCROÎTRE SA  
VALEUR AJOUTÉE.

### À L'INTERNE, LA SOCIÉTÉ POURSUIT LES OBJECTIFS SUIVANTS :

- Le développement de produits exclusifs à valeur ajoutée grâce au travail de son équipe d'ingénierie de conception;
- La pénétration ou l'intensification de sa présence dans certains secteurs d'activité, dont notamment le marché secondaire des pièces de rechange et des services de réparation et d'entretien des trains d'atterrissage commerciaux et militaires, la conception et la fabrication de trains d'atterrissage et les assemblages structuraux pour les fabricants d'origine d'aéronefs commerciaux et militaires; et
- La diversification de la clientèle pour ses produits existants, ce qui consiste généralement à identifier de nouveaux fabricants d'origine susceptibles d'être intéressés par ses trains d'atterrissage, ses composants structuraux d'aéronefs et ses composants industriels.



# FAITS SAILLANTS FINANCIERS

EXERCICES TERMINÉS LES 31 MARS (en millions de dollars, sauf les données par action et les ratios)

	2011	2010	2009	2008	2007
<b>RÉSULTATS D'EXPLOITATION</b>					
Ventes	357,6	320,4	337,6	307,9	283,3
Bénéfice brut	57,3	50,3	56,9	46,6	32,0
Marge bénéficiaire brute	16,0 %	15,7 %	16,9 %	15,2 %	11,3 %
BAIIA <sup>(1)</sup>	54,8	48,4	54,6	44,3	31,1
Marge du BAIIA	15,3 %	15,1 %	16,2 %	14,4 %	11,0 %
Bénéfice net	18,5	16,0	21,4	19,0	8,9
Marge bénéficiaire nette	5,2 %	5,0 %	6,3 %	6,2 %	3,1 %
Fonds autogénérés	48,8	45,9	48,0	37,8	29,8
<b>SITUATION FINANCIÈRE</b>					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	32,9	46,6	39,8	24,4	20,1
Fonds de roulement	142,1	123,2	100,9	101,6	86,3
Actif total	443,9	394,8	417,2	356,5	339,5
Dette à long terme <sup>(2)</sup>	99,5	81,1	87,3	77,3	73,8
Capitaux propres	232,7	217,1	196,5	180,8	160,8
<b>DONNÉES PAR ACTION</b>					
Bénéfice net par action					
De base	0,62	0,52	0,68	0,60	0,28
Dilué	0,61	0,52	0,67	0,59	0,28
Fonds autogénérés par action	1,62	1,50	1,52	1,20	0,94
Valeur comptable de l'action ordinaire	7,71	7,12	6,30	5,71	5,10
Nombre moyen d'actions en circulation (en milliers)					
De base	30 112	30 662	31 583	31 610	31 511
Dilué	30 220	30 722	31 783	31 984	31 545
Actions en circulation à la fin de l'exercice (en milliers)	30 174	30 485	31 172	31 639	31 528
<b>RATIOS FINANCIERS</b>					
Ratio du fonds de roulement	2,63	2,66	1,93	2,20	1,89
Dette nette / capitaux propres <sup>(3)</sup>	0,29	0,16	0,24	0,29	0,33
Dette à long terme / capitaux propres	0,41	0,35	0,42	0,40	0,42

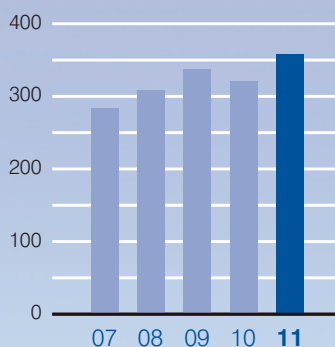
(1) Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements, excluant les frais de restructuration

(2) Incluant la tranche à court terme

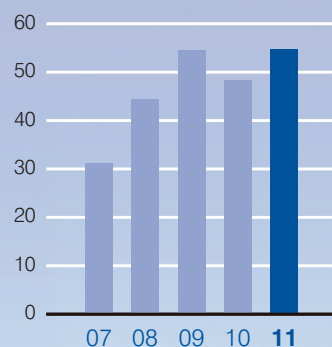
(3) Définit comme la dette à long terme, incluant la tranche à court terme, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie, sur les capitaux propres

(en millions de dollars)

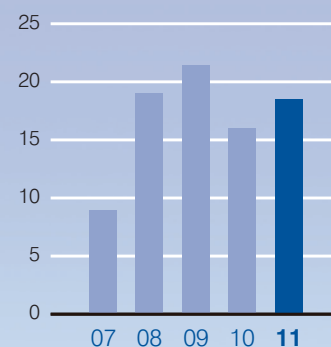
## VENTES



## BAIIA



## BÉNÉFICE NET



## OCTROI D'IMPORTANTES CONTRATS 2010-2011



Learjet 85



Boeing 777

### MAI 2010

#### ARMÉE DE L'AIR ET LA MARINE AMÉRICAINE – 16 M\$

La ligne de produits de Trains d'atterrissage a obtenu, principalement par l'Armée de l'air et la Marine américaines, des contrats en vue de la fabrication de composants de trains d'atterrissage essentiellement pour les avions B-1B, C-130, C-5, KC-135R et P-3. La production s'échelonne sur une période de quatre ans et la valeur combinée des contrats s'élève à environ 16 M\$.

### NOVEMBRE 2010

#### DASSAULT AVIATION

Héroux-Devtek a ratifié une entente à long terme avec le fabricant d'avions français Dassault Aviation portant sur la conception, le développement, la fabrication, l'assemblage, la qualification et la participation à la certification du train d'atterrissage et du système d'actionnement destiné à un nouveau programme de jet d'affaires. Ce mandat, valide pour la durée de vie de l'appareil, englobe également la fourniture des pièces de rechange.

### JUILLET 2010

#### TRIUMPH AEROSTRUCTURES – 35 M\$

La division Vought Aircraft de la société Triumph Aerostructures a octroyé au secteur Aérospatiale deux nouveaux contrats pluriannuels s'échelonnant jusqu'à l'année civile 2015 et d'une valeur totale de plus de 35 M\$. Dans un premier temps, les unités d'affaires d'Aérostructure du Texas et de Dorval fabriqueront des nervures d'ailes et d'autres composants usinés en lien avec le programme du jet d'affaires Gulfstream 550. Le second contrat porte sur la fabrication de tubes de torsion à l'usine de trains d'atterrissage de Laval en lien avec le programme du Boeing 737.

### FÉVRIER 2011

#### BOMBARDIER AÉRONAUTIQUE – 175 M\$

La ligne de produits Aérostructure a décroché un contrat de sept ans de Bombardier Aéronautique pour la fabrication, l'assemblage et la livraison de plus de 300 composants de détails structuraux pour l'ensemble du portefeuille d'avions commerciaux et d'affaires de Bombardier, y compris de nouveaux programmes comme l'avion CSeries et le jet d'affaires Learjet 85. À la cadence anticipée de production d'avions, la valeur du contrat est estimée à plus de 175 M\$.

### OCTOBRE 2010

#### ARMÉE DE L'AIR AMÉRICAINE – 16,4 M\$

La ligne de produits de Trains d'atterrissage a obtenu, principalement par l'Armée de l'air américaine, des contrats en vue de la fabrication de composants de trains d'atterrissage essentiellement pour les avions B-1B, C-130, C-5 et F-15. La production s'échelonne sur une période de quatre ans et la valeur globale des contrats s'élève à 16,4 M\$.

### MARS 2011

#### BOEING ET ARMÉE DE L'AIR ET LA MARINE AMÉRICAINE – 35 M\$

La ligne de produits de Trains d'atterrissage a obtenu plusieurs contrats d'une valeur globale d'environ 35 M\$ portant sur la fabrication de composants et d'assemblages destinés à des avions commerciaux et militaires. En premier lieu, Boeing a octroyé un contrat pour la fabrication, l'assemblage, les essais et la livraison de vérins d'actionnement de trains d'atterrissage destinés à la production de nouveaux appareils et à la fourniture de pièces de rechange pour le programme du Boeing 777. Les livraisons doivent débuter au début de l'année civile 2013. En second lieu, Héroux-Devtek a reçu des commandes, essentiellement de l'Armée de l'air et la Marine américaines, portant sur la fabrication de composants de trains d'atterrissage, principalement pour les avions F-15, F-16 et P-3. Les livraisons débutent au cours de l'exercice financier 2012 et s'échelonnent sur une période de quatre ans.



## CHERS ACTIONNAIRES,

La reprise dans le marché de l'aérospatiale et la renommée mondiale de Héroux-Devtek ont permis à la société d'enregistrer des résultats significatifs. Les efforts déployés par nos équipes pour améliorer l'efficacité et réduire les coûts, surtout durant la récession, ont contribué à la création d'une organisation plus compétitive et à l'accroissement de la valeur actionnariale.

Solidement établie au Canada et aux États-Unis et bientôt forte d'une nouvelle usine au Mexique, qui devrait ouvrir ses portes au début de 2012, Héroux-Devtek est bien positionnée pour desservir le marché mondial. Une plus grande diversification géographique permettra d'atténuer encore davantage les fluctuations du taux de change. Le savoir-faire de la société se trouve renforcé par le nouveau centre d'ingénierie à l'usine de St-Hubert, au Québec, qui facilite la conception et la certification de systèmes de trains d'atterrissage.

La croissance dans le marché militaire est toujours conditionnelle aux affectations budgétaires. Bien que les gouvernements aient limité leurs dépenses dans ce secteur, la situation géopolitique mondiale en constante évolution fera en sorte de maintenir les plus grandes puissances dans un état de préparation. Même si l'ampleur des programmes risque d'être réduite, Héroux-Devtek devrait continuer de participer à la fois aux programmes existants et à de nouveaux projets.

Le marché de l'aviation commerciale a connu une croissance, comme en témoigne l'augmentation du trafic aérien et des commandes d'avions. Nous prévoyons que la société tirera profit de ses activités croissantes dans ce secteur. De plus, les fabricants d'avions se doivent de développer des avions plus économes en carburant, et nous comptons participer activement à ce développement, de concert avec eux.

Nos activités dans le marché des produits industriels se portent bien. Bien que ce secteur ait souffert de la récession, Héroux-Devtek a mis en œuvre des initiatives de réduction des coûts et d'amélioration de l'efficacité de ses activités. Désormais, la société est très bien positionnée pour profiter de la reprise de l'activité dans ce secteur.

Nos récents succès et la reprise de l'économie mondiale sont de bon augure pour les prochaines années. Les équipes de direction et de production de la société ont su non seulement relever les défis des dernières années, mais aussi préparer Héroux-Devtek pour le regain d'activité à venir. Le positionnement de la société et sa présence grandissante sur la scène mondiale devraient continuer à créer de la valeur pour ses actionnaires.

La culture d'entreprise de Héroux-Devtek est fondée sur le professionnalisme et le souci de précision, et je tiens à remercier tous les employés de la société qui, par leur travail, incarnent ces valeurs. Je tiens également à remercier tout particulièrement notre président et chef de la direction, Gilles Labbé, dont le leadership a été si déterminant pour le développement et la croissance de Héroux-Devtek. Enfin, je remercie mes collègues au conseil d'administration qui, par leur soutien et leur contribution, ont aidé la société à maintenir le cap sur sa croissance. Le cours des actions de Héroux-Devtek a augmenté considérablement au cours de la dernière année et je me réjouis du fait que nos actionnaires ont pu être récompensés d'une manière aussi tangible.



**John Cybulski**  
Président du conseil

## MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL



« Solidement établie au Canada et aux États-Unis et bientôt forte d'une nouvelle usine au Mexique, qui devrait ouvrir ses portes au début de 2012, Héroux-Devtek est bien positionnée pour desservir le marché mondial. »



## CHERS ACTIONNAIRES,

**H**éroux-Devtek a dégagé de solides résultats au cours de l'exercice financier terminé le 31 mars 2011. Les ventes se sont accrues de 11,6 % pour atteindre 357,6 M\$, une hausse principalement attribuable à l'acquisition de Eagle Tool & Machine Co. et de sa filiale E-2 Precision Products, deux sociétés de l'Ohio spécialisées dans la fabrication de composants usinés de précision destinés principalement au secteur de l'aérospatiale militaire. Nos ventes de produits industriels ont également connu une augmentation appréciable. En revanche, la hausse de la valeur du dollar canadien a retranché 11,7 M\$ aux ventes de l'exercice.

Plus important encore, notre rentabilité s'est améliorée en raison de l'augmentation du volume d'affaires dans les marchés de l'aérospatiale commerciale et industriels ainsi que de gains d'efficacité. Héroux-Devtek a ainsi conclu l'exercice avec un BAIIA de 54,8 M\$ et un bénéfice net de 18,5 M\$, soit 0,62 \$ par action, lequel comprend, conformément à nos attentes, une augmentation de 10 % liée à notre acquisition.

De plus, notre bilan demeure solide. Au 31 mars 2011, la trésorerie et les équivalents de trésorerie s'élevaient à 32,9 M\$, tandis que la dette à long terme, incluant la tranche à court terme, se chiffrait à 99,5 M\$. Le ratio de la dette nette sur les capitaux propres s'établissait ainsi à 0,29.

Notre carnet de commandes fermes à la clôture de l'exercice se chiffrait à 502 M\$ et ces commandes demeurent très diversifiées.

## FOURNISSEUR INTÉGRÉ D'ENVERGURE MONDIALE

Héroux-Devtek a de nouveau décroché d'importants contrats pluriannuels, lui permettant de s'affirmer davantage en

tant que fournisseur intégré d'envergure mondiale au sein de ses marchés cibles.

À preuve, nous avons décroché un contrat pour la conception, le développement, la fabrication et l'assemblage du train d'atterrissage et du système d'actionnement destiné à un nouveau programme de jet d'affaires du constructeur français Dassault Aviation. Ce troisième mandat de conception dans ce créneau depuis 2008 confirme notre statut de fournisseur de premier plan pour les trains d'atterrissage des appareils de moins de 50 000 kilogrammes. Par surcroît, ce contrat accroît notre rayonnement international et s'ajoute aux ententes pluriannuelles signées ces dernières années avec la société brésilienne Embraer et Fokker Services, des Pays-Bas.

Nous avons également ratifié une entente de sept ans évaluée à 175 M\$ avec Bombardier Aéronautique portant sur la fabrication et l'assemblage de composants structuraux complexe pour l'ensemble du portefeuille d'avions commerciaux et d'affaires de Bombardier. Ce contrat étend la portée de notre offre à la C Series et permet à notre ligne de produits d'Aérostructure d'étendre ses activités au nouveau programme du jet d'affaires Learjet 85.

Finalement, notre participation à d'importants programmes d'aviation commerciale, tels les appareils Boeing 737 et 777, a été rehaussée par l'obtention de contrats portant sur des composants pour lesquels nous avons développé une expertise reconnue, tels les tubes de torsion et les vérins d'actionnement.

## DÉVELOPPEMENTS STRATÉGIQUES

Pour s'affirmer en tant qu'acteur de calibre mondial dans un marché très compétitif, Héroux-Devtek doit élargir son offre de produits et services et constamment adapter sa capacité de production afin de réduire ses coûts et optimiser sa productivité.

Tout d'abord, notre acquisition américaine a consolidé notre position dans le marché du train d'atterrissage, tout en nous dotant d'une base manufacturière située plus près de nos principaux clients. Cette acquisition solidifie davantage nos relations d'affaires, consolide notre présence dans le marché de l'après-vente militaire et nous procure une couverture naturelle pour nos ventes libellées en dollars américains.

Nous avons également inauguré un laboratoire d'essais pour les trains d'atterrissage dans une nouvelle installation à Saint-Hubert, au Québec. Cette installation nous permettra de regrouper sous un même toit toutes les ressources impliquées dans la conception, le développement et les essais de trains d'atterrissage. En vertu de ces infrastructures de premier ordre, nous pourrions assurer toutes les étapes menant à la certification d'un train d'atterrissage.

Finalement, en marge de l'exercice, nous avons annoncé la construction d'une nouvelle usine de 47 200 pieds carrés dans le parc aérospatial de Querétaro, au Mexique. La première phase du projet dotera l'installation d'équipement de pointe pour la fabrication de composants d'aérostructure et son entrée en fonction est prévue pour le début de l'année civile 2012. Cette première phase représente un investissement pouvant atteindre 20 M\$ répartis sur trois ans. En temps opportun, l'usine pourra être agrandie afin d'y fabriquer et assembler des systèmes d'aérostructure et de trains d'atterrissage. Cette nouvelle installation permettra à Héroux-Devtek de tirer parti de la proximité des usines de plusieurs maîtres d'œuvre de l'industrie aérospatiale également présents à Querétaro.

## MARCHÉS PROMETTEURS

L'amélioration de la conjoncture favorise la croissance du trafic aérien et les fabricants de gros porteurs commerciaux ont multiplié les annonces d'augmentation de cadences



## MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

de production au cours des douze derniers mois. Dans le marché des jets d'affaires, la demande devrait s'accélérer d'ici l'année civile 2012, ce qui devrait coïncider avec la mise en production d'appareils pour lesquels nous avons conçu le train d'atterrissage, soit le Learjet 85 de Bombardier et les Legacy 450 et 500 d'Embraer.

Bien que l'ampleur des déficits budgétaires incite à la prudence dans le domaine de l'aviation militaire, notre portefeuille diversifié et un équilibre judicieux entre les produits destinés aux appareils neufs et ceux liés au marché de l'après-vente, nous procure une meilleure protection face aux contraintes liées au financement gouvernemental de certains programmes. À cet égard, la mise sous surveillance par l'administration américaine d'une version de l'appareil F-35, conjuguée à une augmentation plus modérée du rythme de production des autres versions, ne refroidit en rien notre enthousiasme face à ce programme qui demeure de loin le plus important de notre génération.

Finalement, nos principaux marchés industriels se portent bien. L'augmentation des commandes observées par les principaux fabricants d'équipement de production d'énergie et la vigueur de l'industrie minière sont de bon augure pour les exercices à venir.

### ATOUTS ESSENTIELS POUR UNE CROISSANCE RENTABLE

L'exercice 2011 a pourvu la société d'atouts essentiels au soutien d'une croissance rentable dans ses marchés cibles et à l'atteinte de ses objectifs stratégiques. Héroux-Devtek vise avant tout à augmenter la proportion de ses ventes liées à des contrats à forte valeur ajoutée, tels la conception et le développement, ainsi que la fourniture d'assemblages complets.

Tout aussi important, nous avons les moyens de nos ambitions. Nous avons récemment

procédé au renouvellement et à l'augmentation de nos facilités de crédit. Ce renouvellement pour une période de cinq ans nous procure la flexibilité requise afin de procéder à de nouvelles acquisitions stratégiques nous permettant de bonifier notre offre de produits et nos technologies.

Forte d'une infrastructure de classe et d'envergure mondiale, Héroux-Devtek aborde l'avenir avec confiance. Compte tenu d'avancées stimulantes dans ses marchés cibles, celui-ci s'annonce des plus prometteurs en dépit des défis posés par la vigueur du dollar canadien.

Héroux-Devtek est très choyée de compter sur une équipe de classe mondiale d'employés compétents et dévoués qui partagent ses valeurs fondamentales des 4R – Respect, Responsabilité, Reconnaissance et Rebondissement – et je les remercie chaleureusement. Je suis également reconnaissant envers nos partenaires d'affaires pour leur soutien et envers nos actionnaires pour leur confiance.

**Gilles Labbé, FCA**  
Président et chef de la direction



« Pour s'affirmer en tant qu'acteur de calibre mondial dans un marché très compétitif, Héroux-Devtek doit élargir son offre de produits et services et constamment adapter sa capacité de production afin de réduire ses coûts et optimiser sa productivité. »

SOURCES DE  
CROISSANCE  
EXPANSION  
INTERNATIONALE

## EXPANSION DU RÉSEAU D'USINES

Afin d'augmenter notre pénétration des marchés, il est impératif que les installations de Héroux-Devtek soient situées à proximité de nos clients. Que ce soit par l'entremise d'acquisitions ou de nouvelles installations, nous avons consciencieusement cherché à augmenter notre capacité de production située à proximité de celle de nos clients. L'acquisition de Eagle Tool et de E2 s'inscrivait dans cette stratégie. Par ailleurs, la construction d'une nouvelle usine dans le parc aérospatial de Querétaro au Mexique devrait procurer d'importants avantages à Héroux-Devtek, compte tenu de la proximité de cette usine aux usines de plusieurs fabricants d'équipement d'origine de renommée mondiale, dont Bombardier Aéronautique et Messier-Bugatti-Dowty. Cette localisation procure des avantages en terme de coûts et améliore notre compétitivité mondiale, notamment en raison de la spécialisation accrue de chacune de nos usines. Elle nous permet également de mieux connaître les besoins de nos clients cibles et de mieux nous positionner pour leur offrir des produits et services à forte valeur ajoutée, à un coût optimal.

## CLIENTÈLE MONDIALE

Notre portée internationale continue de s'élargir. Le fabricant d'avions français Dassault Aviation a récemment octroyé à Héroux-Devtek un contrat pour la fabrication du train d'atterrissage d'un nouveau programme d'avion d'affaires. Il s'agit pour Héroux-Devtek du plus récent de quatre contrats de conception et développement qui ont été obtenus au cours des dernières années et qui ont permis de jeter les bases d'une relation durable avec des fabricants d'équipement d'origine d'envergure mondiale. Du reste, nous avons auparavant obtenu des contrats de Fokker Services, une filiale du géant européen Stork B.V., pour la fabrication de composants de remplacement pour le train d'atterrissage du Fokker 100, ainsi qu'un contrat du fabricant d'avions brésilien Embraer pour la fabrication du train d'atterrissage des nouveaux programmes d'avions d'affaires Legacy 450 et Legacy 500. Ces contrats confirment l'importance de notre équipe d'ingénierie de conception et le calibre mondial de notre marque.





# CROÎTRE PAR L'INNOVATION

R&D  
INGÉNIERIE  
LABORATOIRE  
D'ESSAIS

C'est grâce à son savoir-faire en recherche et développement et à ses prouesses d'ingénierie que Héroux-Devtek est devenue une entreprise de renommée internationale dans des marchés hautement concurrentiels. Notre expertise en ingénierie de conception permet à Héroux-Devtek de participer aux tout premiers stades du développement de trains d'atterrissage. Notre capacité à développer des technologies exclusives et à réaliser l'assemblage complet de produits nous permet d'obtenir des contrats de fabrication auprès de fabricants d'équipements d'origine d'envergure mondiale.

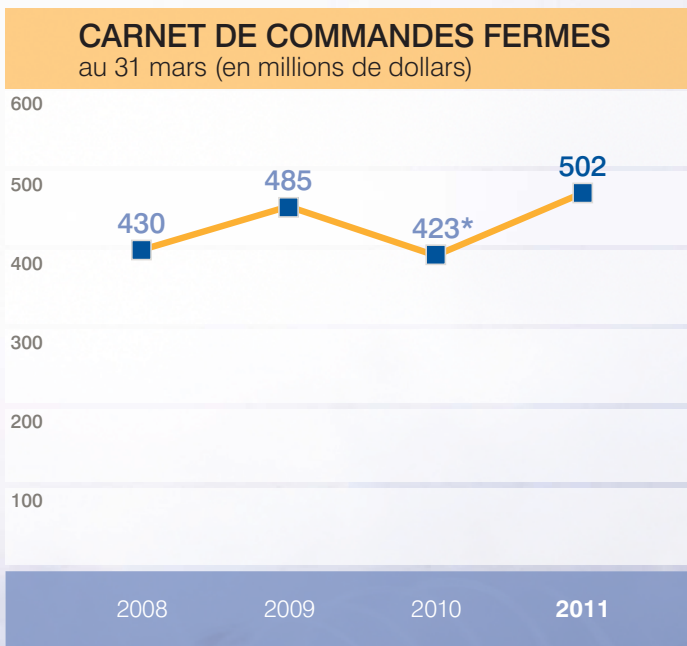
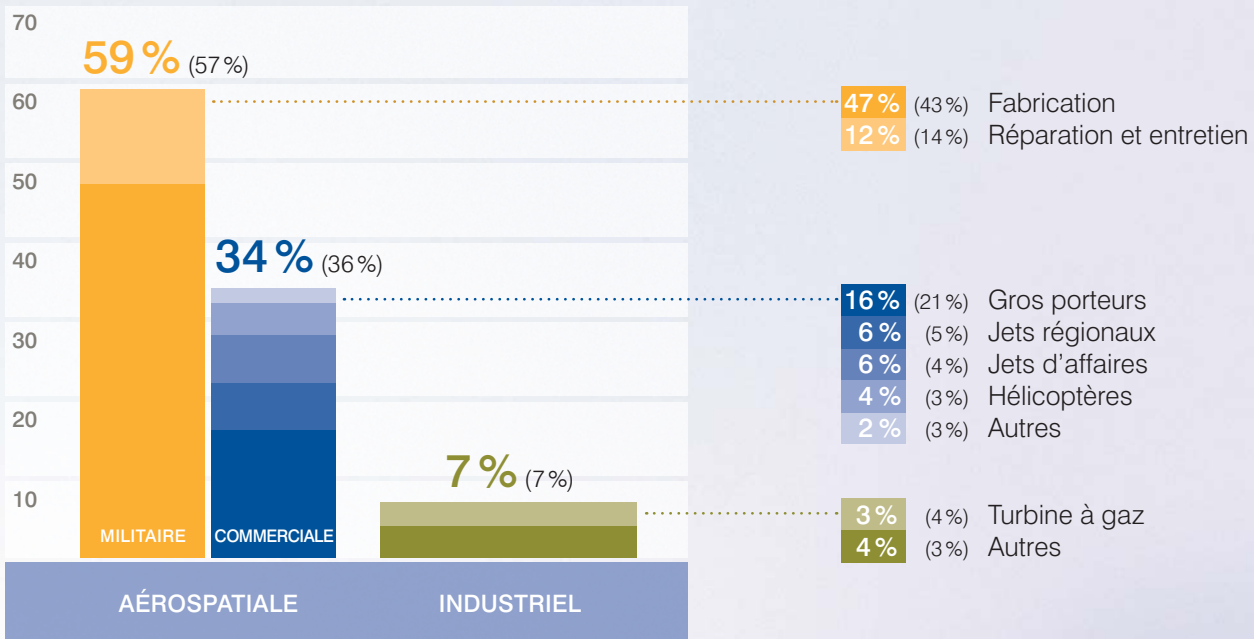
Poursuivant sur cette lancée, nous avons récemment regroupé nos activités de recherche et développement, d'ingénierie et d'essais techniques sous un même toit.

En effet, l'ouverture d'un nouveau laboratoire d'essais de trains d'atterrissage à la fine pointe de la technologie à Saint-Hubert, au Québec permettra à Héroux-Devtek de renforcer ses capacités et de confirmer sa position de troisième plus important fabricant de trains d'atterrissage au monde. Ce laboratoire réunit tout le personnel et les ressources nécessaires à la conception, au développement et à l'essai de nouveaux produits. Cette amélioration des capacités de notre infrastructure est tout à fait conforme à nos objectifs stratégiques; ce nouveau laboratoire nous permet désormais de réaliser chaque étape du cycle de développement de nos trains d'atterrissage, de la conception à la certification.

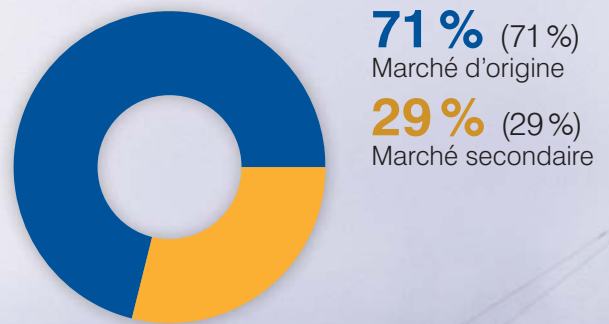


# RÉPARTITION DES VENTES

## EXERCICE 2011 (Exercice 2010)



\* Excluant l'acquisition d'Eagle complétée en avril 2010.



C-130J



# DES RÉSULTATS RECORDS TELS QUE CONÇUS

l'exercice financier 2011 s'est avéré un succès à plusieurs niveaux pour la ligne de produits de trains d'atterrissage de Héroux-Devtek. Nous avons enregistré des ventes record de près de 228 millions de dollars, grâce en partie à la contribution aux revenus d'Eagle Tool et de E2 à hauteur de 45 millions. Notre plan d'intégration se déroule bien et a livré de bons résultats jusqu'à ce jour. Nous sommes désormais positionnés pour créer davantage de synergie et d'efficacité par une spécialisation accrue de ces usines. Dans le souci de continuellement améliorer notre productivité, le partage et la mise en œuvre des meilleures pratiques à travers notre réseau de produits de trains d'atterrissage demeure pour nous une priorité.

## DES ÉTAPES JALONS DANS LES NOUVEAUX PROGRAMMES

Nous avons également progressé dans les trois programmes de conception et de développement auxquels nous participons, soit l'hélicoptère de transport lourd CH-53K de Sikorsky, le Learjet 85 de Bombardier Aéronautique et les avions d'affaires Legacy 450 et 500 d'Embraer. Nous avons réussi à respecter des délais très serrés pour la conception et le développement de nos produits. Les premières livraisons aux clients se déroulent comme prévu, dans le cadre du processus de certification de ces systèmes de trains d'atterrissage. Notre nouveau laboratoire d'essais a certainement contribué à notre progression aussi constante que rapide vers l'atteinte des exigences de sécurité de vol. Ces nouvelles installations améliorent notre offre globale, appuyant ainsi nos efforts pour devenir un fournisseur de services complets dans le marché mondial des trains d'atterrissage.

## UNE PRÉSENCE INTERNATIONALE ACCRUE

Le savoir-faire de Héroux-Devtek en matière de trains d'atterrissage est de plus en plus reconnu à l'échelle mondiale. D'ailleurs, nous avons obtenu un contrat pour la conception et le développement de produits du fabricant d'avions français Dassault Aviation, un nouveau client pour Héroux-Devtek. En vertu de cette entente à long terme, nous assurerons la conception, la mise au point, la fabrication, l'assemblage, la qualification et participerons à la certification du train d'atterrissage et du système d'actionnement destinés à un nouveau programme d'avion d'affaires. Ce troisième mandat pour la durée de vie utile de l'aéronef dans le créneau des avions d'affaires témoigne de la force de notre équipe d'ingénierie et de sa capacité à transférer ses connaissances technologiques à de nouveaux champs d'application.

## PERSPECTIVES

Les ventes de produits de trains d'atterrissage devraient bénéficier des nombreuses augmentations des cadences de production qu'ont annoncées les fabricants de gros porteurs commerciaux au cours des dix-huit derniers mois. Il s'agit de programmes pour lesquels nous sommes d'importants fournisseurs, tels que le Boeing-777 et l'Airbus-320. De plus, la reprise dans le créneau des avions d'affaires devrait coïncider avec l'augmentation des cadences des nouveaux programmes auxquels nous participons. Par ailleurs, nous demeurons prudents quant aux perspectives du marché de l'aérospatiale militaire, alors que les gouvernements adoptent des politiques plus restrictives. Enfin, l'amélioration de la productivité demeure notre priorité et nous tenterons de multiplier les gains d'efficacité afin de conserver notre position de chef de file dans nos principaux marchés.

TRAINS  
D'ATTERRISSAGE



## AÉROSTRUCTURE

# TOURNÉE VERS L'AVENIR – UNE NOUVELLE USINE OUVRE DE NOUVELLES POSSIBILITÉS

Notre portefeuille équilibré de produits destinés aux marchés de l'aérospatiale militaire et commerciale a fait ses preuves encore une fois. Grâce surtout à de nouveaux contrats et à la reprise du marché de l'aérospatiale commerciale, les ventes de produits d'aérostructure ont augmenté pour atteindre 103,5 millions de dollars. Ces facteurs ont compensé l'augmentation plus lente que prévu de la cadence du programme du F-35 et l'achèvement prochain du programme du F-22. L'amélioration progressive de l'économie devrait nous permettre de tirer profit de nos ententes à long terme et de nos efforts de réduction des coûts.

## L'EXCELLENCE OPÉRATIONNELLE, UN AVANTAGE STRATÉGIQUE

Nous avons continué nos efforts pour offrir un avantage stratégique à nos clients en demeurant à la fine pointe des méthodes de fabrication. Nous avons implanté la méthode de mesure du taux de rendement global (Overall Equipment Effectiveness ou OEE) sur plus de 20 machines et nous avons amélioré notre efficacité en allégeant les processus de fabrication (lean manufacturing). Les gains sont considérables : améliorations des coûts, de la qualité, des délais de livraison, sans compter le degré de satisfaction accru de nos clients de renommée mondiale.

## DES CONTRATS STABLES

Nos ententes à long terme constituent une importante proportion de nos ventes annuelles. Au cours de l'exercice financier 2011, nous avons conclu des ententes à long terme avec la division Vought Aircraft de la société Triumph Aerostructures (cinq ans) et avec Bombardier Aéronautique (sept ans), bonifiant ainsi notre carnet de commandes d'ententes à long terme conclues avec des sociétés aérospatiales

d'envergure. Forts d'une entente de vingt ans avec Lockheed Martin Aeronautics portant sur le programme du F-35, nous avons complété la construction d'un bâtiment de 48 000 pieds carrés et l'achat d'équipement supplémentaire dans le cadre de la Phase II de notre plan d'investissement au Texas, afin de mieux nous positionner pour l'augmentation de la cadence de production du F-35. Cet ajout porte la superficie de notre complexe à 271 000 pieds carrés.

## UNE DIVERSIFICATION DE L'OFFRE

Dans le but de mieux satisfaire les besoins de nos clients, nous avons poursuivi nos efforts afin de devenir un fournisseur de services complets. Nous avons donc entrepris des initiatives visant à diversifier davantage notre portefeuille et à intégrer de nouvelles technologies. En particulier, nous avons concentré nos efforts de pénétration des marchés sur des occasions qui nous permettent d'offrir à nos clients des produits et services à valeur ajoutée.

## PERSPECTIVES

Notre offre sera bonifiée par l'ajout d'une nouvelle usine à Querétaro, au Mexique. Cette usine est présentement en construction et ouvrira ses portes au cours de l'exercice financier 2012 avec un solide carnet de commandes. Grâce à nos ententes à long terme sur des plateformes de croissance, telles que nos contrats avec Bombardier Aéronautique, et à notre proximité avec d'autres maîtres d'œuvre, nous sommes bien positionnés pour la croissance. Nous prévoyons également profiter de la croissance de l'industrie de l'aérospatiale commerciale, particulièrement de la reprise du marché des avions d'affaires, tout en conservant notre capacité d'adaptation aux conditions changeantes du marché de l'aérospatiale militaire.



# REPRISE ET CROISSANCE

INDUSTRIEL

**A**u cours de l'exercice financier 2011, les ventes de produits industriels ont grandement bénéficié des initiatives de réduction des coûts instituées l'année précédente. La croissance de 13,7 % des revenus, réalisée avec une structure des coûts allégée, a permis d'augmenter considérablement notre marge d'exploitation.

L'industrie de l'équipement lourd a bénéficié de la reprise des marchés sous-jacents, ce qui a conduit à une augmentation des revenus, tandis que l'industrie de l'énergie éolienne et celle des turbines à gaz ont continué de souffrir des séquelles de la récession.

## UNE IMPULSION DOUBLE

La résurgence de l'industrie minière à l'échelle mondiale a contribué à l'augmentation des ventes de composants de véhicules hors route et d'engins d'excavation de Héroux-Devtek. En 2010, les fabricants d'origine de ces véhicules et engins ont connu à la fois une augmentation de la demande et une forte baisse de leurs inventaires, donnant ainsi une impulsion double à la croissance de nos ventes.

## L'EXPANSION DU PORTEFEUILLE

Dans le créneau des turbines à gaz, bien que nous ayons livrés moins d'ensembles aux principaux intervenants de l'industrie de la production d'énergie, le contenu de ces ensembles a augmenté, nous permettant ainsi de maintenir nos ventes stables. Toutefois, la composition de nos ventes a beaucoup changé, en raison des investissements que nous avons effectués au cours des dernières années dans le développement de nouveaux produits. Avec deux nouvelles familles de produits, nous sommes désormais

bien positionnés auprès d'un important fabricant d'équipement de production d'énergie. Notre offre s'étend au-delà de l'usinage et comprend aussi des services à valeur ajoutée de gestion des approvisionnements qui permettent une meilleure utilisation de notre savoir-faire.

## LE MARCHÉ DES PIÈCES DE RECHANGE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉNERGIE ÉOLIENNE

En tant que fabricant de composants destinés à l'industrie de l'énergie éolienne, nos ventes dans ce marché ont souffert de la baisse de la demande et de la surcapacité de l'offre. Même si le créneau des nouvelles constructions demeure important, celui des pièces de rechange de turbines, particulièrement la remise à neuf et le remplacement de composants, offre un potentiel considérable que nous tenons à exploiter.

## PERSPECTIVES

Au cours de l'exercice financier 2012, nous prévoyons que la croissance se maintiendra dans le marché de l'équipement lourd et qu'elle reprendra dans celui des turbines à gaz. Nous prévoyons donc une augmentation de nos ventes dans les créneaux traditionnels de l'industrie de la production d'énergie, qui sera bonifiée par l'offre de nos nouveaux produits. Par ailleurs, l'augmentation du nombre de livraisons devrait se traduire directement par une hausse de nos marges bénéficiaires. À plus long terme, nous comptons poursuivre sur notre lancée dans le créneau de l'énergie éolienne. Enfin, tant que nos clients continuent de rationaliser le nombre de leurs fournisseurs – pour en faire plus avec moins – nous croyons que cela favorisera nos ventes de produits industriels dans leur ensemble.



# INFORMATION CORPORATIVE

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

**John M. Cybulski<sup>†</sup>**  
Président du Conseil  
Héroux-Devtek Inc.

**Directeur**  
Aeroglobe LLC  
Bradenton (Floride)

**Gilles Labbé**  
Président et chef  
de la direction  
Héroux-Devtek Inc.  
Longueuil (Québec)

**Claude Boivin<sup>†</sup>**  
Consultant  
et administrateur de sociétés  
Montréal (Québec)

**Paule Doré<sup>†</sup>**  
Administratrice de sociétés  
Montréal (Québec)

**Christian Dubé\***  
Vice-président,  
développement des affaires  
Cascades Inc.  
Montréal (Québec)

**Jean-Louis Fontaine\***  
Vice-président du Conseil  
et administrateur  
Bombardier Inc.  
Montréal (Québec)

**Louis Morin\***  
Président  
Busrel Inc.  
Montréal (Québec)

**Brian A. Robbins\***  
Président et chef de la direction  
Exco Technologies Limited  
Toronto (Ontario)

**Réal Raymond<sup>†</sup>**  
Consultant  
Montréal (Québec)

Administrateur honoraire  
et membre honoraire du comité  
des ressources humaines  
et de régie d'entreprise  
**Helmut Hofmann**  
Toronto (Ontario)

## DIRECTION

**Gilles Labbé**  
Président et chef de la direction  
Longueuil (Québec)

**Réal Bélanger**  
Vice-président exécutif et chef  
de la direction financière  
Longueuil (Québec)

**Gabriel Duval**  
Vice-président,  
affaires corporatives  
Longueuil (Québec)

**Patrice Gauvin**  
Vice-président,  
développement des affaires  
Longueuil (Québec)

**Gilbert Guérin**  
Directeur corporatif,  
Ressources humaines  
Longueuil (Québec)

**Michel Robillard**  
Vice-président,  
vérification interne et conformité  
Longueuil (Québec)

**Stéphane Arseneault**  
Vice-président,  
Contrôle et technologies  
de l'information  
Longueuil (Québec)

**Martin Brassard**  
Vice-président,  
Directeur général,  
Trains d'atterrissage  
Longueuil (Québec)

**Richard Rosenjack**  
Vice-président,  
Directeur général,  
Aérostructure  
Arlington (Texas)

**Michael L. Meshay**  
Vice-président,  
Directeur général,  
Industriel  
Cincinnati (Ohio)

## TRAINS D'ATTERRISSAGE

**Longueuil**  
755, rue Thurber  
Longueuil (Québec)  
Canada J4H 3N2  
Tél. : 450 679-5454  
Télé. : 450 679-4554

**Springfield**  
663 Montgomery Ave.  
Springfield (Ohio)  
U.S.A. 45506  
Tél. : 937 325-1586  
Télé. : 937 325-9309

**Cleveland**  
7500 Associate Ave.  
Cleveland (Ohio)  
U.S.A. 44144  
Tél. : 216 651-6646  
Télé. : 216 651-1533

**Ingénierie**  
*Longueuil*  
1010, rue de Sérigny, bureau 350  
Longueuil (Québec)  
Canada J4K 5G7  
Tél. : 450 646-9432  
Télé. : 450 646-7294

*Saint-Hubert*  
4925, chemin de la Savane  
Saint-Hubert (Québec)  
Canada J3Y 9G1  
Tél. : 450 646-9432

**Laval**  
3675, boul. Industriel  
Laval (Québec)  
Canada H7L 4S3  
Tél. : 450 629-3454  
Télé. : 450 629-5682

**Kitchener**  
1665 Highland Rd W.  
Kitchener (Ontario)  
Canada N2N 3K5  
Tél. : 519 576-8910  
Télé. : 519 576-5119

## AÉROSTRUCTURE

**Dorval**  
123, rue Avro  
Dorval (Québec)  
Canada H9P 2Y9  
Tél. : 514 421-0344  
Télé. : 514 421-0377

**Arlington**  
1030 Commercial Blvd North  
Arlington (Texas)  
U.S.A. 76001  
Tél. : 817 465-3221  
Télé. : 817 465-1289

**Toronto**  
1480 Birchmount Rd  
Toronto (Ontario)  
Canada M1P 2E3  
Tél. : 416 757-2366  
Télé. : 416 752-4838

**Querétaro**  
Carretera Estatal 200 Querétaro –  
Tequisquiapan Km 22+547 Interior D1  
Parque Industrial Aeroespacial  
de Querétaro,  
Municipio de Colon (Querétaro)  
Mexico

## INDUSTRIEL

**Cincinnati**  
189 Container Place  
Cincinnati (Ohio)  
U.S.A. 45246  
Tél. : 513 619-1222  
Télé. : 513 619-1903

382 Circle Freeway Drive  
Cincinnati (Ohio)  
U.S.A. 45246  
Tél. : 513 619-1222  
Télé. : 513 619-1225

<sup>†</sup> Membre du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise

\* Membre du comité de vérification



**ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION  
ET ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2011

## TABLE DES MATIÈRES

Déclarations prospectives .....	4
Aperçu général .....	4
Direction des affaires .....	5
Stratégie commerciale .....	5
Indicateurs de rendement clés .....	6
Gestion des risques .....	7
Tendances du marché .....	7
Principales réalisations de l'exercice 2011 .....	8
Acquisition des actifs de la société Eagle Tool Machine Co. et de sa filiale.....	8
Opérations sur devises .....	9
Mesures non conformes aux PCGR.....	9
Données financières annuelles choisies.....	10
Ventes consolidées .....	10
Secteur de l'aérospatiale .....	11
Secteur Industriel .....	11
Répartition géographique des ventes .....	12
Bénéfice brut .....	12
Frais de vente et d'administration.....	12
Bénéfice d'exploitation.....	12
Secteur de l'aérospatiale .....	12
Secteur Industriel .....	13
Frais de restructuration .....	13
Charge d'impôts sur les bénéfices.....	13
Bénéfice net .....	14
Flux de trésorerie et situation financière.....	14
Facilité de crédit et trésorerie et équivalents de trésorerie .....	14
Activités d'exploitation .....	14
Activités d'investissement.....	15
Activités de financement.....	16
Régimes de retraite.....	16
Offre publique de rachat dans le cours normal des activités .....	16
Capital-actions, régime d'options d'achat d'actions et régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat (régime d'achat d'actions).....	17
Régime de droits à la plus-value d'actions et régime d'unités d'actions différées	17
Bilans consolidés .....	18
Aide gouvernementale.....	20
Instruments dérivés, postes hors bilan et engagements contractuels .....	20
Impact de la conjoncture financière et économique .....	21
Principales estimations comptables .....	21
Stocks, frais de développement capitalisés et coût des ventes .....	21
Écarts d'acquisition et actifs incorporels .....	22
Régimes de retraite et avantages complémentaires de retraite.....	22
Impôts sur les bénéfices.....	22
Modifications futures de conventions comptables.....	22
Contrôles et procédures internes .....	26
Risques et incertitudes .....	26
Dépendance envers des clients importants .....	27
Disponibilité et prix des matières premières .....	27
Risques opérationnels .....	27



## TABLE DES MATIÈRES (suite)

Répercussions des activités terroristes et de l'instabilité politique .....	27
Conjoncture économique .....	27
Dépenses d'ordre militaire .....	27
Fluctuations des devises .....	27
Situation de trésorerie et accès à des sources de financement .....	28
Clauses restrictives .....	28
Fluctuation des taux d'intérêt .....	28
Environnement commercial externe .....	28
Pertes découlant de réclamations de dommages sous garantie .....	29
Questions d'ordre environnemental .....	29
Conventions collectives .....	29
Main-d'œuvre qualifiée .....	29
Données financières trimestrielles choisies .....	29
Résultats du quatrième trimestre de l'exercice financier 2011 .....	30
Perspectives .....	30
Renseignements supplémentaires et information continue .....	31
Rapport de la direction .....	32
Rapport des auditeurs indépendants .....	33
BILANS CONSOLIDÉS .....	34
ÉTATS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS .....	35
ÉTATS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS .....	36
ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS .....	37
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS .....	38
Note 1. Nature des activités .....	38
Note 2. Sommaire des principales conventions comptables .....	38
Note 3. Acquisition d'une entreprise .....	44
Note 4. Gestion des risques financiers .....	45
Note 5. Gestion du risque lié au capital .....	48
Note 6. Instruments financiers .....	49
Note 7. Frais de vente et d'administration .....	51
Note 8. Frais de restructuration .....	51
Note 9. Autres débiteurs .....	51
Note 10. Stocks .....	51
Note 11. Instruments financiers dérivés .....	52
Note 12. Immobilisations corporelles .....	52
Note 13. Actifs incorporels à durée de vie limitée .....	53
Note 14. Autres actifs .....	54
Note 15. Écart d'acquisition .....	54
Note 16. Comptes fournisseurs – autres .....	54
Note 17. Dette à long terme .....	55
Note 18. Autres passifs .....	57
Note 19. Capital-actions .....	57
Note 20. Impôt sur les bénéfices .....	60
Note 21. Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement liés à l'exploitation .....	61
Note 22. Régimes de retraite et régimes d'avantages complémentaires de retraite .....	61
Note 23. Engagements .....	64
Note 24. Éventualités .....	65
Note 25. Cumul des autres éléments du résultat étendu .....	65
Note 26. Information sectorielle .....	65
Note 27. Reclassement .....	66

# ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation (l'« analyse ») vise à fournir au lecteur un aperçu des changements survenus dans la situation financière de Héroux-Devtek inc. (« Héroux-Devtek » ou « la Société ») entre le 31 mars 2010 et le 31 mars 2011. Elle permet également de comparer les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de l'exercice terminé le 31 mars 2011 à ceux de l'exercice précédent.

Cette analyse doit être lue en parallèle avec les états financiers consolidés vérifiés du 31 mars 2011. Les états financiers consolidés de Héroux-Devtek ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »). La Société publie ses résultats en dollars canadiens. Sauf indication contraire, tous les montants apparaissant dans cette analyse sont exprimés en dollars canadiens.

## DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Dans le but de fournir aux actionnaires et aux investisseurs potentiels des renseignements concernant Héroux-Devtek, notamment l'évaluation par la direction des projets et des opérations à venir, certaines déclarations de la présente analyse constituent des déclarations prospectives soumises à des facteurs de risque, des incertitudes et d'autres facteurs importants susceptibles de faire en sorte que le rendement réel de la Société diffère grandement de celui indiqué ou sous-entendu par ces déclarations prospectives.

Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter : l'impact des conditions économiques mondiales et, en particulier, la conjoncture au Canada et aux États-Unis; la situation de l'industrie, y compris les amendements aux lois et aux règlements; l'intensification de la concurrence; une pénurie de personnel ou de gestionnaires qualifiés; la disponibilité et les fluctuations des prix des matières premières; les variations des taux de change ou d'intérêt; la volatilité des marchés boursiers et les incidences des politiques comptables établies par les autorités de normalisation canadiennes, américaines et internationales. Certains de ces facteurs font l'objet d'une description plus détaillée à la rubrique intitulée « Risques et incertitudes » de la présente analyse. Il faut noter que la présente liste de facteurs susceptibles d'influer sur la croissance, les résultats et le rendement à venir n'est pas exhaustive, et que le lecteur ne devrait pas accorder une confiance induite aux déclarations de nature prospective.

Bien que la Société estime que les attentes exprimées par le biais des déclarations prospectives sont fondées sur les renseignements dont elle disposait au moment où elle a formulé lesdites déclarations prospectives, rien ne peut garantir que ces prévisions se révéleront exactes. Toutes les déclarations prospectives faites ultérieurement, par écrit ou verbalement, par la Société ou quiconque agissant en son nom, doivent être considérées expressément à la lumière des mises en garde susmentionnées. À moins qu'elle n'y soit tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables, la Société nie expressément toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser tout énoncé prospectif, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements à venir ou autrement.

## APERÇU GÉNÉRAL

Héroux-Devtek et ses filiales se spécialisent dans la conception, le développement, la fabrication, la réparation et l'entretien de systèmes et de composants destinés essentiellement aux secteurs de l'aérospatiale et Industriel. Par conséquent, une part importante des ventes de la Société est réalisée auprès d'un nombre limité de clients situés pour la plupart aux États-Unis et au Canada.

C'est en 1942 que la Société a été fondée sous la dénomination sociale de Héroux Machine Parts Limited, laquelle est devenue par la suite Héroux inc. La Société a fait son entrée en Bourse en 1986. En 2000, celle-ci a procédé à l'acquisition de Devtek Corporation. Les deux entités ont ensuite fusionné pour former Héroux-Devtek inc., l'un des plus importants fabricants de deuxième niveau (second tier) de l'industrie aérospatiale canadienne.

Le 1<sup>er</sup> avril 2004, la Société a procédé à l'acquisition de Progressive Incorporated (« Progressive »), une société privée du Texas spécialisée dans la fabrication de composants structuraux de grande dimension destinés aux aéronefs militaires. Cette transaction a permis à la Société d'accroître ses compétences en matière d'aérostructure et lui a ouvert les portes de l'important marché de l'aérostructure militaire.

Le 28 avril 2010, la Société a complété l'acquisition d'Eagle Tool & Machine Co. et de sa filiale, deux sociétés privées basées dans l'Ohio, qui fabriquent des produits de trains d'atterrissage destinés principalement au secteur de l'aérospatiale militaire.

Héroux-Devtek dessert deux grands secteurs d'activité : l'aérospatiale et les produits industriels. La Société fournit des trains d'atterrissage aussi bien aux marchés commerciaux que militaires du secteur de l'aérospatiale (y compris des pièces de rechange et des services d'entretien et de réparation) ainsi que des composants structuraux d'aéronefs (incluant des ensembles prêts-à-monter). Dans le secteur commercial, la Société est présente sur les marchés des jets d'affaires, des jets régionaux, des hélicoptères et des gros porteurs commerciaux. Dans le secteur militaire, la Société fournit des pièces et des services destinés aux principaux programmes d'avions militaires, pour la plupart des États-Unis.

Les composants de grande dimension pour le matériel affecté à la production d'énergie et l'équipement lourd constituent les principaux produits offerts par Héroux-Devtek dans le secteur Industriel. À cet égard, les principaux clients de la Société sont The General Electric Company (GE) et Caterpillar. La Société vend également des composants de précision destinés à d'autres applications industrielles, notamment pour le secteur de l'énergie éolienne.

La répartition des ventes de la Société par secteur d'activité se présente comme suit :

	2011	2010
Aérospatial	93 %	93 %
Industriel	7 %	7 %
	100 %	100 %

Héroux-Devtek vend ses produits surtout à des fabricants d'équipement d'origine (OEM) comme Lockheed-Martin, Bombardier, Goodrich et Boeing, mais également sur le marché secondaire où elle compte parmi ses principaux clients l'Armée de l'air américaine et la Marine américaine. Au cours de l'exercice financier 2011, les ventes réalisées auprès de ces six clients ont représenté environ 60 % du total des ventes consolidées. Plus précisément, un des clients de la Société représenté à lui seul 19 % des ventes consolidées et deux autres en représentent entre 13 % et 14 %. Tous trois oeuvrent dans le secteur de l'aérospatiale.

Le secteur de l'aérospatiale regroupe les lignes de produits Trains d'atterrissage et Aérostructure. Le secteur Industriel regroupe quant à lui les activités liées à la fabrication de composants de grande dimension pour le marché de la production d'énergie, de même que d'autres produits fabriqués par la ligne de produits Industriels. La ligne de produits Trains d'atterrissage se spécialise dans la conception, la fabrication, la réparation et l'entretien de trains d'atterrissage et dessert les secteurs commercial et militaire; elle a mis sur pied une équipe d'ingénierie de conception chevronnée et reconnue. La ligne de produits Aérostructure fabrique des composants structuraux d'aéronefs, dont les dimensions varient de petite à très grande, destinés aux marchés de l'aérospatiale commerciale et militaire. Le secteur de l'aérospatiale englobe les lignes de produits Trains d'atterrissage et Aérostructure du fait notamment que leurs produits et services, procédés de fabrication, types de clients et méthodes de distribution sont similaires. La ligne de produits Industriels fabrique des composants de grande dimension pour le matériel affecté à la production d'énergie, notamment dans le secteur de l'énergie éolienne, et pour d'autres marchés industriels.

## DIRECTION DES AFFAIRES

Les secteurs et les lignes de produits de la Société sont gérés de façon décentralisée, de façon à stimuler l'esprit d'entreprise et l'engagement de tous les membres du personnel. Chaque ligne de produits dispose des ressources de gestion, d'ingénierie, de fabrication et de commercialisation nécessaires pour répondre aux besoins spécifiques des segments de marché visés par ses activités. La croissance et la rentabilité de chacune des lignes de produits sont du ressort d'un vice-président-directeur général relevant du président et chef de la direction de la Société. D'autre part, les vice-présidents, Finances de chacune des lignes de produits relèvent du vice-président Contrôle et technologie de l'information et du vice-président exécutif et chef de la direction financière de la Société.

Le siège social de la Société assume les responsabilités liées à la publication des résultats financiers et autres documents de la Société, veille à ce que cette dernière s'acquitte de ses obligations en matière de divulgation d'information et prend la responsabilité des décisions de nature financière et des orientations stratégiques entourant le développement des affaires. Le siège social de la Société fournit son soutien à chaque ligne de produits quant à la préparation de plans budgétaires et stratégiques, au développement de nouveaux produits et marchés, ainsi qu'en matière de gestion des relations publiques, des contrôles et rapports financiers, des consultations juridiques, des ressources humaines et des technologies de l'information.

## STRATÉGIE COMMERCIALE

La stratégie commerciale de Héroux-Devtek consiste à se positionner comme fournisseur clé auprès de sa clientèle des trois principaux piliers sur lesquels reposent ses activités, à savoir : les lignes de produits Trains d'atterrissage et Aérostructure dans le secteur de l'aérospatiale et les composants industriels pour le matériel affecté à la production d'énergie. Pour la Société, être un fournisseur clé signifie s'occuper aussi bien de la fourniture de composants fabriqués que de services de conception, d'assemblage et de gestion de programmes, et ce, dans le but de devenir un fournisseur de services complets et permettre à ses clients de se concentrer sur leurs activités principales. Pour y parvenir, la Société s'emploie à parfaire son savoir-faire technique et ses compétences en matière de gestion pour être en mesure d'ajouter de la valeur aux produits à un coût concurrentiel. Par ailleurs, la Société cherche à croître en vue d'atteindre une masse critique dans chacun de ses marchés, tout en conservant une situation financière saine et des rendements solides.

Concrètement, cette approche se traduit par :

- une démarche ciblée visant la spécialisation de ses usines dans la fabrication de certains types de composants et l'offre de services spécifiques;
- des systèmes d'information normalisés et compatibles à l'échelle de la Société;
- la migration des connaissances techniques et gestionnelles entre les lignes de produits;
- une approche reposant sur l'allègement du processus de fabrication dans l'ensemble de ses usines (*lean manufacturing*);
- la stabilité des revenus par la conclusion d'ententes à long terme avec ses clients, lorsque possible;
- le maintien d'une répartition équilibrée du chiffre d'affaires entre les marchés civils et militaires et le domaine industriel;
- le maintien et le développement d'une culture entrepreneuriale reposant sur la participation, la volonté et l'engagement de ses employés.

Héroux-Devtek cherche à croître de façon externe par le biais d'acquisitions d'entreprises susceptibles de s'intégrer facilement à ses activités actuelles ou de lui procurer des technologies complémentaires aux siennes, et ce, dans le but d'accroître la valeur ajoutée qu'elle dégage de ses activités. En ce qui concerne la croissance interne, la Société vise :

- le développement de produits exclusifs à valeur ajoutée par le truchement de ses activités liées à l'ingénierie de conception;
- la pénétration ou le renforcement de sa présence dans certains secteurs d'activité dont ceux du marché secondaire des services de réparation et d'entretien des trains d'atterrissage commerciaux et militaires, de la conception et de la fabrication de trains d'atterrissage de petite à moyenne dimension et des assemblages structuraux complets pour les fabricants d'origine d'aéronefs commerciaux et militaires;
- la diversification de la clientèle pour ses lignes de produits existants, ce qui, en règle générale, signifie trouver de nouveaux fabricants d'origine susceptibles d'être intéressés par ses trains d'atterrissage, ses composants de structure d'aéronefs et ses produits industriels.

## INDICATEURS DE RENDEMENT CLÉS

Héroux-Devtek évalue le rendement global de la Société à l'aide des éléments suivants :

- la rentabilité;
- les liquidités;
- la croissance et la position concurrentielle;
- la satisfaction de la clientèle;
- la situation financière et les rendements.

À cette fin, la Société a développé des indicateurs de rendement clés (« IRC »). Le tableau ci-après présente un résumé de ces indicateurs ainsi que les éléments qu'ils permettent d'évaluer.

Éléments évalués	Rentabilité	Liquidités	Croissance et position concurrentielle	Satisfaction de la clientèle	Situation financière et rendements
<b>IRC</b>	Bénéfice brut	Bénéfice avant intérêt, impôt et amortissement (BAIIA)	Ventes	Livraison en temps opportun	Fonds de roulement
	Bénéfice d'exploitation Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA)	Flux de trésorerie disponibles	Carnet de commandes (commandes fermes)	Rendement et coûts liés à la non-qualité	Ratio de la dette à long terme/ capitaux propres
	Objectifs en matière de réduction des coûts	Rendement sur l'actif net utilisé (RANU)	Part de marché sur les marchés de produits de créneaux dans lesquels la Société évolue	—	Ratio de la dette nette/ capitaux propres
	Utilisation de la capacité de production	—	Valeur ajoutée aux produits en tant que pourcentage des ventes	—	Rendement des capitaux propres et RANU
<b>Ce qui est évalué</b>	Évaluation du rendement de l'exploitation	Évaluation de la génération de liquidités	Évaluation de la croissance, indicateurs des revenus futurs et évaluation de la position concurrentielle	Évaluation des engagements envers la clientèle et fiabilité des produits	Évaluation de la solidité de la situation financière à court et long terme et rendements aux actionnaires

La plupart de ces IRC sont traités ultérieurement dans la présente analyse et sont compris également dans les faits saillants financiers du rapport annuel de l'exercice financier 2011 de la Société. Certains de ces IRC ne sont pas divulgués au public étant donné qu'ils sont de nature concurrentielle.

Lors de l'exercice financier précédent, la tendance du marché avait eu des répercussions manifestes sur l'utilisation de la capacité de production de la Société et avait exercé une pression supplémentaire sur l'imputation des coûts pour certaines unités d'exploitation de la Société, tandis que pour l'exercice 2011, la Société a profité de l'amélioration continue du marché de l'aérospatiale commerciale, en particulier dans la seconde moitié de l'exercice (se référer à la rubrique « Bénéfice brut » ci-après). La livraison en temps opportun et les coûts liés à la non-qualité sont des indicateurs de la satisfaction de la clientèle que Héroux-Devtek surveille étroitement. La Société a constamment amélioré ces indicateurs au cours des dernières années et continue de porter une attention particulière à la grille d'évaluation de la qualité et aux rapports sur la qualité des produits de ses principaux clients.



En outre, le régime de rémunération incitative de la Société est fondé sur l'atteinte de certains objectifs financiers et d'objectifs personnels particuliers. Les objectifs financiers sont le RANU, le bénéfice d'exploitation, les ventes, le bénéfice net et le bénéfice net par action.

## GESTION DES RISQUES

Le processus de gestion des risques de la Société porte essentiellement sur la définition et l'évaluation des risques et des occasions d'affaires et sur la mise en place de stratégies et de contrôles permettant de gérer, de surveiller et de communiquer lesdits risques. Pour faciliter l'atteinte de ses objectifs en matière de gestion des risques, la Société a inclus les activités de gestion des risques et de contrôle aux responsabilités opérationnelles de la direction de chacune des lignes de produits. Ultimement, c'est au conseil d'administration qu'incombent les responsabilités de définir et d'évaluer les principaux risques d'affaires auxquels la Société est exposée, de passer en revue l'ensemble des risques liés au contexte commercial et de voir à l'implantation de systèmes appropriés de gestion des risques. Composés d'administrateurs indépendants, le comité des ressources humaines et de gouvernance et le comité d'audit assistent le Conseil à s'acquitter de ses responsabilités administratives en général.

La Société évolue dans des marchés soumis à divers facteurs de risque et incertitudes. Certains de ces risques sont inhérents à la nature même de ses activités. Se référer à la rubrique ci-après intitulée « Risques et incertitudes ».

## TENDANCES DU MARCHÉ

En raison de l'amélioration progressive de l'économie mondiale au cours de l'année civile 2010 et au début de l'année civile 2011, la demande dans le marché de l'aérospatiale commerciale s'est raffermie.

Au cours de l'année civile 2010, le trafic passagers, exprimé en kilomètres-passagers payants (« KPP »), a augmenté de 8,2 % par rapport à l'année civile 2009, tandis que le transport de marchandises, exprimé en tonnes-kilomètres de marchandises, a pour sa part progressé de 20,6 %<sup>1</sup>. Ces tendances favorables se sont poursuivies au cours des trois premiers mois de l'année civile 2011 avec des hausses respectives de 5,9 % et 4,6 %<sup>2</sup>.

Les fabricants de gros porteurs commerciaux ont connu une autre année robuste au chapitre des livraisons en 2010, alors que le nombre net de nouvelles commandes a augmenté de manière importante. Airbus a livré 510 aéronefs et comptabilisé 574 nouvelles commandes<sup>3</sup>, alors que Boeing a livré 462 appareils et obtenu des commandes pour 530 autres<sup>4</sup>. Les deux avionneurs ont également annoncé plusieurs augmentations de cadence de production de programmes d'envergure pour les années civiles 2011, 2012 et 2013<sup>5</sup>.

Dans le marché des jets régionaux, Embraer a livré 100 unités en 2010<sup>6</sup>; pour sa part, Bombardier en a livré 97 en 2010-2011<sup>7</sup>, dont des avions à turbopropulseurs. Les deux fabricants ont vu leurs livraisons de jets régionaux baisser au cours de leur dernier exercice et tous deux ont conclu leur exercice financier respectif avec des carnets de commandes moins remplis que lors de l'exercice précédent.

Les livraisons de jets d'affaires ont continué à fléchir, avec un recul de 12,3 % durant l'année civile 2010, pour s'établir à 763 appareils. Cependant, des signes positifs observés durant l'année semblent indiquer que le marché a franchi le creux de la vague. Par exemple, le nombre de déplacements d'avions d'affaires a progressé de 11,0 % aux États-Unis et la proportion de flottes d'avions d'affaires à vendre a reculé de 1,5 %<sup>8</sup>.

Le marché militaire s'est stabilisé durant l'année civile 2010 alors que les gouvernements ont commencé à chercher à résorber leurs déficits. En ce qui a trait au programme du Joint Strike Fighter F-35 (JSF), le gouvernement américain a mis la version à décollage court et atterrissage vertical (ADCAV) en probation pour une période de deux ans, mais l'accélération de la cadence de production des autres versions se poursuit, bien qu'à un rythme légèrement plus modéré à court terme. Au Canada, la décision du gouvernement d'acquérir 65 avions JSF devrait engendrer des retombées pour l'industrie aérospatiale canadienne.

Le secteur de la production d'énergie en Amérique du Nord semble avoir passé le creux de la vague, puisque d'importants fabricants d'équipement continuent à faire part d'un nombre croissant de nouvelles commandes. Au cours de l'année civile 2010, la demande en électricité aux États-Unis a progressé de 4,3 %, renversant les reculs enregistrés durant les deux années précédentes. On s'attend toutefois à ce que la demande demeure relativement stable au cours de l'année civile 2011<sup>9</sup>.

Enfin, la fluctuation du dollar canadien, qui avait dépassé la parité avec le dollar américain à la clôture de l'exercice, a continué d'avoir des répercussions négatives sur les résultats de la Société.

1 Source : Communiqué de presse de l'IATA publié le 2 février 2011

2 Source : Communiqué de presse de l'IATA publié le 3 mai 2011

3 Source : Communiqué d'Airbus publié le 17 janvier 2011

4 Source : Communiqué de Boeing publié le 6 janvier 2011

5 Sources : Communiqués d'Airbus publiés les 3 février 2011, 30 juillet 2010, 9 mars 2010. Communiqués de Boeing publiés les 20 déc. 2010, 16 sept. 2010, 15 juin 2010, 17 mai 2010 et 19 mars 2010

6 Source : Communiqué d'Embraer publié le 17 janvier 2011

7 Source : Communiqué de Bombardier publié le 31 mars 2011

8 Sources : Communiqué de presse de GAMA publié le 22 février 2011; Business Jet report, publié en janvier 2011 par la FAA et JetNet report publié le 1<sup>er</sup> février 2011

9. US Energy Information Administration – Perspectives à court terme de l'énergie, le 12 avril 2011

## PRINCIPALES RÉALISATIONS DE L'EXERCICE 2011

- Héroux-Devtek a signé une entente à long terme avec le fabricant d'avions français Dassault Aviation portant sur la conception, la mise au point, la fabrication, l'assemblage, la qualification et la participation à la certification du train d'atterrissage et du système d'actionnement destinés à un nouveau programme de jets d'affaires. Ce mandat, valide pour la durée de vie utile des appareils, englobe également la fourniture des pièces de rechange.
- La ligne de produits Aérostructure a obtenu un contrat de sept ans, de Bombardier Aéronautique, pour la fabrication, l'assemblage et la livraison de plus de 300 composants de détails structuraux pour l'ensemble du portefeuille d'avions commerciaux et d'affaires de Bombardier, y compris de nouveaux programmes comme l'avion CSeries et le jet d'affaires Learjet 85<sup>10</sup>. En se fondant sur la cadence de production prévue des avions, la valeur de ce contrat est estimée à plus de 175 millions de dollars.
- La division Vought Aircraft de la société Triumph Aerostructures a octroyé au secteur de l'aérospatiale de Héroux-Devtek deux nouveaux contrats pluriannuels d'une valeur combinée de plus de 35 millions de dollars :
  1. Les unités d'exploitation de la ligne de produits Aérostructure situées à Dorval et au Texas fabriqueront des nervures d'ailes et d'autres composants usinés pour le programme du jet d'affaires Gulfstream 550.
  2. L'usine de trains d'atterrissage de Laval fabriquera des tubes de torsion destinés au programme du Boeing 737.
- La ligne de produits Trains d'atterrissage a obtenu de la part de Boeing un contrat portant sur la fabrication, l'assemblage, les essais et la livraison de vérins d'actionnement de trains d'atterrissage destinés à la production de nouveaux appareils et à la fourniture de pièces de rechange pour le programme du Boeing 777.
- La ligne de produits Trains d'atterrissage a obtenu, essentiellement auprès de l'Armée de l'air et de la marine américaines, des commandes additionnelles en vue de la fabrication de composants de trains d'atterrissage, principalement pour les avions B-1B, C-130, C-5, F-15, F-16, KC-135R et P-3.
- La Société a renouvelé avec succès sa facilité de crédit pour une période de cinq ans prenant fin le 15 mars 2016. La facilité de crédit a également été augmentée de 125 millions de dollars à 150 millions de dollars et, sous réserve du consentement des prêteurs, pourrait être augmentée d'un montant supplémentaire de 75 millions de dollars.
- Les employés syndiqués de l'usine d'aérostructure de Dorval ont voté en faveur d'une convention collective de trois ans qui sera en vigueur jusqu'au 6 mai 2013. Tout juste après la clôture de l'exercice financier 2011, les employés syndiqués de l'usine de trains d'atterrissage de Longueuil ont voté en faveur d'une convention collective d'une durée de trois ans qui sera en vigueur jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 2014.
- Également peu de temps après la clôture de l'exercice financier 2011, la Société a annoncé la construction d'une nouvelle usine de fabrication dans le parc aérospatial de Querétaro, au Mexique. La première phase du projet consiste en l'érection d'une usine de 47 200 pieds carrés dotée d'équipement de pointe pour la fabrication de composants d'aérostructure. La construction a débuté au cours du deuxième trimestre de l'année civile 2011, et l'usine devrait être prête à fabriquer ses premiers composants au début de l'année civile 2012. Cette première phase représente pour Héroux-Devtek un investissement pouvant atteindre 20 millions de dollars échelonné sur les trois prochaines années. En temps opportun, une phase ultérieure pourrait porter la superficie de l'usine à 150 000 pieds carrés. Cette expansion fournirait éventuellement à la Société la capacité de fabriquer et d'assembler des systèmes d'aérostructures et de trains d'atterrissage

### Acquisition des actifs de la société Eagle Tool & Machine Co. et de sa filiale

Comme il a été indiqué antérieurement dans nos états financiers consolidés vérifiés de l'exercice précédent, la Société a annoncé, le 28 avril 2010, qu'elle avait complété, par l'entremise d'une filiale américaine, l'acquisition de la quasi-totalité des actifs nets de la société Eagle Tool & Machine Co (« Eagle ») et de sa filiale All Tool Inc (« E2 »), deux sociétés privées, basées aux États-Unis, spécialisées dans la fabrication de composants usinés de précision destinés principalement au secteur de l'aérospatiale militaire, dont les ventes annuelles se sont élevées à environ 40 millions de dollars pour leur exercice financier terminé le 31 décembre 2009 et à 45 millions de dollars depuis l'acquisition au cours de l'exercice 2011 (se référer à la Note 3 des états financiers consolidés au 31 mars 2011).

---

10. Learjet 85 et CSeries sont des marques de commerce enregistrées ou non enregistrées de Bombardier Inc. ou de ses filiales.

La répartition finale du prix d'achat total des actifs nets acquis, ainsi que les sources de financement, se présentent comme suit :

ACTIFS NETS ACQUIS (000 \$)		SOURCES DE FINANCEMENT (000 \$)	
Fonds de roulement	16 797 \$	Facilités de crédit	16 711 \$
Immobilisations corporelles	8 498	Trésorerie	12 102
Carnet de commandes	1 390	Billet à payer, portant intérêt à 5 %, remboursable sur 40 mois	3 721
Écart d'acquisition	5 849		
	<b>32 534 \$</b>		<b>32 534 \$</b>

Pour financer cette transaction, la Société a prélevé un montant de 16,7 millions de dollars (16,5 millions de dollars US) sur ses facilités de crédit américaines et a utilisé 12,1 millions de dollars de sa trésorerie au cours du premier trimestre de l'exercice 2011.

Dans la présente analyse de la situation financière et des résultats d'exploitation, la direction explique les résultats consolidés de la période de douze mois terminée le 31 mars 2011 qui englobent ceux d'Eagle et E2. Pour tous les points importants expliqués, la direction fait ressortir l'incidence de l'acquisition sur les résultats du présent exercice afin d'aider le lecteur à comprendre l'évolution des résultats d'un exercice à l'autre, abstraction faite de la transaction d'acquisition. Veuillez également garder à l'esprit que tous les résultats d'Eagle et E2 ne couvrent que la période postérieure à l'acquisition, qui s'étend du 28 avril 2010 au 31 mars 2011, ce qui ne représente pas un exercice complet de douze mois.

## OPÉRATIONS SUR DEVISES

La Société est exposée aux fluctuations de change découlant de la conversion des revenus (ventes), des dépenses et des éléments d'actif et de passif de ses établissements étrangers autonomes, de même que de la conclusion de transactions commerciales libellées principalement en dollars US. Des taux moyens sont utilisés pour convertir les ventes (à l'exception des contrats de change à terme) et les dépenses des périodes visées, alors que des taux de clôture sont utilisés pour convertir les éléments d'actif et de passif. Les taux de change de clôture et les taux de change moyens s'établissaient comme suit en date du 31 mars 2011 et du 31 mars 2010, soit les dates de clôture respectives des exercices financiers 2011 et 2010.

TAUX DE CHANGE CANADA / ÉTATS-UNIS		2011	2010
Taux de change de fin d'exercice, utilisés pour convertir les éléments d'actif et de passif	1 \$ CA/ équivalent \$ US	<b>0,9696</b>	1,0158
	1 \$ US/ équivalent \$ CA	<b>1,031</b>	0,984
Taux de change moyens utilisés pour convertir les revenus (ventes) et les dépenses	1 \$ CA/ équivalent \$ US	<b>1,0164</b>	1,0904
	1 \$ US/ équivalent \$ CA	<b>0,984</b>	0,917

Comme il est indiqué ci-dessus, la valeur moyenne du dollar canadien par rapport à celle du dollar américain, d'un exercice à l'autre, a augmenté de plus de 7 %, ce qui, comme on peut s'y attendre, a exercé une pression accrue sur les ventes et les résultats en dollars US de la Société, y compris ceux générés par ses activités canadiennes. Le taux de clôture a reculé de plus de 4 % depuis le 31 mars 2010, passant de 1,0158 à 0,9696 au 31 mars 2011, réduisant de fait l'incidence du taux de change sur les bilans exprimés en dollars US de la Société à la fin du présent exercice, comparativement à l'exercice précédent. L'incidence de la fluctuation des devises sur les ventes, le profit brut et certains éléments précis du bilan de la Société est présentée plus loin dans la présente analyse.

La Société a recours à des instruments financiers dérivés, conformément à sa politique de couverture, pour se protéger contre les risques liés aux fluctuations des devises (dollar canadien par rapport au dollar américain) et en atténuer les effets. Au 31 mars 2011, la Société était partie à des contrats de change à terme totalisant 159,0 millions de dollars US à un taux de change moyen pondéré de 1,1032. Ces contrats viennent à échéance à différentes dates au cours des quatre prochains exercices financiers; la plupart d'entre eux arriveront toutefois à échéance au cours des deux prochains exercices.

Au 31 mars 2011, la Société avait également conclu des contrats de change à terme pour un total de 7,7 millions de dollars US assortis d'un taux de change moyen pondéré de 1,2343. Ces contrats viennent à échéance à différentes dates au cours des trois prochains exercices financiers et visent à couvrir les risques de change (dollar canadien par rapport au dollar américain) liés à certains instruments dérivés incorporés (se référer à la rubrique intitulée « Instruments dérivés, postes hors bilan et engagements contractuels » ci-après).

## MESURES NON CONFORMES AUX PCGR

Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (« BAIIA ») est une mesure financière qui n'a pas de sens normalisé prescrit par les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada et peu susceptible d'être comparable à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. La direction et les investisseurs estiment toutefois que cette mesure leur procure une information utile pour évaluer la rentabilité, les flux de trésorerie et la capacité de la Société à générer les fonds nécessaires au financement de ses activités et à ses besoins de dépenses en immobilisations.

## DONNÉES FINANCIÈRES ANNUELLES CHOISIES

Le tableau qui suit présente une sélection de données financières pour les trois derniers exercices.

### EXERCICES TERMINÉS LES 31 MARS

(000 \$, SAUF LES DONNÉES PAR ACTION)

	2011	2010	2009
Ventes	357 572	320 354	337 635
BAIIA	54 830	48 437	54 559
Bénéfice net	18 527	16 003	21 363
Bénéfice par action (\$) – de base	0,62	0,52	0,68
Bénéfice par action (\$) – dilué	0,61	0,52	0,67
Actif total	443 875	394 847	417 174
Passifs à long terme (y compris la tranche à court terme de la dette à long terme)	129 241	107 796	115 705
Trésorerie et équivalents de trésorerie	32 910	46 591	39 759

Le BAIIA de la Société est calculé comme suit :

### EXERCICES TERMINÉS LES 31 MARS

(000 \$)

	2011	2010	2009
Bénéfice net	18 527	16 003	21 363
Impôts sur les bénéfices	6 900	6 498	8 605
Frais financiers	5 156	4 676	4 485
Amortissement	23 610	21 260	20 106
BAIIA incluant les frais de restructuration	54 193	48 437	54 559
Frais de restructuration	637	—	—
<b>BAIIA</b>	<b>54 830</b>	<b>48 437</b>	<b>54 559</b>

L'augmentation de 6,4 millions de dollars du BAIIA, par rapport à l'exercice précédent, est principalement attribuable à l'inclusion des résultats d'Eagle et E2 à la suite de leur acquisition, comme il sera expliqué de façon plus détaillée un peu plus loin dans la présente analyse.

Le ralentissement qu'a connu le marché l'an dernier a continué d'avoir des répercussions sur nos résultats cette année, essentiellement au cours des six premiers mois. L'amélioration des conditions dans les marchés de l'aérospatiale commerciale et des produits industriels a commencé à avoir un impact favorable sur les résultats au cours des six derniers mois du présent exercice.

## VENTES CONSOLIDÉES

Les ventes consolidées pour l'exercice terminé le 31 mars 2011 ont progressé de 11,6 % pour atteindre 357,6 millions de dollars, comparativement à 320,4 millions de dollars lors de l'exercice précédent. Si l'on exclut les ventes de 45,0 millions de dollars réalisées par Eagle et E2 depuis leur acquisition, les ventes consolidées ont fléchi de 7,8 millions de dollars, ou 2,4 %. L'incidence de l'évolution du dollar canadien par rapport à la devise américaine a eu pour effet de réduire les ventes consolidées de 11,7 millions de dollars, ou 3,7 %, par rapport à l'exercice précédent. Cet impact a été atténué par un accroissement des ventes dans le secteur Industriel.

Les ventes sectorielles de la Société se sont établies comme suit :

	2011 (000 \$)	2010 (000 \$)	VARIATION (%)
Total secteur de l'aérospatiale	331 993	297 852	11,5
Total secteur Industriel	25 579	22 502	13,7
<b>Total</b>	<b>357 572</b>	<b>320 354</b>	<b>11,6</b>

Pour l'exercice, les ventes du secteur de l'aérospatiale, si l'on exclut l'acquisition d'Eagle et E2 dont les ventes sont incluses dans le secteur de l'aérospatiale, ont reculé de 10,9 millions de dollars, ou 3,7 %, en raison essentiellement de l'incidence négative de l'évolution du dollar canadien par rapport à la devise américaine qui a eu pour effet de réduire le montant des ventes de 9,8 millions de dollars, ou 3,3 %, par rapport à l'exercice précédent. En revanche, les ventes du secteur Industriel, malgré la baisse du taux de change, ont augmenté de 3,1 millions de dollars, ou 13,7 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison d'une progression des ventes de produits destinés au secteur de l'équipement lourd.

## Secteur de l'aérospatiale

Les ventes du secteur de l'aérospatiale se sont établies comme suit :

LIGNES DE PRODUITS	2011 (000 \$)	2010 (000 \$)	VARIATION (%)
Trains d'atterrissage	227 928	194 938	16,9
Aérostructure	103 465	101 719	1,7
Autres produits liés au secteur de l'aérospatiale	600	1 195	(49,8)
<b>Total</b>	<b>331 993</b>	<b>297 852</b>	<b>11,5</b>

Les ventes de la ligne de produits Trains d'atterrissage ont progressé de 16,9 % pour atteindre 227,9 millions de dollars. Par contre, si l'on exclut les ventes réalisées par Eagle et E2, elles ont fléchi de 6,2 %. Les ventes ont été affectées par l'incidence négative de l'évolution du dollar canadien par rapport à la devise américaine, une diminution de la cadence de production de certains programmes de gros porteurs commerciaux, principalement celui du B-777, et une baisse des ventes de produits militaires attribuable à une demande moins forte pour les pièces de rechange. Ces facteurs négatifs ont été en partie contrebalancés par l'obtention de nouveaux contrats dans le cadre des programmes du Fokker, du B-787 et du A-320, une hausse de la demande pour les produits de la Société dans le secteur des jets d'affaires et une augmentation du volume de travail dans le secteur des services de réparation et d'entretien.

La ligne de produits Aérostructure a vu ses ventes augmenter de 1,7 % pour s'établir à 103,5 millions de dollars au cours de l'exercice, en dépit de l'incidence négative de l'appréciation du dollar canadien sur les ventes de cette ligne de produits libellées en dollars américains et d'un recul des ventes liées au F-22 alors que ce programme tire à sa fin. Cette progression des ventes a été stimulée par une hausse des ventes liées au F-16 sur le marché secondaire et des ventes réalisées dans le cadre du programme du F-18, une augmentation des ventes liées aux jets d'affaires Challenger 605 et 850 dans le secteur commercial et une progression des ventes dans le marché des hélicoptères commerciaux attribuable à l'accélération de la cadence de production du programme du Bell 429.

Les ventes du secteur de l'aérospatiale présentées dans le tableau ci-dessus peuvent être ventilées par secteur comme suit :

	2011 (000 \$)	2010 (000 \$)	VARIATION (%)
Militaire <sup>(1)</sup>	209 921	183 604	14,3
Commercial	122 072	114 248	6,8
<b>Total secteur de l'aérospatiale</b>	<b>331 993</b>	<b>297 852</b>	<b>11,5</b>

(1): Inclut les produits militaires vendus à des clients civils et à des gouvernements.

Si l'on exclut l'impact de l'acquisition d'Eagle et E2, les ventes de produits militaires en 2011 ont reculé de 7,8 % par rapport à l'exercice précédent, tandis que les ventes commerciales ont augmenté de 3,0 % par rapport à l'an dernier. Comme il a été mentionné plus haut, les ventes de produits militaires ont été affectées par une baisse de la demande pour la fabrication de pièces de F-22 et de pièces de rechange destinées aux trains d'atterrissage. Cette situation a été en partie contrebalancée par une hausse des ventes liées aux programmes du F-16 et du F-18 et une augmentation du volume de travail dans le secteur des services de réparation et d'entretien. Malgré une diminution de la cadence de production de certains programmes de gros porteurs commerciaux et l'incidence négative de l'évolution du taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain, les ventes ont augmenté dans le marché commercial, en raison de l'obtention de nouveaux contrats dans le cadre des programmes du Fokker, du A-320 et du B-787, d'une augmentation des cadences de production dans le marché des jets d'affaires et de l'accélération du programme de l'hélicoptère B-429.

## Secteur Industriel

Les ventes du secteur Industriel se sont établies comme suit :

	2011 (000 \$)	2010 (000 \$)	VARIATION (%)
Turbines à gaz	10 655	12 076	(11,8)
Autres produits industriels	14 924	10 426	43,1
<b>Total</b>	<b>25 579</b>	<b>22 502</b>	<b>13,7</b>

Les ventes du sous-secteur des autres produits industriels ont progressé par rapport à l'exercice précédent, stimulées par l'accroissement de la demande d'équipement lourd dans l'industrie minière, tandis que les ventes liées aux turbines à gaz ont reculé en raison d'une diminution des besoins des clients durant les six premiers mois de l'exercice, comparativement à l'année précédente.



## Répartition géographique des ventes

Comme le démontre le tableau ci-dessous, la répartition géographique des ventes est demeurée presque inchangée par rapport à l'exercice précédent :

	2011 (%)	2010 (%)
Canada	26	30
États-Unis	70	67
International	4	3
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

La répartition géographique des ventes reflète essentiellement l'incidence de l'accroissement des ventes réalisées aux États-Unis à la suite de l'acquisition d'Eagle et E2, et de l'augmentation des ventes du secteur Industriel. Elle traduit également l'impact de l'expédition de commandes à un nouveau client européen (programme Stork – Fokker).

## BÉNÉFICE BRUT

Le bénéfice brut consolidé a augmenté et est passé de 15,7 % à 16,0 % des ventes au cours de l'exercice financier 2011. Si l'on exclut l'impact de l'acquisition d'Eagle et E2, la marge bénéficiaire brute aurait été de 16,6 % pour l'ensemble de l'exercice.

Ceci s'explique par l'augmentation globale des ventes de la Société et de l'amélioration des marges attribuable à une composition des ventes plus favorable. Dans le secteur de l'aérospatiale, si l'on exclut l'acquisition d'Eagle et E2, sur une base monétaire, le bénéfice brut de la ligne de produits Trains d'atterrissage a fléchi par rapport à l'exercice précédent, en raison d'un recul des ventes, mais a été légèrement plus élevé que l'an dernier, lorsqu'exprimé en pourcentage des ventes, en raison d'une composition des ventes plus avantageuse. Malgré une sous-imputation plus importante des frais généraux de fabrication découlant d'une demande inférieure aux prévisions pour les produits de la Société et de l'incidence négative de l'appréciation du dollar canadien, la ligne de produits Aérostructure a généré un bénéfice brut plus élevé, tant sur une base monétaire qu'en pourcentage des ventes. Dans le secteur Industriel, la ligne de produits Industriels a considérablement amélioré sa marge bénéficiaire brute stimulée par un accroissement des ventes du sous-secteur des autres produits industriels, ce qui s'est traduit par une meilleure imputation des frais généraux de fabrication et une amélioration continue de la productivité manufacturière dans ce secteur, par rapport à l'exercice précédent.

Pour l'exercice, la vigueur soutenue du dollar canadien a eu une incidence négative de 1,6 million de dollars sur le bénéfice brut en dollars, mais a eu un impact positif de moins de 0,1 % sur la marge bénéficiaire brute exprimée en pourcentage des ventes. Outre la couverture naturelle découlant des achats de matières premières effectués en dollars américains, la Société a recours à des contrats de change à terme afin d'atténuer les répercussions des fluctuations des devises.

## FRAIS DE VENTE ET D'ADMINISTRATION

Les frais de vente et d'administration se sont établis comme suit :

	2011	2010
Frais de vente et d'administration (000 \$)	26 040	23 165
Pourcentage des ventes	7,3	7,2

Les frais de vente et d'administration se sont établis à 26,0 millions de dollars, en hausse de 2,9 millions de dollars par rapport au précédent exercice. Exprimés en pourcentage des ventes, les frais de vente et d'administration ont connu une hausse de 0,1 %. L'augmentation est principalement attribuable à l'impact de l'acquisition d'Eagle et E2. L'augmentation reflète également certains honoraires et frais engagés pour le renouvellement des facilités de crédit de la Société, qui ne pouvaient être capitalisés. Les frais de vente et d'administration incluent une perte de 0,4 million de dollars encourue cette année lors de la conversion d'éléments monétaires nets; l'an dernier, cette conversion avait entraîné une perte de 1,1 million de dollars. Lors de l'exercice 2010, les frais de vente et d'administration comprenaient également un gain non récurrent de 0,4 million de dollars.

## BÉNÉFICE D'EXPLOITATION

Le bénéfice d'exploitation de l'exercice s'est élevé à 31,2 millions de dollars, ou 8,7 % des ventes, en hausse par rapport à celui de 27,2 millions de dollars, ou 8,5 % des ventes, réalisé lors de l'exercice précédent. Cette amélioration est attribuable à une hausse des ventes et du bénéfice brut dans le secteur de l'aérospatiale résultant de l'acquisition d'Eagle et E2, parallèlement à la progression des ventes d'autres produits industriels et à l'augmentation du bénéfice brut du secteur Industriel.

### Secteur de l'aérospatiale

Le bénéfice d'exploitation du secteur de l'aérospatiale s'est établi à 27,6 millions de dollars au cours du présent exercice, soit 8,3 % des ventes, comparativement à 24,7 millions de dollars, ou 8,3 % des ventes, lors de l'exercice précédent. Si l'on exclut l'acquisition d'Eagle et E2, le bénéfice d'exploitation du secteur de l'aérospatiale s'est établi à 24,6 millions de dollars, soit 8,6 % des ventes.

## Secteur Industriel

Le bénéfice d'exploitation a augmenté pour atteindre 3,6 millions de dollars, soit 14,1 % des ventes au cours du présent exercice, contre 2,4 millions de dollars, ou 10,8 % des ventes, l'an dernier, en raison de la progression des ventes et du bénéfice brut de ce secteur, comme il est expliqué plus haut.

### FRAIS FINANCIERS

	2011 (000 \$)	2010 (000 \$)
Intérêts	2 678	2 901
Désactualisation des prêts des autorités gouvernementales	1 330	1 146
Rachat de contrats de swap de taux d'intérêt	406	—
Amortissement des frais de financement reportés	350	168
Commissions d'attente	220	251
Désactualisation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	240	228
Gains sur les instruments financiers désignés comme détenus à des fins de transaction - intérêts créditeurs	(68)	(18)
<b>Total</b>	<b>5 156</b>	<b>4 676</b>

Les frais financiers se sont élevés à 5,2 millions de dollars pour l'exercice, soit 0,5 million de dollars de plus que lors de l'exercice précédent. Les frais financiers de l'exercice reflètent l'impact de l'augmentation des prélèvements effectués sur les facilités de crédit de la Société et l'émission d'un billet à payer pour financer l'acquisition d'Eagle et E2. Ils comprennent également les coûts de 0,4 million de dollars associés au rachat de deux ententes de swaps de taux d'intérêt et la radiation de frais financiers reportés non amortis d'un montant de 0,2 million de dollars. Ces éléments sont en lien avec la facilité de crédit bancaire, qui a été renouvelée en mars dernier pour une période de cinq ans (se référer à la Note 17 des états financiers consolidés). Les frais financiers reflètent également l'impact de la baisse du taux de change découlant de la dette de la Société libellée en dollars US.

### FRAIS DE RESTRUCTURATION

Le 13 mai 2010, la Société a mis en oeuvre des initiatives visant à optimiser et consolider la capacité de production de son secteur de l'aérospatiale, tout en améliorant davantage sa productivité dans ses installations québécoises. Ainsi, l'usine de la Société située à Rivière-des-Prairies, au Québec, a été fermée en septembre 2010 et sa production a été transférée vers les autres installations de la Société dans la région métropolitaine de Montréal. La Société a enregistré des charges de restructuration d'environ 0,6 million de dollars (0,4 million de dollars après impôt) durant l'exercice 2011 en lien avec ces initiatives. La Société ne prévoit pas devoir engager d'autres frais de restructuration importants en lien avec la fermeture de cette usine. Au 31 mars 2011, l'immeuble se rattachant à cette installation a été reclassé comme un actif détenu pour la vente et est porté au poste Autres actifs du bilan consolidé de la Société.

### CHARGE D'IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011, la charge d'impôts sur les bénéfices s'élevait à 6,9 millions de dollars comparativement à 6,5 millions de dollars lors de l'exercice précédent.

Le taux d'imposition effectif de la Société s'est établi à 27,1 % cette année, comparativement au taux d'imposition canadien combiné de 28,7 % prévu par la loi. Le taux d'imposition effectif reflète l'incidence favorable d'écarts permanents (0,5 million de dollars), un redressement fiscal avantageux incluant notamment la conclusion d'un audit fiscale portant sur un exercice antérieur (0,3 million de dollars), et l'impact favorable d'un ajustement d'impôts futurs découlant de changements apportés au taux d'imposition canadien (0,2 million de dollars), qui ont été en partie contrebalancés par l'incidence négative du taux d'imposition plus élevé auquel les bénéfices des filiales américaines de la Société sont assujettis (0,5 million de dollars) (se référer à la Note 20 des états financiers consolidés).

Pour l'exercice 2010, le taux d'imposition effectif sur les bénéfices de la Société s'était établi à 28,9 %, comparativement au taux d'imposition canadien combiné de 30 % prévu par la loi. Cette différence s'expliquait par l'incidence favorable d'écarts permanents (0,5 million de dollars) qui avait été en partie contrebalancée par l'impact du taux d'imposition plus élevé auquel les bénéfices des filiales américaines de la Société sont assujettis.

Pour l'exercice 2011, la baisse du taux d'imposition canadien combiné de la Société prévu par la loi, par rapport à l'exercice précédent, reflète essentiellement la réduction du taux d'imposition fédéral sur les bénéfices des sociétés au Canada.

Au 31 mars 2011, il n'y avait aucun report prospectif de pertes d'exploitation ou autres écarts temporaires à l'égard desquels un actif d'impôts futurs correspondant n'avait pas été comptabilisé dans les états financiers consolidés.

Au 31 mars 2011, la Société a des pertes autres qu'en capital fédérales disponibles qui pourront être appliquées dans le futur pour un total de 1,6 million de dollars, la majorité venant à échéance lors de l'exercice 2029.

## BÉNÉFICE NET

Pour l'exercice 2011, la Société a enregistré un bénéfice net de 18,5 millions de dollars, comparativement à un bénéfice net de 16,0 millions de dollars lors de l'exercice précédent. Cette hausse reflète l'augmentation du bénéfice d'exploitation dans les deux secteurs d'activité de la Société, déduction faite des frais de restructuration engagés cette année, comme il est expliqué plus haut.

	2011	2010
Bénéfice net (millions \$)	18,5	16,0
Bénéfice net par action – de base (\$)	0,62	0,52
Bénéfice net par action – dilué (\$)	0,61	0,52

Le bénéfice net par action de base est calculé en fonction d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation de 30 112 464 pour l'exercice financier 2011 et de 30 661 745 pour l'exercice précédent, alors que le bénéfice net par action dilué est calculé en fonction d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation de 30 219 597 pour l'exercice financier 2011 et de 30 721 952 pour l'exercice précédent. L'écart du présent exercice en ce qui concerne le nombre d'actions en circulation est essentiellement attribuable à l'émission de 245 221 actions ordinaires en vertu du régime d'options d'achat d'actions et à l'émission de 60 802 actions ordinaires en vertu du régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat de la Société, déduction faite de 617 700 actions rachetées en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société (se référer à la Note 19 des états financiers consolidés).

Le 26 mai 2011, soit au moment de la rédaction de cette analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation, la Société comptait 30 180 467 actions ordinaires et 1 393 000 options d'achat d'actions en circulation dont la durée moyenne pondérée avant l'échéance était de 3,5 années.

## FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

### Facilité de crédit et trésorerie et équivalents de trésorerie

Dans l'ensemble, la Société présente une situation financière saine et est en bonne posture pour faire face à ses besoins financiers. Avant la fin de l'exercice financier, la Société a renouvelé et augmenté ses facilités de crédit renouvelables de premier rang, consortiales et garanties en une seule facilité de crédit renouvelable de premier rang, consortiale et garantie (la « facilité de crédit »), consentie par un syndicat de cinq banques à charte canadiennes et leurs sociétés affiliées ou succursales américaines et de la succursale canadienne d'une banque américaine. Cette facilité de crédit de cinq ans permet à la Société et ses filiales d'emprunter jusqu'à 150 millions de dollars, en dollars canadiens ou l'équivalent en dollars américains, et viendra à échéance en mars 2016 (se référer à la Note 17 des états financiers consolidés). Elle comprend également une clause accordéon qui permettrait de l'augmenter jusqu'à 225 millions de dollars pendant toute la durée de la convention de crédit, sous réserve de l'approbation des créanciers. Au 31 mars 2011, seule une somme de 57,7 millions de dollars (59,5 millions de dollars américains) avait été prélevée sur cette facilité de crédit, incluant 16,5 millions de dollars américains prélevés en avril 2010 pour financer l'acquisition d'Eagle et E2 décrite précédemment. Compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie dont dispose la Société, de sa facilité de crédit disponible et du niveau prévu de ses dépenses en immobilisations, la direction ne prévoit pas être confrontée à un risque de liquidité dans un avenir prévisible. Au 31 mars 2011, la trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Société s'élevaient à 32,9 millions de dollars, comparativement à 46,6 millions de dollars au 31 mars 2010, dont 25,1 millions de dollars (32,4 millions de dollars au 31 mars 2010) avaient été investis dans des dépôts à court terme. Il faut souligner que la Société a également utilisé 12,1 millions de dollars de sa trésorerie pour financer l'acquisition d'Eagle et E2 au cours de l'exercice financier.

### Activités d'exploitation

La Société a généré des fonds de ses activités d'exploitation et a affecté les flux de trésorerie d'exploitation comme suit :

	2011 (000 \$)	2010 (000 \$)
Fonds autogénérés liés aux activités d'exploitation	48 754	45 867
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement liés à l'exploitation	(19 155)	(8 121)
Flux de trésorerie d'exploitation	29 599	37 746

L'augmentation de 2,9 millions de dollars des fonds autogénérés liés aux activités d'exploitation pour l'exercice financier 2011 s'explique essentiellement par la hausse de 2,5 millions de dollars du bénéfice net et par une hausse de 2,4 millions de dollars de la charge d'amortissement, qui ont été en partie contrebalancés par la baisse de 2,5 millions de dollars de la charge d'impôts futurs.

La variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement peut être résumée de la façon suivante :

	<b>(000 \$)</b>
Augmentation des comptes clients en raison de la hausse des ventes au quatrième trimestre par rapport à l'année précédente (106 millions de dollars cette année comparativement à 85 millions de dollars l'an dernier)	(18 187)
Augmentation des autres débiteurs en raison d'une hausse des crédits d'impôt à l'investissement et autres crédits d'impôt à recevoir et aussi d'une hausse des taxes de vente à recevoir (augmentation des ventes au quatrième trimestre par rapport à l'année précédente)	(2 402)
Diminution des stocks en raison de la hausse des livraisons et des ventes au quatrième trimestre de cette année	1 014
Augmentation des comptes fournisseurs et charges à payer et des comptes fournisseurs — autres, en lien avec l'augmentation du volume de ventes au quatrième trimestre	639
Augmentation des impôts à payer	1 484
Impact des fluctuations du taux de change sur les postes hors caisse du bilan libellés en dollars US	(2 107)
Autres	404
	<b>(19 155)</b>

Pour l'exercice financier 2010, la sortie nette de 8,1 millions de dollars des éléments hors caisse du fonds de roulement s'explique par la réduction de 20,5 millions de dollars des comptes fournisseurs et charges à payer, le solde de l'exercice financier 2009 comprenant d'importants achats de matières premières, par la réduction de 3,1 millions de dollars des impôts à payer et par l'augmentation de 2,7 millions de dollars des crédits d'impôt à l'investissement et autres crédits d'impôt à recevoir. De plus, l'impact des fluctuations du taux de change sur des postes hors caisse du bilan libellés en dollars US était de 5,1 millions de dollars. Ces impacts négatifs ont été compensés en partie par une baisse de 13,1 millions de dollars des comptes clients liée à l'amélioration du recouvrement de ceux-ci et à la baisse des ventes au quatrième trimestre de l'exercice financier 2010, ainsi que par une baisse de 11,2 millions de dollars des stocks liée à la réduction des ventes du secteur de l'aérospatiale commerciale et aux initiatives de réduction des coûts de l'année précédente (se référer à la rubrique ci-après intitulée « Bilans consolidés »).

### Activités d'investissement

Les activités d'investissement de la Société se résument comme suit :

	<b>2011 (000 \$)</b>	<b>2010 (000 \$)</b>
Acquisition d'une entreprise	<b>(28 813)</b>	—
Acquisitions d'immobilisations	<b>(19 646)</b>	(13 740)
Augmentation des actifs incorporels à durée de vie limitée	<b>(7 980)</b>	(3 763)
Produit de la vente d'immobilisations	<b>139</b>	8
Flux de trésorerie d'investissement	<b>(56 300)</b>	<b>(17 495)</b>

Comme il a déjà été expliqué, la Société a investi 28,8 millions de dollars au cours de l'exercice 2011 afin d'acquérir la quasi-totalité des éléments d'actif nets des sociétés Eagle et E2.

Pour l'exercice financier 2011, les acquisitions d'immobilisations ont totalisé 19,6 millions de dollars, en hausse par rapport au montant de 13,7 millions de dollars l'an dernier. Ces ajouts comprennent les coûts associés à l'agrandissement des installations dédiées au programme du JSF à l'usine de la Société située à Arlington, au Texas, et de la machinerie et l'équipement y afférant, lesquels sont inclus dans les immobilisations en cours. Ils comprennent également l'investissement dans un nouveau laboratoire d'essais de trains d'atterrissage situé à St-Hubert, au Québec qui est nécessaire pour les programmes du secteur de l'aérospatiale que développe actuellement la Société. Le montant des acquisitions d'immobilisations est présenté net de 4,1 millions de dollars de machinerie et équipement qui ont été reçus au cours du dernier trimestre de l'exercice, mais qui n'avaient pas encore été payés par la Société au 31 mars 2011.

Pour l'exercice 2010, les acquisitions d'immobilisations étaient de 13,7 millions de dollars. Ce montant, qui comprend essentiellement des projets d'entretien normaux, est présenté net de 7,6 millions de dollars d'investissements de capitaux effectués par le biais de contrats de location-acquisition.

L'augmentation des actifs incorporels à durée de vie limitée représente les frais de développement capitalisés pour des contrats à long terme dans le secteur de l'aérospatiale, principalement pour des avions d'affaires.

Il est prévu que les dépenses en immobilisations pour l'exercice 2012 s'élèveront à environ 26 millions de dollars, incluant l'investissement de 5 millions de dollars pour la construction d'une nouvelle usine au Mexique, annoncée après la fin de l'exercice financier. Ce projet au Mexique représente des investissements de capitaux pouvant atteindre 20 millions de dollars, échelonnés au cours des trois prochaines années.



## Activités de financement

Les activités de financement de la Société se présentent comme suit :

	2011 (000 \$)	2010 (000 \$)
Augmentation de la dette à long terme	23 727	2 404
Remboursement de la dette à long terme	(5 428)	(5 292)
Augmentation des frais de financement reportés	(2 198)	—
Rachat d'actions ordinaires	(3 570)	(3 470)
Émission d'actions ordinaires	1 474	322
Flux de trésorerie de financement	14 005	(6 036)

L'augmentation de la dette à long terme comprend le prélèvement de 16,5 millions de dollars américains sur la facilité de crédit de la Société pour financer l'acquisition d'Eagle et E2, et reflète également l'obtention de prêts des autorités gouvernementales destinés à soutenir les frais de développement de la Société liés aux programmes du secteur de l'aérospatiale. Le remboursement de la dette à long terme comprend le remboursement de contrats de location-acquisition au montant de 2,7 millions de dollars, de prêts des autorités gouvernementales au montant de 1,7 million de dollars, et d'un billet à payer au montant de 1,0 million de dollars (se référer à la Note 17 des états financiers consolidés). La Société a engagé des frais de financement de 2,2 millions de dollars associés au renouvellement de sa facilité de crédit, lesquels ont été capitalisés au 31 mars 2011 et seront amortis sur une période de cinq ans en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Au cours de l'exercice 2011, la Société a émis 245 221 actions ordinaires à la suite de l'exercice d'options d'achat, pour une contrepartie de 1 143 596 \$, ainsi que 60 802 actions ordinaires en vertu de son régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat, pour une contrepartie de 331 192 \$. La Société a également racheté 617 700 actions ordinaires dans le cadre de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités, pour une contrepartie de 3 570 306 \$. La dernière offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société a pris fin le 24 novembre 2010 (se référer à la rubrique « Offre publique de rachat dans le cours normal des activités » et la Note 19 des états financiers consolidés).

L'augmentation de la dette à long terme au cours de l'exercice 2010 reflète l'obtention d'un nouveau prêt des autorités gouvernementales destiné à financer les frais de développement de la Société liés aux programmes du secteur de l'aérospatiale, tandis que le remboursement de la dette à long terme reflète essentiellement le remboursement de contrats de location-acquisition. Au cours de l'exercice 2010, la Société a émis 75 387 actions ordinaires en vertu de son régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat, pour une contrepartie de 321 536 \$. Elle a également racheté 761 600 actions ordinaires dans le cadre des offres publiques de rachat dans le cours normal des activités (au cours des exercices 2010 et 2009), pour une contrepartie totale de 3 470 000 \$.

Au 31 mars 2011, la Société respectait toutes les clauses restrictives relatives à sa dette et elle prévoit qu'il en sera de même pour l'exercice financier 2012.

## RÉGIMES DE RETRAITE

La Société offre à certains employés des régimes de retraite à prestations déterminées. Au 31 mars, l'état de capitalisation de ces régimes est comme suit :

	2011 (000 \$)	2010 (000 \$)
Déficit	11 448	10 790
Passif au titre des prestations constituées (compris dans Autres passifs)	3 686	4 381

Au 31 mars 2011, le déficit de 11,4 millions de dollars des régimes de retraite combinés comprend un montant de 5,1 millions de dollars pour des engagements liés à des régimes de retraite non agréés, principalement en faveur d'anciens dirigeants de Devtek Corporation, une société acquise en juin 2000 et dont le passif du régime de retraite ne requiert pas d'être capitalisé. De fait, la capitalisation ne s'effectue qu'au moment du paiement des prestations au personnel retraité de la direction. La Société a modifié le taux d'actualisation des régimes (de 5,9 % l'an passé à 5,6 % cette année), ce qui a eu pour effet d'augmenter le déficit de 1,9 million de dollars (se référer à la Note 22 des états financiers consolidés). Les exigences de capitalisation minimale pour ces régimes de retraite au cours des cinq prochaines années s'élevaient à environ 6 millions de dollars au 31 mars 2011.

## OFFRE PUBLIQUE DE RACHAT DANS LE COURS NORMAL DES ACTIVITÉS

Le 25 novembre 2009, la Société a lancé une nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« OPRCNA ») avec l'approbation de la Bourse de Toronto (TSX). En vertu des modalités de l'OPRCNA, la Société pouvait acquérir jusqu'à 1 500 000 de ses actions ordinaires, ce qui représentait environ 5 % des actions émises et en circulation de la société au 19 novembre 2009. Le rachat des actions ordinaires a commencé le 25 novembre 2009 et s'est terminé le 24 novembre 2010. Au cours de cette période de douze mois, la société a racheté 711 100 actions ordinaires à un prix net moyen de 5,68 \$ l'action, pour une contrepartie totale de 4,0 millions de dollars (se référer à la Note 19 des états financiers consolidés).

Toutes les actions ordinaires achetées par la Société par le biais de l'OPRCNA ont été acquises sur le marché ouvert par l'entremise de la Bourse de Toronto ou d'autres marchés canadiens conformément aux politiques de cette dernière et ont été remises par la Société à son agent des transferts pour annulation.

## **CAPITAL-ACTIONS, RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS ET RÉGIME D'ACTIONNARIAT ET D'INCITATION À L'ACTIONNARIAT (RÉGIME D'ACHAT D'ACTIONS)**

En date du 31 mars 2011, la Société comptait 30 173 798 actions ordinaires en circulation (30 485 475 en date du 31 mars 2010).

Au cours de l'exercice 2011, la Société a émis 245 221 actions ordinaires à la suite de l'exercice d'options d'achat à un prix moyen pondéré de 4,66 \$ l'action, pour une contrepartie totale de 1 143 596 \$. La Société a également émis 60 802 actions en vertu de son régime d'achat d'actions à un prix moyen pondéré de 5,45 \$ l'action, pour une contrepartie totale de 331 192 \$.

Au cours de l'exercice 2010, la Société a émis 75 387 actions ordinaires à un prix moyen pondéré de 4,26 \$, pour une contrepartie totale de 321 536 \$, en vertu de son régime d'achat d'actions.

Au 31 mars 2011, 1 393 000 options d'achat d'actions étaient émises et en circulation. Ces options, dont la durée moyenne pondérée avant échéance était de 3,5 années, étaient assorties d'un prix d'exercice moyen pondéré de 6,00 \$ l'action (se référer à la Note 19 des états financiers consolidés).

Au 31 mars 2011, le nombre total d'actions ordinaires réservées aux fins d'émission aux termes du régime d'options d'achat d'actions s'établit à 2 808 257, dont 50 718 n'avaient pas encore été attribuées. Toujours au 31 mars 2011, le nombre total d'actions ordinaires réservées aux fins d'émission aux termes du régime d'achat d'actions s'établit à 340 000, dont 29 976 n'avaient pas encore été attribuées.

En raison du nombre limité d'actions ordinaires disponibles en vertu des régimes ci-haut mentionnés, le nombre total d'actions réservées à des fins d'attribution ou d'émission ultérieures aux termes de ces régimes sera augmenté, sous réserve de l'approbation des actionnaires de la Société lors de la prochaine assemblée générale annuelle et extraordinaire qui aura lieu en août 2011.

Par conséquent, le nombre total d'actions ordinaires disponibles à des fins d'attribution ou d'émission ultérieures aux termes de ces régimes, sous réserve de l'approbation des actionnaires de la Société, sera comme suit :

<b>ACTIONS ORDINAIRES</b>	<b>RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS</b>	<b>RÉGIME D'ACHAT D'ACTIONS</b>	<b>NOMBRE TOTAL D'ACTIONS ORDINAIRES</b>
Nombre total d'actions	2 808 257	340 000	3 148 257

## **RÉGIME DE DROITS À LA PLUS-VALUE D'ACTIONS ET RÉGIME D'UNITÉS D'ACTIONS DIFFÉRÉES**

La Société s'était dotée d'un régime de droits à la plus-value d'actions en vertu duquel des droits sont émis aux administrateurs externes (se référer à la Note 19 des états financiers consolidés). En août 2010, le conseil d'administration a décidé de mettre fin au régime de droits à la plus-value d'actions et de le remplacer par un régime d'unités d'actions différées, décision qui a été entérinée en mai 2011, après la fin de l'exercice financier. Par conséquent, aucun droit à la plus-value d'actions ni aucune unité d'actions différées n'ont été attribués aux administrateurs au cours de l'exercice financier 2011. Cependant, au 31 mars 2011, un total cumulatif de 143 000 droits à la plus-value d'actions étaient en circulation, avec un prix d'exercice moyen pondéré de 6,21 \$ (150 500 droits avec un prix d'exercice moyen pondéré de 6,14 \$ au 31 mars 2010) et des échéances échelonnées entre les exercices 2012 et 2016.

Le régime d'unités d'actions différées est offert aux administrateurs externes de la société dans l'intention, d'une part, d'améliorer la capacité de la Société d'attirer et de retenir des individus exceptionnels pour siéger au conseil d'administration et contribuer à la réussite à long terme de la Société et, d'autre part, de mieux aligner les intérêts des administrateurs externes de la Société sur ceux de ses actionnaires.

Le régime d'unités d'actions différées permet aux participants, à titre de membres du conseil d'administration, de recevoir sous forme de rémunération, mais seulement à leur date de départ, un montant en espèces égal au cours du marché des actions ordinaires de la Société à cette date de départ, pour chaque unité détenue. Ces unités sont passées en charges à mesure qu'elles sont gagnées et leur coût est déterminé selon le cours du marché des actions ordinaires de la Société. Chaque administrateur peut également choisir, à chaque exercice financier, de convertir jusqu'à concurrence de 50 % ses honoraires annuels d'administrateur en unités supplémentaires. Ces unités d'actions différées seront acquises sur une période d'un an.

## BILANS CONSOLIDÉS

Le tableau qui suit présente et explique en détail les variations importantes ayant affecté les bilans consolidés entre le 31 mars 2011 et le 31 mars 2010 :

Rubrique	Variation (millions \$)	Note explicative
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(13,7)	Se référer à l'état consolidé des flux de trésorerie. Comme il a déjà été mentionné, la Société a utilisé 12,1 millions de dollars provenant de sa trésorerie pour financer l'acquisition d'Eagle et E2.
Comptes clients	23,5	Augmentation en raison de ventes plus élevées au quatrième trimestre de cette année comparativement à l'année précédente (106 millions de dollars contre 85 millions de dollars) et de l'inclusion dans les chiffres consolidés de l'acquisition réalisée cette année (5,4 millions de dollars). Cette augmentation a été en partie contrebalancée par l'incidence d'un dollar canadien plus fort, comparativement à l'année précédente, sur les comptes clients libellés en dollars américains (1,2 million de dollars).
Autres débiteurs	1,1	Ce poste comprend principalement des crédits d'impôt à l'investissement et autres crédits d'impôt à recevoir, lesquels ont augmenté de 0,3 million de dollars comparativement à l'année précédente. Le montant des taxes de vente à recevoir a également augmenté de 0,5 million de dollars en raison de la hausse du volume de ventes au dernier trimestre, comparativement à l'année précédente.
Stocks	17,1	Cette hausse comprend l'impact de l'acquisition d'Eagle et E2 (18,1 millions de dollars), en partie contrebalancée par l'incidence d'un dollar canadien plus fort sur la valeur des stocks des établissements étrangers autonomes de la Société (1,7 million de dollars). Elle reflète également l'amélioration de la gestion des stocks par la Société.
Instruments financiers dérivés (éléments d'actif à court terme)	3,4	Variation imputable à la constatation des instruments financiers dérivés à court terme évalués à leur juste valeur au bilan de la Société.
Immobilisations corporelles, montant net	7,4	Variation imputable à : <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'acquisition d'Eagle et E2 (8,5 millions de dollars);</li> <li>• l'acquisition d'immobilisations de 23,7 millions de dollars, dont 4,1 millions de dollars de machinerie et d'équipement qui n'avaient pas encore été payées à la fin de l'exercice financier.</li> </ul> Dédution faite <ul style="list-style-type: none"> <li>• de l'amortissement (21,2 millions de dollars);</li> <li>• de la cession d'immobilisations (0,4 million de dollars);</li> <li>• du reclassement dans Autres actifs d'un immeuble à titre d'actif détenu pour la vente à la suite de la fermeture d'une usine (0,6 million de dollars);</li> <li>• de l'application d'un taux de change USD/CAD moins élevé aux fins de conversion de la valeur des actifs nets des établissements étrangers autonomes (2,6 millions de dollars).</li> </ul>
Actifs incorporels à durée de vie limitée, montant net (incluant un carnet de commandes net de 3,3 millions de dollars)	6,8	Variation imputable : <ul style="list-style-type: none"> <li>• à une augmentation des actifs incorporels à durée de vie limitée (6,9 millions de dollars), représentant la hausse des frais de développement capitalisés pour des contrats à long terme dans le secteur de l'aérospatiale;</li> <li>• au carnet de commandes provenant de l'acquisition d'Eagle et E2 (1,4 million de dollars);</li> <li>• à l'acquisition de logiciels (1,1 million de dollars);</li> </ul> Dédution faite : <ul style="list-style-type: none"> <li>• de l'amortissement de la valeur sous-jacente du carnet de commandes (1,5 million de dollars);</li> <li>• de l'amortissement des autres actifs incorporels à durée de vie limitée (0,9 million de dollars);</li> <li>• de l'application d'un taux de change USD/CAD moins élevé aux fins de conversion de la valeur des actifs nets des établissements étrangers autonomes (0,2 million de dollars).</li> </ul>

Rubrique	Variation (millions \$)	Note explicative
Autres actifs (éléments d'actif à long terme)	(1,7)	Variation imputable à la constatation des instruments financiers dérivés à long terme évalués à leur juste valeur au bilan de la Société (2,3 millions de dollars) déduction faite du reclassement d'un immeuble à titre d'actif détenu pour la vente (0,6 million de dollars).
Écart d'acquisition	4,8	Comprend un écart d'acquisition de 5,8 millions de dollars lié à l'acquisition de Eagle et E2. Comprend également une incidence négative de 1,0 million de dollars liée à l'application d'un taux de change USD/CAD moins élevé aux fins de conversion de l'écart d'acquisition des établissements étrangers autonomes de la Société.
Comptes fournisseurs et charges à payer	10,8	Augmentation résultant du volume de ventes plus élevé au quatrième trimestre, comparativement à l'année précédente et de l'inclusion dans les chiffres consolidés des comptes fournisseurs et charges à payer de l'acquisition réalisée cette année (7,4 millions de dollars). Cette augmentation a été en partie contrebalancée par l'incidence de la fluctuation du dollar canadien depuis le 31 mars 2010, qui a eu pour effet de réduire de 0,8 million de dollars la valeur des comptes fournisseurs et charges à payer libellés en dollars américains.
Comptes fournisseurs — autres	0,4	Variation imputable à l'augmentation de 3,5 millions de dollars des comptes fournisseurs pour l'acquisition de machinerie et d'équipement reçus au cours du dernier trimestre de l'exercice financier, en partie contrebalancée par la réduction de 2,0 millions de dollars des avances des clients et par la variation de la constatation des instruments financiers dérivés (1,1 million de dollars) à leur juste valeur au bilan de la Société.
Dette à long terme (y compris la tranche à court terme)	18,5	Variation imputable à : <ul style="list-style-type: none"> <li>• un prélèvement de 16,5 millions de dollars américains sur la facilité de crédit américaine de la Société pour financer l'acquisition d'Eagle et E2 (16,7 millions de dollars);</li> <li>• des prêts des autorités gouvernementales destinés à soutenir les frais de développement liés aux programmes du secteur de l'aérospatiale (8,7 millions de dollars);</li> <li>• un billet à payer, suite à l'acquisition, remboursable au vendeur (3,7 millions de dollars);</li> <li>• désactualisation des prêts des autorités gouvernementales (1,3 million de dollars);</li> <li>• l'amortissement de frais de financement reportés (0,4 million de dollars);</li> </ul> Dédution faite : <ul style="list-style-type: none"> <li>• de remboursements de capital sur la dette à long terme (5,4 millions de dollars);</li> <li>• de la constatation de l'impact des prêts des autorités gouvernementales à leur juste valeur au bilan de la Société (1,7 million de dollars);</li> <li>• de l'augmentation des frais de financement reportés (2,2 millions de dollars);</li> <li>• de l'application d'un taux de change USD/CAD moins élevé aux fins de conversion de la dette à long terme des établissements étrangers autonomes (3,0 millions de dollars).</li> </ul>
Autres passifs	(1,8)	Variation imputable à la constatation des instruments financiers dérivés à long terme évalués à leur juste valeur au bilan de la Société. Comprend également la réduction cette année du passif au titre des prestations constituées.
Impôts futurs (éléments de passif à long terme)	4,8	Variation imputable à l'augmentation des impôts futurs liés aux immobilisations corporelles (2,8 millions de dollars) et aux instruments financiers dérivés à long terme évalués à leur juste valeur (1,2 million de dollars).
Capital-actions	(0,5)	Variation imputable aux actions ordinaires émises en vertu du régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat de la Société et à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions (1,5 million de dollars), déduction faite de la valeur comptable des actions ordinaires rachetées en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société (2,0 millions de dollars).
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(1,3)	Variation imputable à la contrepartie de l'impact des fluctuations du taux de change sur les actifs nets des établissements étrangers autonomes et aux gains (pertes), déduction faite des impôts, sur la juste valeur des instruments financiers désignés comme instruments de couverture de flux de trésorerie.
Bénéfices non répartis	16,9	Se référer aux états des variations des capitaux propres consolidés.



En date du 31 mars 2011 et du 31 mars 2010, le ratio du fonds de roulement de la Société, la trésorerie et les équivalents de trésorerie, le ratio de la dette à long terme/capitaux propres et le ratio de la dette nette/capitaux propres<sup>(1)</sup> s'établissaient comme suit :

	<b>31 MARS 2011</b>	<b>31 MARS 2010</b>
Ratio du fonds de roulement	<b>2,63:1</b>	2,66:1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	<b>32,9 M\$</b>	46,6 M\$
Ratio de la dette à long terme/capitaux propres	<b>0,41:1</b>	0,35:1
Ratio de la dette nette/capitaux propres <sup>(1)</sup>	<b>0,29:1</b>	0,16:1

(1): Se définit comme la dette à long terme (incluant la tranche à court terme) moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie, sur les capitaux propres.

Le tableau qui suit présente un résumé des engagements contractuels de la Société, y compris les versements payables au cours de chacune des cinq années subséquentes et les suivantes.

<b>ENGAGEMENTS CONTRACTUELS (000 \$)</b>	<b>VERSEMENTS PAYABLES PAR PÉRIODE</b>				
	<b>TOTAL</b>	<b>1 AN</b>	<b>2 À 3 ANS</b>	<b>4 À 5 ANS</b>	<b>PLUS DE 5 ANS</b>
Prêts des autorités gouvernementales (incluant les frais d'intérêts effectifs accumulés)	<b>39 348</b>	1 409	6 081	8 318	23 540
Contrats de location-acquisition (incluant les frais d'intérêts)	<b>15 301</b>	3 386	6 724	4 980	211
Billet à payer (incluant les frais d'intérêts)	<b>2 800</b>	1 200	1 600	—	—
Contrats de location-exploitation – Machinerie et équipement	<b>4 816</b>	1 629	2 335	700	152
Contrats de location-exploitation – Bâtiments et installations	<b>4 916</b>	909	1 259	718	2 030
Sous-total des engagements contractuels	<b>67 181</b>	8 533	17 999	14 716	25 933
Facilité de crédit	<b>57 691</b>	—	—	57 691	—
<b>Total des engagements contractuels</b>	<b>124 872</b>	<b>8 533</b>	<b>17 999</b>	<b>72 407</b>	<b>25 933</b>

## AIDE GOUVERNEMENTALE

Pour l'exercice 2011, la Société a enregistré, à titre de réduction du coût des ventes, un montant de 2,4 millions de dollars (5,4 millions de dollars pour l'exercice 2010) et, à titre de réduction des dépenses en immobilisations ou frais de développement capitalisés, un montant de 3,9 millions de dollars (2,1 millions de dollars pour l'exercice 2010) en aide gouvernementale.

Cette aide gouvernementale comprend principalement les crédits d'impôt à l'investissement et la portion actualisée des prêts des autorités gouvernementales (se référer à la Note 2 des états financiers consolidés).

## INSTRUMENTS DÉRIVÉS, POSTES HORS BILAN ET ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

En date du 31 mars 2011, la Société était partie à des contrats de location-exploitation d'une valeur totale de 9,7 millions de dollars portant sur des immeubles, des installations, de la machinerie et de l'équipement. Ces sommes sont remboursables au cours des onze prochains exercices financiers, mais principalement au cours des cinq prochaines années. Toujours en date du 31 mars 2011, la valeur totale des engagements contractuels de la Société au titre de l'acquisition de machinerie et d'équipement se chiffrait à 3,9 millions de dollars (se référer à la Note 23 des états financiers consolidés).

Au 31 mars 2011, la Société avait des contrats de change à terme avec des banques à charte canadiennes totalisant 159,0 millions de dollars US à un taux de change moyen pondéré de 1,1032 (dollar canadien par rapport au dollar américain). Ces contrats, qui ont trait en grande partie aux ventes à l'exportation de la Société, viennent à échéance à divers moments entre le mois d'avril 2011 et le mois de mars 2015 (se référer à la Note 4 des états financiers consolidés). À titre comparatif, la Société détenait pour 150,0 millions de dollars US de contrats de change à terme en date du 31 mars 2010. Ces contrats étaient assortis d'un taux de change moyen pondéré de 1,1436.

Au 31 mars 2011, la Société était également partie à des contrats de change à terme pour un montant total de 7,7 millions de dollars US à un taux moyen pondéré de 1,2343 (dollar canadien par rapport au dollar américain), échéant au cours des trois prochains exercices, pour couvrir le risque de change associé à certains dérivés incorporés.

En mars 2011, à la suite du renouvellement de la facilité de crédit de la Société, et dans le but de limiter l'incidence de la fluctuation des taux d'intérêt sur une portion de sa dette à long terme libellée en dollars US, conformément à sa politique de gestion des risques, la Société a conclu trois ententes de swaps de taux d'intérêt pour un montant total de 40 millions de dollars US et a racheté, au coût de 0,4 million de dollars, les deux ententes de swaps de taux d'intérêt existantes liées aux facilités de crédit précédentes. Les nouvelles ententes qui fixent le TIOL américain à 3,90 % pour un montant de 20 millions de dollars US et à 3,91 % pour un autre montant de 20 millions de dollars US, viendront à échéance en décembre 2015.

Le 31 mars 2011, la Société a désigné certaines dettes à long terme comme couvertures de ses investissements nets dans des établissements étrangers autonomes (se référer à la Note 2 des états financiers consolidés).

## **IMPACT DE LA CONJONCTURE FINANCIÈRE ET ÉCONOMIQUE**

L'amélioration progressive de l'économie mondiale au cours de l'exercice financier 2011 a permis de renverser les tendances négatives observées au cours des deux exercices précédents. Dans le créneau des avions commerciaux gros porteurs, les fabricants ont annoncé des augmentations de leur cadence de production pour les années civiles 2011, 2012 et 2013, tandis que les marchés industriels que dessert la Société bénéficient d'une dynamique de plus en plus favorable. Cependant, la Société réévalue continuellement sa stratégie et sa gestion du risque, dans la mesure où des événements majeurs, tels que le désastre au Japon et l'instabilité dans les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, peuvent entraîner des conséquences négatives à court terme. Cela dit, le marché de l'aérospatiale militaire se stabilise, alors que les gouvernements tentent de résorber leur déficit.

Bien que le carnet de commandes de la Société demeure bien rempli, le report ou l'annulation de commandes d'achat supplémentaires pourraient avoir une incidence défavorable sur les résultats à venir. La Société cherche à maintenir un bon équilibre entre les ventes sur les marchés de l'aérospatiale commerciale et militaire, ce qui devrait lui permettre de réduire les risques associés à un éventuel ralentissement dans l'un ou l'autre de ces marchés clés.

En outre, la valeur du dollar canadien par rapport à la devise américaine exercera une pression supplémentaire sur les résultats à venir. Comme cela a déjà été mentionné, et comme il est souligné à la rubrique intitulée « Perspectives », la direction continue de concentrer ses efforts sur des initiatives d'optimisation de sa production et de réduction de ses coûts, ainsi que sur sa stratégie relative aux contrats de change à terme afin d'atténuer les fluctuations défavorables du taux de change.

D'un point de vue financier, la Société dispose d'un bilan solide. Elle respecte actuellement toutes ses clauses financières restrictives et prévoit qu'il en sera de même pendant les douze prochains mois. La Société ne prévoit pas avoir de problèmes de liquidité, étant donné que sa facilité de crédit bancaire lui est consentie par un syndicat de cinq banques à charte canadiennes et une filiale canadienne d'une banque américaine, qui bénéficient de cotes de crédit élevées, et que les principaux clients de la Société sont des chefs de file mondiaux dans leurs domaines respectifs. Cette facilité de crédit a été renouvelée et augmentée au cours de l'exercice financier 2011 et viendra à échéance en mars 2016.

Compte tenu des éléments ci-dessus, la Société maintient ses perspectives à court terme (se référer à la rubrique ci-après intitulée « Perspectives ») et n'entrevoit actuellement aucun élément à court terme qui pourrait compromettre le cours de ses activités. Cela dit, et sachant que la Société œuvre, en partie, dans des secteurs qui sont sensibles à la conjoncture économique, la direction continuera à faire preuve de prudence (se référer aux rubriques ci-après intitulées « Risques et incertitudes » et « Perspectives »).

## **PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES**

### **Stocks, frais de développement capitalisés et coût des ventes**

La direction de la Société utilise des estimations pour déterminer la valeur des stocks et le coût des ventes liés aux contrats de conception pour fabrication et aux contrats de fabrication d'assemblages majeurs. Une variation de 1 % des coûts futurs estimés pour compléter les quantités restantes en vertu des contrats de conception pour fabrication et des contrats de fabrication d'assemblages majeurs aurait un impact d'environ 0,7 million de dollars sur le coût des ventes de la Société.

Les frais non récurrents (frais de développement, de préproduction et d'outillage) sont inclus dans les actifs incorporels à durée de vie limitée. Il est prévu que ces frais seront récupérés au fur et à mesure que les ventes liées aux divers contrats seront réalisées et seront amortis en fonction de la quantité prévue par contrat.

Le nombre comptabilisé d'unités à être produites dans le cadre d'un contrat précis est déterminé au début dudit contrat ou à la date de son obtention et se fonde sur les estimations formulées par la direction quant à la demande anticipée pour l'avion ou le produit en question, lesquelles prévisions tiennent compte essentiellement des commandes fermes, des promesses d'achat et des options, des conditions prévalant sur le marché et de la conjoncture économique.

La direction révisé cette hypothèse importante sur une base trimestrielle, et une révision plus approfondie est réalisée à la clôture de l'exercice financier. L'effet de toute révision sur cette hypothèse est comptabilisé immédiatement par l'enregistrement d'un ajustement cumulatif durant la période ou l'année financière au cours de laquelle la révision est effectuée.

## Écarts d'acquisition et actifs incorporels

L'écart d'acquisition est soumis à un test de dépréciation chaque année. Il peut arriver que ce test soit effectué plus fréquemment si des événements ou des circonstances particulières laissent croire que l'actif pourrait avoir subi une perte de valeur. La Société a choisi le quatrième trimestre comme période de référence annuelle aux fins d'évaluation de l'écart d'acquisition. Une perte de valeur de l'écart d'acquisition est comptabilisée lorsque la valeur actualisée des flux monétaires futurs anticipés pour l'unité déclarante dans son ensemble est inférieure à sa valeur comptable. Les estimations portant sur les flux monétaires futurs se fondent sur les hypothèses les plus probables de la direction en ce qui concerne les revenus, les coûts de fabrication, les frais indirects de fabrication ainsi que divers autres coûts. Ces estimations, lesquelles reposent sur la révision des contrats existants, des commandes anticipées, de la structure de coûts actuelle, des variations anticipées des coûts, des conventions collectives et des conditions générales du marché, sont soumises à un examen et à l'approbation de la haute direction de la Société. Les flux monétaires futurs sont actualisés sur la base d'une estimation du coût moyen pondéré du capital.

## Régimes de retraite et avantages complémentaires de retraite

Diverses hypothèses actuarielles importantes sont retenues pour déterminer le coût des prestations de retraite et des autres avantages complémentaires de retraite ainsi que les obligations s'y rapportant. À cet égard, le taux d'actualisation et le taux prévu de rendement à long terme de l'actif des régimes constituent des hypothèses actuarielles particulièrement importantes pour établir la valeur desdits coûts et desdites obligations. Parmi les autres hypothèses actuarielles habituellement retenues figurent le taux de croissance de la rémunération des employés, de même que certains facteurs démographiques tels que l'âge de retraite des employés, le taux de mortalité et le taux de rotation du personnel. Ces hypothèses actuarielles font l'objet d'une révision annuelle.

Un taux d'actualisation inférieur accroît le coût des prestations de retraite et des obligations s'y rapportant. Une variation de 1 % du taux d'actualisation aurait un impact d'environ 0,4 million de dollars sur le coût des prestations déterminées liées aux régimes de retraite de la Société et de 4,8 millions de dollars sur le montant des obligations relatives aux prestations constituées.

Un taux de rendement prévu inférieur sur les actifs des régimes aurait également pour conséquence d'accroître le coût des prestations de retraite. Une variation de 1 % des hypothèses actuarielles de rendement aurait un impact d'environ 248 800 \$ sur le coût des prestations déterminées liées aux régimes de retraite de la Société.

## Impôts sur les bénéfices

La Société comptabilise des actifs d'impôts futurs essentiellement par le biais de pertes fiscales inutilisées et d'écarts temporaires déductibles. La direction de la Société évalue et révisé la réalisation desdits actifs d'impôts futurs au moins une fois par année, à la clôture de l'exercice, afin d'établir si une provision pour moins-value s'avère nécessaire. Sur la base de cette évaluation, il est établi s'il est plus probable qu'improbable que la totalité ou une partie des actifs d'impôts futurs soit réalisée. Les facteurs pris en compte comprennent les revenus futurs établis sur la base de prévisions internes, les pertes subies au cours des exercices antérieurs récents et leur échéance, l'historique des pertes fiscales inutilisées de même qu'une planification fiscale raisonnable.

## MODIFICATIONS FUTURES DE CONVENTIONS COMPTABLES

### Première application des Normes internationales d'information financière au Canada

En février 2008, le Conseil des normes comptables («CNC») a confirmé que les PCGR du Canada pour les entités ayant une obligation d'information du public seraient remplacés par les Normes internationales d'information financière («IFRS») publiées par l'International Accounting Standards Board à compter de l'année civile 2011.

Par conséquent, pour ses états financiers consolidés intermédiaires de l'exercice 2012 ouvrant le 1<sup>er</sup> avril 2011 et pour ses états financiers consolidés annuels au 31 mars 2012, la Société sera tenue de présenter ses résultats selon les IFRS et de fournir de l'information comparative selon les IFRS pour l'exercice 2011. C'est pour cette raison que la Société a publié ses derniers états financiers consolidés dressés selon les PCGR du Canada au 31 mars 2011.

Les IFRS utilisent un cadre conceptuel semblable à celui des PCGR du Canada, mais présentent des différences importantes en ce qui concerne la comptabilisation, l'évaluation et l'information à fournir.

Dans le cadre du projet de conversion aux IFRS, la Société a élaboré un plan de conversion comprenant les étapes suivantes :

1. Établir les différences entre les IFRS et les PCGR du Canada
2. Évaluer l'incidence des différences applicables sur les états financiers consolidés
3. Évaluer les modifications à apporter aux processus internes de collecte et de présentation des données
4. Mettre en œuvre les modifications des systèmes
5. Former le personnel
6. Déployer la transition

La Société a terminé les phases 1 à 5 et a donc modifié ses systèmes, processus et contrôles pour satisfaire aux exigences des IFRS en matière de comptabilisation et d'informations à fournir. À la phase 6, la Société a mis en œuvre des processus visant à faciliter la comptabilisation en parallèle d'informations financières selon les IFRS, à la date de transition et pour les périodes intermédiaires, qui seront présentées à titre comparatif dans ses états financiers consolidés de l'exercice 2012 selon les IFRS.

La direction a terminé l'évaluation préliminaire des principales différences entre les IFRS et les PCGR du Canada actuels pour l'exercice 2011. L'incidence comptable préliminaire de ces importantes différences sur les capitaux propres consolidés au 1<sup>er</sup> avril 2010 et au 31 mars 2011 est présentée dans le tableau 1 ci-après. L'incidence préliminaire connexe sur le bénéfice net consolidé et sur le résultat étendu consolidé pour l'exercice clos le 31 mars 2011 est présentée au tableau 2.

Tableau 1

Rapprochement des capitaux propres consolidés au 1<sup>er</sup> avril 2010 (date de transition) de ceux au 31 mars 2011 :

	NOTE	(000\$)
<b>Capitaux propres consolidés selon les PCGR du Canada au 31 mars 2010</b>		217 092
Rajustements :		
Écart de conversion cumulé	E3	—
Acquisition d'une entreprise	E1	(1 365)
Méthode d'acquisition des droits des options d'achat d'actions	A4	—
Pertes actuarielles nettes non amorties	E2	(3 642)
Coût des services passés non amorti et obligation transitoire	A3	(1 060)
Tous les autres	A1, A2	38
<b>Total des rajustements</b>		<b>(6 029)</b>
<b>Capitaux propres consolidés selon les IFRS au 1<sup>er</sup> avril 2010</b>		<b>211 063</b>

	NOTE	(000\$)
<b>Capitaux propres consolidés selon les PCGR du Canada au 31 mars 2011</b>		232 665
Rajustements :	Voir	
Rajustements des capitaux propres consolidés au 1 <sup>er</sup> avril 2010	Tableau 1	(6 029)
Rajustements du bénéfice net consolidé pour l'exercice clos le 31 mars 2011 ayant une incidence sur les capitaux propres consolidés au 31 mars 2011	Tableau 2	602
• Charge de rémunération à base d'actions incluse dans le bénéfice net		<u>(211)</u>
		391
Rajustements du cumul des autres éléments du résultat étendu pour l'exercice clos le 31 mars 2011 ayant eu une incidence sur les capitaux propres consolidés au 31 mars 2011		
IFRIC 14	Tableau 2	(1 238)
Perte actuarielle	Tableau 2	(1 246)
<b>Total des rajustements</b>		<b>(8 122)</b>
<b>Capitaux propres consolidés selon les IFRS au 31 mars 2011</b>		<b>224 543</b>

Tableau 2

Rapprochement du bénéfice net consolidé et du résultat étendu consolidé pour l'exercice clos le 31 mars 2011 :

	NOTE	PCGR DU CANADA (000 \$)	RAJUSTEMENT (000 \$)	IFRS (000 \$)
Ventes		357 572		357 572
Coût des ventes <sup>(1)</sup>	A1, A2, A3	300 312	(955)	299 357
<b>Bénéfice brut</b>		<b>57 260</b>		<b>58 215</b>
Frais de vente et d'administration	A4	26 040	(211)	25 829
Frais financiers, montant net	A1, A2	31 220	420	32 386
<b>Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et frais de restructuration</b>		<b>26 064</b>		<b>26 810</b>
Frais de restructuration		637		637
<b>Bénéfice avant impôts sur les bénéfices</b>		<b>25 427</b>		<b>26 173</b>
Impôts sur les bénéfices	A1, A2, A3	6 900	144	7 044
<b>Bénéfice net</b>		<b>18 527</b>	<b>602</b>	<b>19 129</b>
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts :				
IFRIC 14	A3	(1 253)	(1 238)	(1 253)
Perte actuarielle	A3		(1 246)	(1 246)
<b>Total – Autres éléments du résultat étendu</b>		<b>(1 253)</b>	<b>(2 484)</b>	<b>(3 737)</b>
<b>Résultat étendu</b>		<b>17 274</b>	<b>(1 882)</b>	<b>15 392</b>

(1) Y compris l'amortissement de 23 610 \$ selon les PCGR du Canada et de 24 646 \$ selon les IFRS.

Des explications sur les rajustements selon les PCGR du Canada et les IFRS relativement aux tableaux 1 et 2 ci-dessus sont présentées ci-après :

#### A. Exemptions appliquées

L'IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*, permet aux sociétés qui appliquent les IFRS pour la première fois de se prévaloir de certaines exemptions aux exigences générales d'application des IFRS, à compter du bilan d'ouverture consolidé du 1<sup>er</sup> avril 2010. La Société se prévautra des exemptions suivantes :

- E1.** L'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, s'appliquera aux acquisitions de filiales survenues après le 31 mars 2004. Par conséquent, nous avons revu le mode d'établissement et d'affectation du prix d'achat pour certaines acquisitions d'entreprises. Cette mesure a donné lieu à une baisse de l'écart d'acquisition et des capitaux propres consolidés à la date de transition.
- E2.** La Société a choisi de comptabiliser toutes les pertes actuarielles cumulatives non amorties sur les régimes de retraite et autres avantages postérieurs à la retraite. Cette mesure a donné lieu à une hausse des autres passifs et à une baisse des capitaux propres consolidés à la date de transition.
- E3.** Au 1<sup>er</sup> avril 2010, la Société a choisi de transférer l'écart de conversion cumulé qui s'élevait à 15 816 \$ du cumul des autres éléments du résultat étendu aux bénéfices non répartis, ceci n'a donc pas eu d'incidence sur les capitaux propres consolidés à cette date.

#### B. Rajustements découlant de la transition des PCGR du Canada aux IFRS

##### A1. Contrats de location

Selon les PCGR du Canada, le classement des contrats de location-acquisition et de location-exploitation se fait à partir des résultats de tests quantitatifs. Les IFRS exigent une évaluation qualitative et quantitative du classement des contrats de location. C'est pourquoi certains contrats portant sur la machinerie et l'équipement comptabilisés à titre de contrats de location-exploitation selon les PCGR du Canada sont maintenant comptabilisés à titre de contrats de location-financement selon les IFRS. La principale incidence du changement est une augmentation des immobilisations corporelles de 6 834 \$ et une hausse de la dette à long terme de 7 377 \$. L'incidence sur les capitaux propres consolidés au 31 mars 2010 n'est pas importante.



## A2. Provisions

Le bilan consolidé comprend des provisions représentant les montants estimatifs que la Société prévoit payer dans l'avenir. Selon les PCGR du Canada, ces montants ne sont pas actualisés pour tenir compte de la période pendant laquelle ces obligations seront réglées. Comme il est prévu dans l'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, les montants de certaines provisions ont été actualisés. L'incidence sur les capitaux propres consolidés au 31 mars 2010 n'est pas importante.

## A3. Avantages du personnel

Pour se conformer à l'IAS 19, *Avantages du personnel*, la Société :

- a adopté la méthode des unités de crédit projetées pour établir la valeur actuarielle des obligations au titre des prestations constituées. Selon les PCGR du Canada, la Société utilisait la méthode de répartition des prestations. Le changement de méthode n'a pas eu d'incidence importante sur les capitaux propres consolidés.
- a radié les coûts non amortis des services passés comportant des droits acquis et l'obligation transitoire. Cela a entraîné une augmentation des autres passifs et une diminution des capitaux propres consolidés.

Selon les PCGR du Canada, les écarts actuariels sont amortis aux résultats au moyen de la méthode du corridor. Selon les IFRS, la Société a choisi de comptabiliser tous les écarts actuariels dans les autres éléments du résultat étendu lorsqu'ils se produisent. Par suite de ce choix, les variations découlant de l'incidence de l'application de l'IFRIC 14 sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu à la période où elles se produisent. L'IFRIC 14, *Le plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, les exigences de financement minimal et leur interaction*, limite l'évaluation des actifs au titre des régimes à prestations définies et pourrait aussi entraîner la création d'un passif.

## A4. Rémunération à base d'actions

Par le passé, la Société amortissait le coût des options d'achat d'actions attribuées au moyen de la méthode linéaire. Afin de se conformer à l'IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*, la Société adoptera la méthode d'acquisition des droits pour l'amortissement du coût des options d'achat d'actions octroyées. Ce changement de méthode entraîne une augmentation du surplus d'apport et une diminution correspondante des bénéfices non répartis, et n'a donc pas d'incidence sur les capitaux propres consolidés.

## C. Reclassements découlant de la transition des PCGR du Canada aux IFRS

### A5. Facturations intermédiaires

Selon les PCGR du Canada, les sommes reçues des clients au titre des facturations progressives sont déduites du coût des stocks y afférents. Selon les IFRS, des facturations progressives (facturations intermédiaires en IFRS) de 32 332 \$ au 1<sup>er</sup> avril 2010 et de 33 365 \$ au 31 mars 2011 seront classées à titre de passifs à court terme et à long terme.

### A6. Provisions

Les IFRS exigent que les provisions soient présentées séparément au bilan. Par conséquent, certaines provisions classées dans les postes Comptes fournisseurs et charges à payer et Autres passifs selon les PCGR du Canada seront présentées séparément.

### A7. Instruments financiers dérivés – passifs

Selon les IFRS, les instruments financiers dérivés doivent être présentés séparément dans le bilan consolidé.

### A8. Impôts différés

Les « impôts futurs » selon les PCGR du Canada sont désignés comme « impôts différés » selon les IFRS. Selon les PCGR du Canada, les impôts futurs étaient classés comme à court terme et à long terme en fonction du classement des passifs et des actifs auquel ils se rattachaient. Selon les IFRS, tous les actifs et passifs d'impôts différés seront classés comme à long terme (non courants en IFRS).

## D. Présentation des états financiers

L'IAS 1 prescrit divers formats et exigences en matière de présentation des états financiers et des informations à fournir. La Société prévoit que l'adoption de l'IAS 1 donnera lieu à divers changements au format des états financiers consolidés et à l'inclusion de notes additionnelles.

## **E. Monnaie fonctionnelle**

Selon les IFRS, les critères utilisés pour déterminer les monnaies fonctionnelles des entités présentant l'information financière de la Société diffèrent à certains égards de ceux employés en vertu des PCGR du Canada. Toutefois, la direction a établi qu'il n'y aura aucun changement dans les monnaies fonctionnelles de la Société par suite de la transition aux IFRS. La monnaie fonctionnelle de Héroux-Devtek Inc. et de ses entités opérantes au Canada est le dollar canadien. La monnaie fonctionnelle des entités opérantes aux États-Unis est le dollar américain.

La Société peut changer ses intentions ou modifier les incidences préliminaires relativement à des modifications potentielles aux IFRS actuellement en cours d'élaboration, ou compte tenu d'autres facteurs externes susceptibles de survenir à partir de maintenant et la date de publication des premiers états financiers consolidés selon les IFRS.

Les répercussions sur les technologies de l'information, les systèmes de données, les contrôles et procédures de communication de l'information et les contrôles internes sur l'information financière ont également été évaluées, et la Société a apporté les modifications préliminaires requises pour la conversion des PCGR du Canada aux IFRS.

Bien que notre plan de conversion ne soit pas encore entièrement complété, pour le moment, rien ne nous indique que la Société pourrait éprouver des difficultés à se conformer entièrement aux exigences en ce qui a trait à ses premiers états financiers consolidés intermédiaires IFRS.

## **CONTRÔLES ET PROCÉDURES INTERNES**

Conformément à la Norme multilatérale 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (la « NM 52-109 »), la Société a déposé des attestations signées par le chef de la direction et le chef de la direction financière qui, entre autres, font état des contrôles et procédures de communication de l'information ainsi que de la conception et de l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

### **Contrôles et procédures de communication de l'information**

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, des contrôles et des procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société leur a été communiquée et a été divulguée adéquatement dans les documents annuels visés par les règlements d'information continue.

Au 31 mars 2011, sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière, une évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société, au sens défini dans la NM 52-109, a également été réalisée. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que la conception et le fonctionnement de ces contrôles et procédures sont efficaces. Cette évaluation a tenu compte de la politique de communication de l'information de la Société et du fonctionnement de son comité de communication de l'information.

### **Contrôles internes à l'égard de l'information financière**

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont également conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, des contrôles internes à l'égard de l'information financière, pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux PCGR du Canada.

Au 31 mars 2011, sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière, une évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière, au sens défini dans la NM 52-109, a été réalisée. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que les contrôles internes à l'égard de l'information financière sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable et que ses états financiers consolidés ont été dressés conformément aux PCGR du Canada.

Toutefois, un système de contrôle, peu importe la qualité de sa conception ou de sa mise en application, ne peut fournir qu'une assurance raisonnable, et non une assurance absolue, que les objectifs qu'il vise sont atteints.

### **Changements apportés aux contrôles internes à l'égard de l'information financière**

Aucun changement n'a été apporté aux contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2011 ayant eu ou pouvant raisonnablement avoir d'incidence importante sur les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière.

## **RISQUES ET INCERTITUDES**

Héroux-Devtek évolue dans des secteurs industriels soumis à divers facteurs de risques et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence défavorable sur ses affaires, sa situation financière et ses résultats d'exploitation. Ces risques et incertitudes comprennent, sans toutefois s'y limiter, ceux faisant l'objet d'une description ci-après.

## Dépendance envers des clients importants

La Société s'expose à un risque du fait de l'importance de certains contrats ou clients. Les six plus importants clients de la Société représentent environ 60 % de ses ventes. La perte d'une commande quelconque ou encore un délai imposé par l'un de ces clients pourrait avoir des répercussions négatives sur les résultats d'exploitation de la Société.

Lorsque cela est possible, la Société réduit la portée de ce risque en concluant davantage de contrats de vente à long terme avec ses principaux clients.

## Disponibilité et prix des matières premières

Les principales matières premières achetées par la Société sont l'aluminium, l'acier et le titane. La Société n'a pratiquement aucun contrôle sur la disponibilité et le prix de ces diverses matières premières. La difficulté à obtenir des matières premières en quantité suffisante et en temps opportun, au même titre d'ailleurs que l'augmentation de leurs prix, pourrait avoir une incidence négative sur les activités de la Société et sa situation financière.

Au cours de l'exercice 2011, l'amélioration de la conjoncture économique à l'échelle mondiale et la croissance de l'économie chinoise en particulier ont fait en sorte que ce scénario est devenu encore plus d'actualité. Par conséquent, la Société a entrepris des démarches visant à atténuer ces risques. C'est ainsi que diverses clauses figurent désormais à ses contrats de vente importants à long terme, lesquelles dispositions prévoient le partage, avec ses clients, des risques liés à la disponibilité et au prix des matières premières. Par ailleurs, la Société négocie également des ententes d'approvisionnement à long terme avec ses fournisseurs de matières premières. Enfin, la Société a rehaussé les mesures qu'elle prend à l'égard du contrôle de sa chaîne d'approvisionnement pour s'assurer de recevoir ses produits de base en temps opportun.

## Risques opérationnels

Les activités poursuivies par la Société sont soumises à des risques opérationnels, notamment la concurrence d'autres entreprises, le rendement des fournisseurs clés, les garanties relatives au rendement des produits, les risques liés à la réglementation, l'intégration fructueuse des nouvelles acquisitions, la dépendance envers le personnel clé et les systèmes d'information, lesquels représentent tous des facteurs susceptibles d'entraver la capacité de la Société à respecter ses obligations.

À la lumière des risques opérationnels susmentionnés, la Société a instauré diverses stratégies et mesures de contrôle visant à réduire leur incidence sur son exploitation. Celles-ci comprennent :

- Des processus visant à garantir le déroulement approprié des approbations de soumissions, de la planification et de la réalisation de projets, et l'application de normes de qualité à toutes les étapes de la conception d'un nouveau produit, des réalisations d'après dessin et des travaux d'assemblage, de réparation et d'entretien. Ceci inclut l'évaluation de la capacité de la Société à atteindre ses objectifs en matière de ventes (contrats à prix fermes, clauses d'indexation, etc.) et de coût des produits de même qu'à conclure des ententes à long terme avec ses principaux fournisseurs et à instaurer des processus de soumissions concurrentielles.
- Des mesures appropriées de gestion des flux de trésorerie en ayant recours aux avances de clients, dans certains cas, et aux opérations de couverture de change.

## Répercussions des activités terroristes et de l'instabilité politique

L'incertitude persiste quant à l'impact qu'auront dans le futur la menace d'activités terroristes et les conflits en cours au Moyen-Orient sur le secteur de l'aérospatiale commerciale. Ces enjeux ont habituellement une incidence négative sur le trafic aérien commercial et un impact positif sur les dépenses militaires.

## Conjoncture économique

Une conjoncture économique défavorable est susceptible d'avoir des répercussions négatives sur les activités de la Société. À titre d'exemple, l'industrie de l'aérospatiale civile des gros-porteurs a été confrontée dans les années passées à de nombreuses incertitudes, plus particulièrement du côté du marché des avions de 100 places et plus. Depuis l'exercice financier 2006, la faiblesse de la demande a exercé une influence négative sur le marché des jets régionaux; le marché des jets commerciaux est étroitement lié à la conjoncture économique. Par ailleurs, le marché de la production d'énergie industrielle s'est effondré suite au récent ralentissement économique. L'évolution de ces secteurs pourrait avoir une incidence négative sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société. Bien que l'on assiste à un retour progressif de la croissance à long terme, ces secteurs conserveront leur caractère cyclique. De plus, le ralentissement des activités de fabrication causé par une conjoncture économique défavorable pourrait se traduire en des coûts importants pour la Société au chapitre des mises à pied temporaires ou des cessations d'emploi des membres du personnel.

## Dépenses d'ordre militaire

Même si d'importantes hausses des budgets consacrés aux dépenses militaires, principalement aux États-Unis, ont été annoncées ces dernières années, il n'en demeure pas moins que ces dépenses, approuvées par les instances gouvernementales sur une base annuelle, sont tributaires du climat politique et de l'évolution des priorités.

## Fluctuations des devises

La Société s'expose à des risques liés aux fluctuations des devises du fait qu'elle poursuit certaines de ses activités au Canada en devises étrangères en plus de réaliser des affaires aux États-Unis. Dans le but d'atténuer ces risques de change et de se protéger, la Société a recours à des instruments financiers dérivés.

La politique de couverture du risque de change de la Société exige d'elle qu'elle réduise son exposition aux devises étrangères, essentiellement le dollar américain, résultant de ses activités canadiennes.

La politique de couverture exige la couverture de 50 à 75 %, en moyenne, de l'exposition aux devises étrangères identifiée, essentiellement pour les deux exercices financiers à venir, des entrées de fonds anticipées découlant de ventes libellées en devise américaine, réalisées par ses établissements canadiens et en lien avec des contrats de vente à long terme, déduction faite des sorties de fonds anticipées, en dollars US, liées principalement à l'achat de matières premières et certains autres coûts de matériaux. Cette politique de couverture vise également, pour une période additionnelle variant entre un et trois exercices financiers sur une base très réduite, les entrées/déboursés nets de fonds anticipés, d'une nature similaire à ceux susmentionnés, en lien avec certains contrats de vente spécifiques à long terme.

### **Situation de trésorerie et accès à des sources de financement**

La Société a continuellement recours aux marchés financiers pour financer ses activités. Pour subvenir à ses besoins financiers, la Société fait usage de titres de créance à long terme et à court terme et puise à même les fonds autogénérés des activités d'exploitation. Tout facteur susceptible d'entraver la capacité de la Société d'accéder aux marchés financiers, notamment les fluctuations importantes des taux d'intérêt, les changements de la conjoncture économique ou encore la perception qu'entretiennent les investisseurs à l'égard de sa situation financière ou de ses perspectives de croissance, pourrait porter préjudice à sa situation financière et à ses résultats d'exploitation.

### **Clauses restrictives**

Les actes de fiducie régissant certaines créances de la Société, et plus particulièrement sa facilité de crédit, renferment des clauses restrictives qui, entre autres, limitent la capacité qu'a celle-ci de :

- vendre la totalité ou la quasi-totalité de ses éléments d'actif;
- contracter des titres de dette assortis d'une garantie;
- s'engager dans des transactions de fusion ou de consolidation;
- s'engager dans des transactions avec des sociétés apparentées.

La société est assujettie à diverses clauses restrictives financières en vertu de sa facilité de crédit, lesquelles doivent être respectées à tous les trimestres. Ceci inclut des clauses restrictives financières exigeant un ratio minimum du BAIIA sur le service de la dette, un ratio maximum de la dette nette sur le BAIIA et un ratio maximum de la dette nette sur capitaux propres, tous calculés sur une base consolidée. Ces expressions et ratios sont définis dans la facilité de crédit et ne correspondent pas nécessairement aux indicateurs financiers de la Société ni aux expressions utilisées dans le présent rapport de gestion.

En outre, la Société est assujettie à diverses clauses restrictives financières en vertu de certains contrats de location-acquisition et de location-exploitation et de prêts des autorités gouvernementales. Ceux-ci comportent des clauses restrictives financières exigeant un ratio minimum du fonds de roulement et un ratio maximum de la dette à long terme sur les capitaux propres sur la base du bilan consolidé de la Société de même que des niveaux minimums de capitaux propres pour certaines filiales de la Société.

Ces restrictions pourraient entraver la capacité qu'a la Société de financer ses activités futures ou ses besoins en capitaux, ou de s'engager dans d'autres activités commerciales potentiellement avantageuses pour elle.

### **Fluctuation des taux d'intérêt**

La rentabilité de la Société pourrait subir les contrecoups du niveau et des fluctuations des taux d'intérêt. Dans le cadre de son programme de gestion de l'actif et du passif, la Société a recours aux produits dérivés, lorsqu'approprié, pour atténuer ou réduire globalement ses risques financiers.

Afin d'atténuer ces fluctuations, la Société a mis en place une politique de placement à court terme qui dicte le niveau et le type de placements qu'elle devrait chercher à effectuer. La Société maintient également un bon équilibre entre les taux fixes et variables dans son portefeuille de financement.

### **Environnement commercial externe**

La Société fait face à un certain nombre de facteurs de risque externes, plus particulièrement la conjoncture économique, les politiques gouvernementales, les changements de priorités des instances gouvernementales et la possibilité que les gouvernements sabrent leurs dépenses.

## Pertes découlant de réclamations de dommages sous garantie

Complexes et perfectionnés, les produits fabriqués par la Société pourraient présenter des défauts difficiles à détecter et à corriger. Des imperfections pourraient être constatées dans les produits de la Société après leur livraison aux clients. Le cas échéant, la Société pourrait ne pas être en mesure de corriger ces irrégularités. L'apparition d'erreurs et de défauts dans les produits de la Société pourrait donner lieu à des réclamations au titre de la garantie ou encore mener à la perte de clients. Les réclamations, les erreurs ou les défauts sont susceptibles d'avoir un effet préjudiciable sur les résultats d'exploitation et les activités de la Société. En outre, en raison de la nature des activités de la Société, celle-ci pourrait être visée par des réclamations en responsabilité à l'égard de produits de sa propre fabrication ou encore de produits à l'égard desquels elle fournit des services. La Société ne peut obtenir la certitude que sa couverture d'assurance suffira à couvrir une ou plusieurs réclamations d'importance. Qui plus est, nul ne peut garantir que la Société sera en mesure d'obtenir une couverture d'assurance d'une teneur et d'un prix satisfaisants dans le futur. Se référer à la rubrique intitulée « Risques opérationnels » apparaissant plus haut.

## Questions d'ordre environnemental

Les activités de la Société sont assujetties aux lois et à la réglementation environnementale relative aux risques pour la santé humaine et l'environnement. Des amendements à ces lois et règlements sont susceptibles d'avoir un effet préjudiciable important sur les activités et la situation financière de la Société. Cette dernière surveille ces risques au moyen de politiques et de systèmes de gestion de l'environnement.

## Conventions collectives

La Société est partie à certaines conventions collectives échéant à divers moments dans le futur. Dans la mesure où la Société ne parvenait pas à reconduire ces conventions ou tout autre accord lorsqu'il y aurait lieu de le faire, il pourrait en résulter des arrêts et des interruptions de travail susceptibles d'avoir une incidence défavorable importante sur les activités de la Société.

En mai 2010 et en avril 2011, la Société a renouvelé, respectivement, ses conventions collectives avec les employés de son usine d'aérostructure de Dorval et les employés de son usine de trains d'atterrissage de Longueuil, toutes les deux pour une période de trois ans. La convention collective de l'usine de trains d'atterrissage de Laval doit être renouvelée en décembre 2011.

## Main-d'œuvre qualifiée

La capacité de Héroux-Devtek d'atteindre ses objectifs dans l'avenir dépend, en partie, de son habileté à attirer et à retenir à son service les travailleurs qualifiés nécessaires à la poursuite de ses activités. Il est anticipé que le marché des travailleurs spécialisés de l'industrie de l'aérospatiale demeurera fortement concurrentiel au cours des années à venir. L'incapacité de la Société à attirer et à retenir à son service des travailleurs qualifiés, plus particulièrement des ingénieurs, des machinistes et des programmeurs, pourrait avoir une incidence négative sur sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

La réponse de la Société face à ce risque consiste à développer à l'interne les compétences de ses ressources humaines, à retenir les employés qualifiés qu'elle compte déjà dans ses rangs et à attirer les meilleurs talents qui soient en entretenant une culture organisationnelle forte. Par conséquent, Héroux-Devtek n'entrevoit pas un accroissement substantiel de ses besoins en matière de main-d'œuvre dans un avenir rapproché.

## DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES CHOISIES

(000 \$ SAUF LES DONNÉES PAR ACTION)	TOTAL	PREMIER TRIMESTRE	DEUXIÈME TRIMESTRE	TROISIÈME TRIMESTRE	QUATRIÈME TRIMESTRE
<i>Pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2011</i>					
Ventes	357 572	82 541	83 194	85 843	105 994
BAIIA	54 830	11 448	10 813	14 204	18 365
Bénéfice net	18 527	3 183	2 556	5 064	7 724
Bénéfice par action (\$) – de base	0,62	0,11	0,09	0,17	0,26
Bénéfice par action (\$) – dilué	0,61	0,10	0,08	0,17	0,25
<i>Pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2010</i>					
Ventes	320 354	82 160	76 570	76 659	84 965
BAIIA	48 437	12 762	11 723	11 685	12 267
Bénéfice net	16 003	4 542	3 518	3 538	4 405
Bénéfice par action (\$) – de base	0,52	0,15	0,11	0,12	0,14
Bénéfice par action (\$) – dilué	0,52	0,15	0,11	0,12	0,14



## Résultats du quatrième trimestre de l'exercice financier 2011

La Société a produit des résultats financiers records pour le trimestre terminé le 31 mars 2011, avec des ventes de 106,0 millions de dollars, en hausse par rapport à 85,0 millions de dollars pour la même période l'an passé. Si l'on exclut les ventes de 12,8 millions de dollars effectuées par Eagle et E2, les ventes consolidées ont augmenté de 8,2 millions de dollars, soit 9,7 % et ce, malgré l'incidence négative de 2,3 millions de dollars attribuable au taux de change USD/CAD. De plus, les ventes ont souffert de la baisse des ventes de trains d'atterrissage destinés au marché militaire en raison d'une demande moindre pour les pièces de rechange, de la baisse des ventes liées au F-22 occasionnée par l'achèvement de ce programme, et de la baisse des ventes liées aux gros porteurs commerciaux, principalement en raison d'une baisse de la cadence de production du B-777. Les ventes ont augmenté grâce à la hausse des ventes de pièces de rechange pour le F-16, à l'obtention de nouveaux contrats dans le cadre des programmes du Fokker, du B-787 et du B-2, à la hausse des ventes liées aux avions d'affaires et aux hélicoptères, ainsi qu'à l'augmentation de la productivité des services de réparation et d'entretien.

Une augmentation des ventes liées au programme JSF (F-35) a également eu un impact favorable sur le chiffre de ventes du quatrième trimestre de l'exercice 2011, si bien que les ventes de ce programme pour l'exercice financier au complet ont été marginalement supérieures à celles de l'année précédente.

La marge bénéficiaire brute pour le trimestre était de 18,6 %, par rapport à 15,8 % l'année précédente. Si l'on exclut l'impact de l'acquisition d'Eagle et E2, la marge bénéficiaire brute, exprimée en pourcentage des ventes, aurait été de 19,5 %. Au quatrième trimestre, toutes les lignes de produits ont amélioré leur marge bénéficiaire brute, autant en dollars qu'en pourcentage, comparativement à l'année précédente. L'augmentation générale des ventes aussi bien du secteur de l'aérospatiale que de l'industriel, la composition plus favorable des ventes, ainsi que l'amélioration continue de la productivité du secteur Industriel expliquent l'augmentation importante de la marge bénéficiaire brute au dernier trimestre de l'exercice financier 2011. Le bénéfice net a atteint 7,7 millions de dollars, soit 0,25 \$ par action sur une base pleinement diluée, comparativement à un bénéfice net de 4,4 millions de dollars, soit 0,14 \$ par action sur une base pleinement diluée, un an plus tôt.

Les fonds autogénérés liés aux activités d'exploitation ont atteint 16,7 millions de dollars, comparativement à 12,3 millions de dollars au quatrième trimestre de l'année précédente, en raison de l'augmentation du bénéfice net et des frais d'amortissement. La variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement représente une sortie nette de 14,1 millions de dollars, comparativement à une entrée nette de 14,3 millions de dollars au dernier trimestre de l'exercice précédent. Cette sortie nette du quatrième trimestre s'explique principalement par l'augmentation des comptes clients (25,0 millions de dollars), en partie contrebalancée par une baisse des stocks (4,2 millions de dollars) et une hausse des comptes fournisseurs et charges à payer (5,9 millions de dollars) comparativement au trimestre précédent, terminé le 31 décembre 2010. Ces variations résultent du volume de ventes record réalisé au dernier trimestre de l'exercice financier 2011. L'entrée nette de 14,3 millions de dollars de l'exercice précédent provenait principalement d'une baisse des comptes clients (3,9 millions de dollars) en lien avec la baisse du volume de ventes au quatrième trimestre, et d'une baisse des stocks (9,8 millions de dollars) (se référer à la rubrique ci-dessus intitulée « Bilans consolidés »).

## PERSPECTIVES

Les conditions continuent de s'améliorer dans le marché de l'aérospatiale commerciale. Malgré le prix élevé du carburant et l'incertitude causée par le désastre au Japon et l'instabilité dans les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, l'IATA prévoit une croissance de 5,6 % du transport de passagers et de 6,1 % du transport de marchandises pour l'année civile 2011.

Dans le créneau des avions commerciaux gros porteurs, les fabricants ont annoncé une augmentation de la cadence de production de plusieurs programmes importants pour les années civiles 2011, 2012 et 2013<sup>11</sup>. De plus, pour les trois premiers mois de l'année civile 2011, le nombre de nouvelles commandes surpasse celui de l'année précédente, et Boeing et Airbus ont annoncé une hausse des livraisons pour l'année civile 2011. Enfin, Boeing et Airbus ont indiqué que leur carnet de commandes représente toujours environ six années de production, selon la cadence prévue.

Le marché des avions d'affaires montre des signes d'une reprise depuis le début de 2011. Le taux d'utilisation des avions continue d'augmenter, tandis que le nombre d'avions d'occasion à vendre continue de baisser. Cependant, la croissance économique mondiale plus forte n'est prévue engendrer une véritable reprise des livraisons qu'à partir de l'année civile 2012<sup>12</sup>.

Le marché de l'aérospatiale militaire se stabilise, alors que les gouvernements tentent de résorber leur déficit. En ce qui a trait au programme du JSF, le gouvernement américain a mis la version à décollage court et atterrissage vertical (ADCAV) en probation pour une période de deux ans, mais l'accélération de la cadence de production des autres versions se poursuit, bien qu'à un rythme légèrement plus modéré à court terme. Cette période de probation devrait conduire à une légère réduction du nombre d'unités produites et expédiées par Héroux-Devtek au cours de l'exercice 2012, comparativement à l'exercice 2011. Au Canada, la décision du gouvernement d'acquérir 65 avions JSF devrait engendrer des retombées pour l'industrie aérospatiale canadienne.

La conjoncture demeure favorable dans les principaux marchés industriels que dessert la Société. Dans le secteur de la production d'énergie, d'importants fabricants d'équipement nord-américains ont annoncé un nombre croissant de nouvelles commandes au cours des derniers trimestres. Les carnets de commandes d'importants fabricants d'équipements lourds sont également en nette progression<sup>13</sup>.

<sup>11</sup> Sources : Communiqués publiés par Boeing les 20 déc. 2010, 16 sept. 2010, 15 juin 2010, 17 mai 2010, 19 mars 2010. Communiqués publiés par Airbus le 3 février 2011, le 30 juillet 2010 et le 9 mars 2010.

<sup>12</sup> Sources : JETNET, FAA.

<sup>13</sup> Sources : Communiqué publié par GE le 21 avril 2011. Communiqué publié par Caterpillar le 29 avril 2011.

Il est prévu que les dépenses en immobilisations pour l'exercice 2012 s'élèveront à environ 26 millions de dollars, incluant un investissement de 5 millions de dollars pour la nouvelle usine au Mexique.

L'intégration d'Eagle et E2 est presque terminée et la priorité de la Société pour l'exercice financier 2012 sera d'optimiser ses opérations et d'en maximiser l'efficacité, surtout grâce à une spécialisation accrue de ses usines. Ces améliorations, ainsi que son bilan solide et l'augmentation récente de sa facilité de crédit, positionnent Héroux-Devtek pour considérer une autre acquisition stratégique qui lui permettrait de diversifier son portefeuille de produits et ses technologies.

Au 31 mars 2011, le carnet de commandes fermes de Héroux-Devtek s'élevait à 502 millions de dollars, incluant le carnet de commandes d'Eagle et E2, comparativement à 423 millions de dollars au début de l'exercice financier. Malgré son carnet de commandes bien rempli et les solides relations d'affaires qu'elle entretient avec ses clients, la Société doit continuellement chercher à accroître sa productivité et à réduire sa base de coûts afin de demeurer concurrentielle à l'échelle mondiale, compte tenu de la volatilité du dollar canadien et de l'incertitude liée à ses fluctuations continues par rapport à la devise américaine.

En supposant que le dollar canadien demeure à parité avec le dollar américain et compte tenu de ses contrats de change à terme, la Société prévoit une croissance interne des ventes de l'ordre de 5 % pour l'exercice financier qui se terminera le 31 mars 2012.

## **RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES ET INFORMATION CONTINUE**

Cette analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation a été approuvée par le Comité d'audit le 25 mai 2011 et par le conseil d'administration le 26 mai 2011. De l'information plus récente concernant la Société est disponible sur le site Web SEDAR à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

# RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers consolidés et le rapport de gestion ci-joints de Héroux-Devtek Inc. (la «Société») et toute autre information contenue dans le présent rapport annuel sont la responsabilité de la direction et ont été examinés et approuvés par le conseil d'administration. Les états financiers consolidés ci-joints ont été dressés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Le rapport de gestion a été préparé conformément aux exigences des Autorités canadiennes en valeurs mobilières. Les états financiers consolidés et le rapport de gestion renferment certains éléments fondés sur les meilleures estimations et jugements à l'égard de l'incidence prévue des événements et opérations actuels. La direction a établi ces éléments de manière raisonnable, afin d'assurer que les états financiers consolidés et le rapport de gestion donnent une image fidèle, à tous les égards importants. L'information financière présentée ailleurs dans le rapport annuel concorde avec celle des états financiers consolidés. Sauf indication contraire, tous les montants figurant dans les présents états financiers consolidés sont libellés en dollars canadiens.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière de Héroux-Devtek Inc. ont conçu, ou ont fait concevoir sous leur supervision, des contrôles internes à l'égard de l'information financière et des contrôles et des procédures de communication de l'information pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable, que les états financiers consolidés ont été dressés, aux fins de publication de l'information financière, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada et que l'information importante liée à la Société leur a été communiquée et a été présentée adéquatement dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion ci-joints. Le chef de la direction et le chef de la direction financière de Héroux-Devtek Inc. ont aussi évalué l'efficacité de ces contrôles internes à l'égard de l'information financière et des contrôles et des procédures de communication de l'information à la fin de l'exercice 2011. En date du 31 mars 2011, la direction est d'avis que les contrôles internes à l'égard de l'information financière et les contrôles et les procédures de communication de l'information fournissent une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable, que les états financiers consolidés ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, selon les principes comptables généralement reconnus au Canada et que l'information importante liée à la Société a été présentée adéquatement dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion. En outre, selon ces évaluations, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont établi qu'il n'existait aucune faiblesse importante des contrôles internes à l'égard de l'information financière et des contrôles et des procédures de communication de l'information. Conformément au Règlement 52-109, le chef de la direction et le chef de la direction financière de Héroux-Devtek Inc. ont fourni aux Autorités canadiennes en valeurs mobilières une attestation à l'égard des documents d'information annuels de Héroux-Devtek Inc., y compris les états financiers consolidés et le rapport de gestion.

Le conseil d'administration est chargé de veiller à ce que la direction s'acquitte de ses responsabilités à l'égard de la présentation de l'information financière et il est l'ultime responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers consolidés et du rapport de gestion. Le conseil d'administration s'acquitte de cette responsabilité principalement par l'entremise de son comité d'audit. Le comité d'audit est nommé par le conseil d'administration, et tous ses membres sont des administrateurs indépendants possédant des compétences financières.

Le comité d'audit rencontre périodiquement la direction, ainsi que les auditeurs externes, afin d'examiner les états financiers consolidés, le rapport des auditeurs externes et le rapport de gestion, de discuter de questions d'audit et de questions de présentation de l'information financière, de discuter des contrôles internes à l'égard de l'information financière, et de s'assurer que chaque partie s'acquitte adéquatement de ses responsabilités. En outre, le comité d'audit est chargé d'examiner la pertinence des conventions comptables ainsi que les estimations et jugements importants qui sous-tendent les états financiers consolidés dressés par la direction, d'examiner les honoraires versés aux auditeurs externes et de faire des recommandations au conseil d'administration à cet égard. Le comité d'audit fait part de ses constatations au conseil d'administration pour qu'il en soit tenu compte lorsque ce dernier approuve la publication des états financiers consolidés et du rapport de gestion à l'intention des actionnaires.

Les états financiers consolidés aux 31 mars 2011 et 2010 ont été audités, au nom des actionnaires, par les auditeurs externes, Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L., conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les auditeurs externes ont librement et pleinement accès au comité d'audit afin de discuter de leur audit et de questions connexes.



Gilles Labbé, FCA  
Président et chef de la direction



Réal Bélanger, CA  
Vice-président exécutif et chef de la direction financière

Le 27 mai 2011

# RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Aux actionnaires de Héroux-Devtek Inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Héroux-Devtek, qui comprennent les bilans consolidés aux 31 mars 2011 et 2010, et les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

## Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

## Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, et notamment de leur évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, les auditeurs prennent en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

## Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Héroux-Devtek aux 31 mars 2011 et 2010, ainsi que de ses résultats d'exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

*Ernst & Young S.N.L./S.E.N.C.R.L.*

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.  
Comptables agréés

Montréal (Québec)  
Le 26 mai 2011

---

<sup>1</sup> CA auditeur permis n° 19483

# BILANS CONSOLIDÉS

AUX 31 MARS 2011 ET 2010 (EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

	NOTES	2011	2010
<b>Actif</b>	<b>3, 17</b>		
<b>Actif à court terme</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		32 910 \$	46 591 \$
Comptes clients		62 623	39 085
Impôts à recevoir		716	1 349
Autres débiteurs	9, 23	12 240	11 174
Stocks	10	101 472	84 408
Frais payés d'avance		2 498	2 151
Impôts futurs	20	5 819	5 124
Instruments financiers dérivés	11	10 923	7 568
		229 201	197 450
<b>Immobilisations corporelles, montant net</b>	12	145 047	137 670
<b>Actifs incorporels à durée de vie limitée, montant net</b>	13	18 486	11 698
<b>Autres actifs</b>	8,14	10 743	12 408
<b>Écart d'acquisition</b>	15	40 398	35 621
		443 875 \$	394 847 \$
<b>Passif et capitaux propres</b>			
<b>Passif à court terme</b>			
Comptes fournisseurs et charges à payer	23	68 893 \$	58 069 \$
Comptes fournisseurs – autres	16	4 980	4 591
Impôts à payer		1 622	138
Impôts futurs	20	6 474	7 161
Tranche à court terme de la dette à long terme	17	5 136	4 250
		87 105	74 209
<b>Dette à long terme</b>	17	94 376	76 807
<b>Autres passifs</b>	18	9 182	10 948
<b>Impôts futurs</b>	20	20 547	15 791
		211 210	177 755
<b>Capitaux propres</b>			
Capital-actions	19	100 136	100 641
Surplus d'apport	19	2 010	1 615
Cumul des autres éléments du résultat étendu		(5 871)	(4 618)
Bénéfices non répartis		136 390	119 454
		232 665	217 092
		443 875 \$	394 847 \$

Engagements et éventualités (notes 23 et 24)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Au nom du conseil d'administration,



Louis Morin  
Administrateur



Gilles Labbé  
Administrateur



# ÉTATS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2011 ET 2010 (EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LES ACTIONS ET LES DONNÉES PAR ACTION)

	NOTES	2011	2010
	<b>3</b>		
Ventes		<b>357 572 \$</b>	320 354 \$
Coût des ventes, incluant la charge d'amortissement de 23 610 \$ (21 260 \$ en 2010)	<b>2,10</b>	<b>300 312</b>	270 012
Bénéfice brut		<b>57 260</b>	50 342
Frais de vente et d'administration	<b>7,19</b>	<b>26 040</b>	23 165
Bénéfice d'exploitation		<b>31 220</b>	27 177
Frais financiers, montant net	<b>17</b>	<b>5 156</b>	4 676
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et frais de restructuration		<b>26 064</b>	22 501
Frais de restructuration	<b>8</b>	<b>637</b>	—
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices		<b>25 427</b>	22 501
Impôts sur les bénéfices	<b>20</b>	<b>6 900</b>	6 498
Bénéfice net		<b>18 527 \$</b>	16 003 \$
Bénéfice par action – de base		<b>0,62 \$</b>	0,52 \$
Bénéfice par action – dilué		<b>0,61 \$</b>	0,52 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice		<b>30 112 464</b>	30 661 745

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

# ÉTATS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2011 ET 2010 (EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

	Notes	Capital- actions	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat étendu	Bénéfices non répartis	Résultat étendu
<b>Solde au 31 mars 2010</b>		100 641 \$	1 615 \$	(4 618) \$	119 454 \$	— \$
Actions ordinaires :	19					
Émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions		1 144	—	—	—	—
Émises en vertu du régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat		330	—	—	—	—
Rachetées en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des affaires de la Société		(1 979)	—	—	(1 591)	—
Charge au titre de la rémunération à base d'actions	19	—	395	—	—	—
Bénéfice net		—	—	—	18 527	18 527
Gains (pertes) sur les instruments financiers dérivés, désignés à titre de couverture de flux de trésorerie, déduction faite des impôts de 2 907 \$, montant net		—	—	8 630	—	8 630
(Gains) pertes sur les instruments financiers dérivés désignés à titre de couverture de flux de trésorerie, reclassés en résultat net durant l'exercice écoulé, déduction faite des impôts de 2 383 \$, montant net		—	—	(6 898)	—	(6 898)
Gains sur la couverture des investissements nets dans des établissements étrangers autonomes, déduction faite des impôts de 207 \$, montant net		—	—	590	—	590
Écart de conversion cumulé		—	—	(3 575)	—	(3 575)
<b>Solde au 31 mars 2011</b>		<b>100 136 \$</b>	<b>2 010 \$</b>	<b>(5 871) \$</b>	<b>136 390 \$</b>	<b>17 274 \$</b>

	Notes	Capital- actions	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat étendu	Bénéfices non répartis	Résultat étendu
<b>Solde au 31 mars 2009</b>		102 822 \$	1 375 \$	(12 124) \$	104 418 \$	— \$
Actions ordinaires :	19					
Émises en vertu du régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat		322	—	—	—	—
Rachetées en vertu des offres publiques de rachat dans le cours normal des affaires de la Société		(2 503)	—	—	(967)	—
Charge au titre de la rémunération à base d'actions	19	—	240	—	—	—
Bénéfice net		—	—	—	16 003	16 003
Gains (pertes) sur les instruments financiers dérivés, désignés à titre de couverture de flux de trésorerie, déduction faite des impôts de 9 716 \$, montant net		—	—	23 313	—	23 313
(Gains) pertes sur les instruments financiers dérivés désignés à titre de couverture de flux de trésorerie, reclassés en résultat net durant l'exercice écoulé, déduction faite des impôts de 326 \$, montant net		—	—	692	—	692
Écart de conversion cumulé		—	—	(16 499)	—	(16 499)
<b>Solde au 31 mars 2010</b>		<b>100 641 \$</b>	<b>1 615 \$</b>	<b>(4 618) \$</b>	<b>119 454 \$</b>	<b>23 509 \$</b>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

# ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2011 ET 2010 (EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

	NOTES	2011	2010
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie liés à ce qui suit :</b>			
<b>Activités d'exploitation</b>			
Bénéfice net		18 527 \$	16 003 \$
Éléments sans effet sur les liquidités :			
Charge d'amortissements		23 610	21 260
Impôts futurs	20	3 978	6 443
Perte liée à la vente d'immobilisations corporelles		324	379
Amortissement des frais de financement reportés	17	350	168
Désactualisation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et des prêts des autorités gouvernementales	17	1 570	1 374
Charge au titre de la rémunération à base d'actions	19	395	240
Fonds autogénérés des activités d'exploitation		48 754	45 867
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement liés à l'exploitation	21	(19 155)	(8 121)
<b>Flux de trésorerie d'exploitation</b>		<b>29 599</b>	<b>37 746</b>
<b>Activités d'investissement</b>			
Acquisition d'une entreprise	3	(28 813)	—
Acquisition d'immobilisations	2,12	(19 646)	(13 740)
Augmentation d'actifs incorporels à durée de vie limitée, montant net	2,13	(7 980)	(3 763)
Produit de la vente d'immobilisations		139	8
<b>Flux de trésorerie d'investissement</b>		<b>(56 300)</b>	<b>(17 495)</b>
<b>Activités de financement</b>			
Augmentation de la dette à long terme	3	23 727	2 404
Remboursement de la dette à long terme		(5 428)	(5 292)
Augmentation des frais de financement reportés	17	(2 198)	—
Rachat d'actions ordinaires	19	(3 570)	(3 470)
Émission d'actions ordinaires	19	1 474	322
<b>Flux de trésorerie de financement</b>		<b>14 005</b>	<b>(6 036)</b>
<b>Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie</b>		<b>(985)</b>	<b>(7 383)</b>
<b>Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de l'exercice</b>		<b>(13 681)</b>	<b>6 832</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice</b>		<b>46 591</b>	<b>39 759</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice</b>		<b>32 910 \$</b>	<b>46 591 \$</b>
<b>Informations supplémentaires :</b>			
Intérêts payés		2 834 \$	2 783 \$
Impôts sur les bénéfices payés		1 114 \$	4 269 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2011 ET 2010 (TOUS LES MONTANTS SONT EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LES DONNÉES PAR ACTION)

## NOTE 1. NATURE DES ACTIVITÉS

Héroux-Devtek Inc. et ses filiales (la «Société») se spécialisent dans la conception, le développement, la fabrication, la réparation et la remise à neuf de systèmes et de composants utilisés principalement dans les secteurs de l'aérospatiale et des produits industriels. Ainsi, la Société réalise une part importante de ses ventes auprès d'un nombre limité de clients situés principalement aux États-Unis et au Canada.

## NOTE 2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

### Mode de présentation

Les états financiers consolidés ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus («PCGR») du Canada dans le cadre des principales conventions comptables résumées ci-après.

### Mode de consolidation

Les états financiers consolidés regroupent les principales filiales en propriété exclusive de la Société suivantes :

- McSwain Manufacturing Corporation
- Progressive Incorporated
- Devtek Aerospace Inc.
- HDI Landing Gear USA Inc.

### Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers consolidés selon les PCGR du Canada exige que la direction ait recours à des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les actifs et les passifs présentés, les produits (ventes) et les charges connexes, et la présentation d'information à l'égard des actifs et des passifs éventuels. Les éléments des états financiers qui font davantage appel à l'utilisation d'estimations incluent les hypothèses relatives aux contrats de vente, le calcul des prestations de retraite et des avantages complémentaires de retraite pour les employés, les provisions en matière de questions environnementales, les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, la durée de vie utile des actifs aux fins du calcul de l'amortissement et de l'évaluation de leur valeur recouvrable nette, la détermination de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge lors de regroupements d'entreprises, la juste valeur implicite de l'écart d'acquisition, les impôts sur les bénéfices et l'établissement de la juste valeur des instruments financiers. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

### Conversion des devises étrangères

La monnaie fonctionnelle de Héroux-Devtek Inc. et de ses entités opérantes au Canada est le dollar canadien. La monnaie fonctionnelle des entités opérantes aux États-Unis est le dollar américain.

#### • Établissements étrangers autonomes

Les actifs et les passifs des filiales étrangères libellés en devises étrangères sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les produits et les charges sont convertis au taux de change moyen de l'exercice. Les gains et les pertes de change sont reportés et présentés dans un poste distinct des capitaux propres, soit le cumul des autres éléments du résultat étendu.

#### • Opérations conclues en devises étrangères

Les opérations en devises étrangères sont converties selon la méthode temporelle. Selon cette méthode, les éléments monétaires du bilan sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Les produits (ventes) et les charges sont convertis à l'aide des taux de change moyens en vigueur au cours de chaque mois de l'exercice. Les gains et les pertes de change sont inclus dans les états des résultats consolidés.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2011 ET 2010 (TOUS LES MONTANTS SONT EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LES DONNÉES PAR ACTION)

## NOTE 2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

### Instruments financiers

Les instruments financiers sont comptabilisés au bilan consolidé lorsque la Société devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier. Au moment de la comptabilisation initiale, tous les instruments financiers, y compris les instruments financiers dérivés incorporés qui ne sont pas étroitement liés au contrat hôte, sont évalués à la juste valeur. Après la comptabilisation initiale, l'évaluation des instruments financiers dépend de leur classement : détenus à des fins de transaction, disponibles à la vente, prêts et créances, détenus jusqu'à leur échéance ou passifs autres que détenus à des fins de transaction.

Les actifs financiers et les passifs financiers détenus à des fins de transaction sont évalués à la juste valeur, et les gains et pertes sont comptabilisés en résultat net de l'exercice au cours duquel ils surviennent. Les actifs financiers classés comme prêts et créances ou détenus jusqu'à leur échéance et les passifs financiers autres que détenus à des fins de transaction sont évalués au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les actifs financiers classés comme disponibles à la vente sont évalués à la juste valeur. Les gains et pertes latents, y compris ceux découlant de la fluctuation des taux de change, sont comptabilisés directement dans les autres éléments du résultat étendu, à l'exception des pertes de valeur qui sont comptabilisés en résultat net, jusqu'à la décomptabilisation de l'actif financier, moment où le gain ou la perte cumulé déjà comptabilisé dans le cumul des autres éléments du résultat étendu doit être inclus dans le résultat net de l'exercice.

Au cours des exercices 2011 et 2010, la Société a classé ses instruments financiers de la façon suivante :

- La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont classés comme détenus à des fins de transaction.
- Les montants à recevoir, autres que les montants à recevoir du gouvernement, sont classés comme prêts et créances.
- Les montants à payer sont classés comme des passifs à court terme, et les dettes à long terme (y compris la tranche à court terme) sont classés comme passifs autres que détenus à des fins de transaction.

### Instruments financiers dérivés

Aux termes de sa politique de gestion des risques, la Société a recours à des instruments financiers dérivés afin de gérer ses risques de change et de taux d'intérêt. Ces instruments financiers dérivés sont évalués à la juste valeur, y compris les dérivés incorporés dans des instruments financiers ou d'autres contrats non financiers qui ne sont pas étroitement liés aux contrats hôtes. La direction est responsable de l'établissement des niveaux de risque acceptables et des activités de surveillance, dans la mesure jugée nécessaire, des opérations couvrant ces risques. La Société a recours à ces instruments financiers uniquement dans le but de couvrir ses engagements ou obligations existants. Ces instruments financiers dérivés ne sont pas utilisés à des fins spéculatives.

La Société a désigné des contrats de change à terme et des swaps de taux d'intérêt à titre de couverture de flux de trésorerie. Dans une relation de couverture de flux de trésorerie, une variation de la juste valeur de ces dérivés est comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu dans la mesure où la couverture est efficace. La tranche inefficace de la couverture et les variations de la juste valeur des dérivés qui n'ont pas été désignés comme couverture de flux de trésorerie, y compris les dérivés incorporés, sont comptabilisées à titre de gains et de pertes en résultat net. Le montant comptabilisé dans les autres éléments du résultat étendu est reclassé en résultat net et comptabilisé comme un rajustement du coût ou du produit de l'élément couvert correspondant au moment où ce dernier est réalisé.

### Couverture des investissements nets dans des établissements étrangers autonomes

La Société désigne certaines dettes à long terme comme des couvertures des investissements nets dans des établissements étrangers autonomes. La partie du gain ou de la perte sur l'élément de couverture qui est considérée comme constituant une couverture efficace est comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu, tandis que la partie inefficace est comptabilisée en résultat net. Les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu sont reclassés dans le résultat net lorsque les gains ou les pertes de change correspondants qui découlent de la conversion des états financiers de l'établissement étranger autonome sont comptabilisés dans le résultat net.

### Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse et les placements très liquides détenus auprès d'institutions financières de première qualité, dont l'échéance est de trois mois ou moins à la date d'acquisition.



# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2011 ET 2010 (TOUS LES MONTANTS SONT EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LES DONNÉES PAR ACTION)

## NOTE 2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

### Évaluation des stocks, coûts de développement capitalisés, coût des ventes et constatation des produits

#### a] Évaluation des stocks, coûts de développement capitalisés et coût des ventes

Les stocks comprennent les matières premières, la main-d'œuvre directe et les coûts indirects de fabrication connexes et comprennent, s'il y a lieu, l'amortissement des coûts non récurrents des contrats connexes. Ces coûts non récurrents représentent les frais de conception directs, les frais de fabrication directs, d'autres coûts de préproduction directs (unités de test, prototypes et autres coûts connexes) et les frais d'outillage qui sont comptabilisés et amortis de la façon suivante :

COÛTS NON RÉCURRENTS	COMPTABILISÉS AU BILAN À TITRE DE	MÉTHODE D'AMORTISSEMENT
Frais de conception d'ingénierie directs	Actifs incorporels à durée de vie limitée – coûts de développement capitalisés	Quantité prédéterminée au contrat
Frais initiaux de fabrication directs	Actifs incorporels à durée de vie limitée – coûts de développement capitalisés	Quantité prédéterminée au contrat
Autres coûts de préproduction directs	Actifs incorporels à durée de vie limitée – coûts de développement capitalisés	Quantité prédéterminée au contrat
Frais d'outillage directement liés à un contrat de vente spécifique	Immobilisations corporelles	Quantité prédéterminée au contrat, sans excéder dix (10) ans
Autres frais d'outillage	Immobilisations corporelles	Méthode linéaire sur cinq (5) ans

Les quantités déterminées par contrat sont établies selon l'évaluation par la direction au début de la production pour chaque contrat, tout en tenant compte des commandes fermes et des options, entre autres. La direction de la Société mène un examen trimestriel ainsi qu'un examen annuel détaillé, au quatrième trimestre, des coûts de développement capitalisés liés aux contrats, de leur recouvrabilité et des quantités au contrat.

Les stocks comprennent les matières premières, les produits en cours de fabrication et les produits finis, lesquels sont évalués au moindre du coût (méthode du coût unitaire) et de la valeur de réalisation nette. La méthode du coût unitaire est la méthode de coût selon laquelle les coûts de production réels sont imputés à chaque unité produite et comptabilisés en résultat à mesure que les unités sont livrées.

Les sommes reçues des clients au titre de la facturation progressive sont déduites du coût des stocks y afférents. L'excédent, le cas échéant, des sommes reçues au titre de la facturation progressive sur le coût des stocks y afférents est comptabilisé à titre d'avances des clients dans les comptes fournisseurs – autres.

#### b] Constatation des produits

Les produits provenant de la vente de produits liés aux secteurs de l'Aérospatiale et des Produits industriels sont constatés à mesure que les unités connexes sont livrées et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Les provisions pour pertes sur contrat, le cas échéant, sont constituées dès qu'il est établi que le total des coûts estimatifs du contrat pourrait excéder le total des produits du contrat, et sont comptabilisées dans les comptes fournisseurs et charges à payer.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2011 ET 2010 (TOUS LES MONTANTS SONT EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LES DONNÉES PAR ACTION)

## NOTE 2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

### Actifs à long terme

Les actifs à long terme sont composés des immobilisations corporelles et des actifs incorporels à durée de vie limitée qui incluent les coûts de développement capitalisés (voir ci-dessus). Les actifs à long terme destinés à être utilisés sont soumis à un test de dépréciation lorsque certains événements ou changements de situation indiquent que la valeur comptable d'un actif pourrait ne pas être recouvrable. Le test de recouvrabilité est effectué en utilisant les flux de trésorerie futurs non actualisés qui sont directement associés à l'utilisation et à la cession éventuelle de l'actif. Le montant de la perte de valeur, le cas échéant, correspond à l'écart entre la valeur comptable et la juste valeur de l'actif déprécié, et est présenté à titre d'amortissement additionnel au cours de l'exercice considéré.

Les actifs à long terme sont comptabilisés au coût et l'amortissement est calculé selon la méthode linéaire, sauf pour le carnet de commandes qui est amorti au prorata sur la durée de vie des contrats de vente connexes et le nombre d'unités livrées, sur la durée de vie utile estimative des actifs visés, comme suit :

Bâtiments et améliorations locatives	5 à 40 ans
Machinerie, équipement et outillage	3 à 15 ans
Machinerie et équipement détenus aux termes d'un contrat de location-acquisition	3 à 15 ans
Matériel roulant	3 à 10 ans
Matériel informatique et de bureau	3 à 5 ans
Actifs incorporels à durée de vie limitée	
- Coûts liés aux logiciels	3 à 5 ans
- Carnet de commandes	sur la durée de vie des contrats de vente connexes et le nombre d'unités livrées

L'amortissement des constructions en cours commence au moment où les installations sont prêtes à être utilisées.

### Aide gouvernementale

L'aide gouvernementale, incluant les crédits d'impôt à l'investissement, les autres crédits d'impôt et le montant actualisé des prêts des autorités gouvernementales, est comptabilisée en réduction des dépenses en immobilisations, coûts de développement capitalisés, stocks ou charges connexes lorsqu'il existe une assurance raisonnable que l'aide sera reçue.

Au cours de l'exercice 2011, la Société a comptabilisé un montant de 2 384 \$ d'aide gouvernementale (5 395 \$ en 2010) à titre de réduction du coût des ventes et 3 903 \$ (2 083 \$ en 2010) à titre de réduction des dépenses en immobilisations ou coûts de développement capitalisés connexes.

### Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de la Société constituent essentiellement des coûts de remise en état liés à l'usine de fabrication. La juste valeur de ces obligations est évaluée au cours de la période pendant laquelle les coûts sont engagés lorsqu'il est possible de faire une estimation raisonnable de leur juste valeur. La juste valeur des obligations correspond au montant estimatif des flux de trésorerie futurs totaux actualisés des obligations juridiques afférentes à la mise hors service future de ces immobilisations. Les coûts des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations sont capitalisés au titre des immobilisations connexes et amortis sur leur durée de vie utile, tandis que les variations de la valeur actualisée des obligations sont comptabilisées en résultat net.

Au 31 mars 2011, une provision de 4 202 \$ (4 653 \$ au 31 mars 2010) a été incluse dans les autres passifs de la Société et un montant de 1 164 \$ (627 \$ en 2010) dans les comptes fournisseurs et les charges à payer en fonction du montant estimatif des flux de trésorerie futurs totaux actualisés établie par la direction au moyen d'un taux de 4,5 % (4,5 % en 2010). Au cours de l'exercice 2011, une charge de désactualisation de 240 \$ a été comptabilisée (228 \$ en 2010) dans les frais financiers (voir la note 17).

### Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition représente l'excédent du prix d'achat, y compris les frais d'acquisition jusqu'au 31 mars 2009, sur la juste valeur de l'actif net identifiable acquis. L'écart d'acquisition est soumis à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment si des événements ou des situations, comme une baisse importante des flux de trésorerie prévus, indiquent qu'il est plus probable qu'improbable que l'actif pourrait avoir subi une perte de valeur. L'écart d'acquisition est considéré comme ayant subi une perte de valeur quand la valeur comptable d'un secteur («unité d'exploitation»), y compris l'écart d'acquisition attribué, excède sa juste valeur.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2011 ET 2010 (TOUS LES MONTANTS SONT EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LES DONNÉES PAR ACTION)

## NOTE 2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

### Écart d'acquisition (suite)

La Société évalue la recouvrabilité de l'écart d'acquisition au moyen d'un test en deux étapes au niveau de l'unité d'exploitation. Au cours de la première étape, la juste valeur de l'unité d'exploitation, basée sur les flux de trésorerie futurs actualisés, est comparée à sa valeur comptable nette. Lorsque la juste valeur excède la valeur comptable, aucune dépréciation n'est constatée et il n'est pas nécessaire de procéder à la deuxième étape. Lorsque la valeur comptable de l'unité d'exploitation excède sa juste valeur, il faut procéder à la deuxième étape du test qui consiste à déterminer la juste valeur implicite de l'écart d'acquisition de l'unité d'exploitation. La juste valeur implicite de l'écart d'acquisition est l'excédent de la juste valeur de l'unité d'exploitation sur la juste valeur des éléments identifiables de l'actif net de l'unité d'exploitation. La valeur comptable de l'écart d'acquisition qui excède sa juste valeur implicite est imputée aux résultats.

### Frais de financement reportés

Les frais de financement reportés, liés à la dette à long terme sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif, et le solde après amortissement est présenté en réduction de la dette à long terme.

### Régimes de retraite et régimes d'avantages complémentaires de retraite

- L'évaluation actuarielle des obligations au titre des prestations constituées est fondée sur la méthode de répartition des prestations pour le régime à rente uniforme et sur la méthode de répartition des prestations au prorata des services pour les autres régimes (qui font appel à la meilleure estimation de la direction concernant l'évolution future des niveaux de salaire, le cas échéant, l'augmentation des autres coûts, l'âge de départ à la retraite des employés et d'autres facteurs actuariels).
- Pour les besoins du calcul du taux de rendement prévu des actifs des régimes, ces actifs sont évalués à leur juste valeur.
- Les gains actuariels (pertes actuarielles) résultent de l'écart entre le rendement réel des actifs des régimes au cours d'une période et leur rendement à long terme prévu pendant cette période, ainsi que des modifications apportées aux hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer l'obligation au titre des prestations constituées. L'excédent du gain actuariel cumulé net (de la perte actuarielle cumulée nette) sur 10 % de l'obligation au titre des prestations constituées, ou sur 10 % de la juste valeur des actifs des régimes, si ce dernier montant est plus élevé, est amorti sur la durée résiduelle moyenne d'activité des employés actifs. La durée résiduelle moyenne pondérée d'activité des employés actifs s'établit à 15 ans pour 2011 et 2010.
- Le coût des services passés découlant des modifications apportées aux régimes est reporté et amorti selon la méthode linéaire sur la durée résiduelle moyenne d'activité des employés actifs à la date des modifications.
- Le 1<sup>er</sup> avril 2000, la Société a adopté, de manière prospective, la nouvelle norme comptable sur les avantages sociaux futurs. L'obligation transitoire est amortie sur 17 ans selon la méthode linéaire, soit la durée résiduelle moyenne pondérée d'activité des employés qui devraient toucher des avantages en vertu des régimes d'avantages sociaux au 1<sup>er</sup> avril 2000.
- Lorsque la restructuration d'un régime d'avantages sociaux entraîne à la fois une compression et un règlement des obligations découlant de ce régime, la compression est comptabilisée avant le règlement.

### Impôt sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices sont calculés selon la méthode axée sur le bilan. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts futurs sont calculés en tenant compte de tous les écarts importants entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs, d'après les taux d'imposition pratiquement en vigueur et les lois fiscales en vigueur au cours de l'exercice où les écarts devraient se résorber.

Une provision pour moins-value est comptabilisée en vue de réduire la valeur comptable des actifs d'impôts futurs quand il est plus probable qu'improbable que ces actifs ne se réaliseront pas.

### Bénéfice par action

Les montants au titre du bénéfice par action sont déterminés en utilisant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. La méthode du rachat d'actions est utilisée pour calculer le bénéfice dilué par action et tient compte de l'exercice de tous les facteurs de dilution. Cette méthode suppose que le produit provenant des options d'achat d'actions dans le cours serait utilisé pour racheter des actions ordinaires à leur cours moyen au cours de l'exercice.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2011 ET 2010 (TOUS LES MONTANTS SONT EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LES DONNÉES PAR ACTION)

## NOTE 2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

### Rémunération et autres paiements à base d'actions

- **Régime d'options d'achat d'actions**

La Société offre un régime d'options d'achat d'actions en vertu duquel des options visant l'achat d'actions ordinaires sont émises essentiellement en faveur des dirigeants et des employés clés. La Société utilise le modèle binomial pour déterminer la juste valeur des options d'achat d'actions et impute aux résultats toutes les attributions d'options d'achat d'actions sur la durée d'acquisition des droits. La charge de rémunération connexe est incluse dans les frais de vente et d'administration, et sa contrepartie est comptabilisée au poste Surplus d'apport de la Société.

- **Régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat**

La Société offre un régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat qui permet aux membres clés de la direction de souscrire, au moyen de retenues salariales, un certain nombre d'actions ordinaires émises par la Société. L'émission d'actions ordinaires est comptabilisée dans le capital-actions de la Société. En outre, la Société verse un montant égal à 50 % des cotisations d'un employé, montant qui ne peut excéder 10 % du salaire annuel de base de l'employé, en attribuant à l'employé des actions ordinaires additionnelles acquises à la Bourse de Toronto (TSX) au cours du marché. Toutefois, la cotisation de la Société ne peut excéder 4 % du salaire de base annuel de l'employé. Les actions ordinaires achetées par la Société au nom des employés sont comptabilisées à titre de charge de rémunération, et celle-ci est incluse dans les frais de vente et d'administration de la Société.

- **Régime de droits à la plus-value d'actions**

La Société offre un régime de droits à la plus-value d'actions («DPVA») en vertu duquel des DPVA sont attribués aux administrateurs non salariés. Ce régime permet aux participants de recevoir sous forme de prime, à la date d'exercice d'un DPVA, une contrepartie au comptant égale à l'excédent du cours des actions ordinaires à la date d'exercice du DPVA sur la valeur attribuée initiale du DPVA. Les DPVA sont imputés aux résultats sur leur durée d'acquisition, et leurs coûts sont déterminés en fonction du cours des actions ordinaires de la Société par rapport à leur valeur attribuée. La charge de rémunération connexe est incluse dans les frais de vente et d'administration, et sa contrepartie est comptabilisée dans les comptes fournisseurs et charges à payer de la Société jusqu'à ce que les DPVA soient exercés ou annulés.

En août 2010, le conseil d'administration a décidé de mettre un terme au DPVA et de le remplacer par un régime d'unités d'actions différées (voir ci-après), qui a été approuvé après la fin du dernier exercice, soit en mai 2011.

- **Régime d'unités d'actions différées**

Depuis mai 2011, la Société offre un régime d'unités d'actions différées, qui remplace le régime de droits à la plus-value d'actions (voir ci-haut), en vertu duquel des droits sont attribués aux administrateurs non salariés. Ce régime permet aux participants de recevoir sous forme de rémunération, mais seulement à la date de départ et à titre de membres du conseil d'administration, une contrepartie au comptant égale au cours des actions ordinaires de la Société pour chaque unité.

Ces unités sont passées en charges à mesure qu'elles sont gagnées et leur coût est déterminé selon le cours du marché des actions ordinaires de la Société. Chaque administrateur peut également choisir, à chaque exercice financier, de convertir jusqu'à concurrence de 50 % ses honoraires annuels d'administrateur en unités supplémentaires. Ces unités seront acquises sur une période d'un an. La charge de rémunération s'y rattachant se trouve dans les frais de vente et d'administration, et sa contrepartie est comptabilisée au titre des comptes fournisseurs et charges à payer de la Société.

### Obligations environnementales

Un passif environnemental est comptabilisé lorsque des réclamations à l'égard de l'environnement ou des mesures correctives sont probables et que les coûts peuvent être estimés de façon raisonnable. Les dépenses environnementales qui ont trait aux activités courantes sont passées en charges ou capitalisées, selon le cas. Les dépenses environnementales relatives à des immobilisations qui en prolongent la durée de vie, augmentent la capacité ou améliorent la sécurité, ou qui atténuent ou préviennent une contamination environnementale qui ne s'est pas encore produite sont incluses dans les immobilisations corporelles et sont habituellement amorties sur la durée de vie utile résiduelle de l'actif sous-jacent. Les dépenses qui ont trait à une situation existante résultant d'activités antérieures, et qui ne serviront pas à dégager des revenus futurs, sont constatées dans les résultats.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2011 ET 2010 (TOUS LES MONTANTS SONT EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LES DONNÉES PAR ACTION)

## NOTE 2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

### Modifications futures de conventions comptables

#### Normes internationales d'information financière («IFRS»)

Les PCGR du Canada pour la plupart des entités ayant une obligation d'information du public seront remplacés par les normes IFRS à compter de l'année civile 2011. Les IFRS utilisent un cadre conceptuel semblable à celui des PCGR du Canada, mais présentent des différences importantes en ce qui concerne la comptabilisation, l'évaluation et l'information à fournir. Pour la Société, le basculement vers les IFRS sera exigé dès la publication de ses états financiers intermédiaires et annuels portant sur les périodes débutant le 1<sup>er</sup> avril 2011. L'IFRS 1, Première application des Normes internationales d'information financière, exige que l'entité qui adopte les IFRS pour la première fois applique rétrospectivement toutes les IFRS à la fin de la première période annuelle de présentation de l'information financière. Pour plus de renseignements relatifs au basculement aux IFRS de la Société, veuillez vous reporter à la rubrique portant sur le basculement aux IFRS du rapport de gestion pour les exercices clos les 31 mars 2011.

## NOTE 3. ACQUISITION D'UNE ENTREPRISE

Le 28 avril 2010, la Société a annoncé qu'elle avait conclu l'acquisition, par l'entremise d'une filiale américaine, de la quasi totalité des actifs nets d'Eagle Tool & Machine Co. et de sa filiale All Tools, Inc. (E-2 Precision Products), deux sociétés américaines privées spécialisées dans la fabrication de composants usinés de précision destinés principalement au secteur aérospatial militaire, dont les ventes annuelles s'élevaient à environ 40 000 \$ selon le dernier exercice clos le 31 décembre 2009 et à 45 044 \$ depuis l'acquisition au cours de l'exercice 2011.

La répartition finale du prix d'achat total des actifs nets acquis, ainsi que les sources de financement, se présentent comme suit :

ACTIFS NETS ACQUIS		SOURCES DE FINANCEMENT	
Fonds de roulement	16 797 \$	Facilités de crédit	16 711 \$
Immobilisations corporelles	8 498	Trésorerie	12 102
Carnet de commandes	1 390	Billet	3 721
Écart d'acquisition	5 849		
	32 534 \$		32 534 \$

Les actifs incorporels identifiables liés à l'acquisition de cette entreprise, qui totalisent 1 390 \$, ont été affectés au carnet de commandes. La valeur du carnet de commandes a été déterminée au moyen la méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie. L'excédent du prix d'acquisition sur la juste valeur des actifs corporels nets acquis et le carnet de commandes acquis totalisent 5 849 \$.

Le billet est remboursable au vendeur sur une période de 40 mois, à compter du 30 avril 2010, est assorti d'un taux d'intérêt fixe de 5 % et est garanti par la Société. La valeur sous-jacente du carnet de commandes qui porte sur des contrats de vente particuliers est amortie au prorata sur la durée de vie des contrats de vente connexes et le nombre d'unités livrées.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2011 ET 2010 (TOUS LES MONTANTS SONT EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LES DONNÉES PAR ACTION)

## NOTE 4. GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La Société est partie à des instruments financiers et, de ce fait, est particulièrement exposée à des risques de marché, de crédit, de concentration de crédit et de liquidité.

Risque de marché	Risque de fluctuation de la juste valeur des flux de trésorerie futurs des instruments financiers découlant des variations des cours du marché, que ces dernières soient causées par des facteurs spécifiques à des instruments financiers en particulier ou à son émetteur, ou par des facteurs qui touchent l'ensemble des instruments financiers similaires négociés sur le marché. La Société est surtout exposée aux risques de marché suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Risque de change</li> <li>• Risque de taux d'intérêt</li> </ul>
Risques de crédit et de concentration de crédit	Risque de crédit – Risque qu'une partie à un instrument financier néglige de respecter ses engagements, entraînant une perte financière pour l'autre partie.  Risque de concentration de crédit – Risque que la Société fasse affaire avec un nombre limité de clients et d'institutions financières, ce qui pourrait augmenter le risque de crédit tel qu'il est défini ci-dessus.
Risque de liquidité	Risque que la Société éprouve des difficultés à respecter ses engagements liés à des passifs financiers.

### Risque de marché

#### Risque de change

La Société conclut des opérations en devises au Canada et exerce des activités aux États-Unis, ce qui l'expose au risque de fluctuation des devises. En se basant sur son dernier exercice terminé le 31 mars 2011, les ventes réalisées et les coûts engagés en devises par les établissements de la Société au Canada et aux États-Unis se sont établis comme suit (calculés en fonction du total des ventes et des coûts consolidés de la Société) :

	ÉTABLISSEMENTS CANADIENS		ÉTABLISSEMENTS AMÉRICAINS		TOTAL	
	Ventes	Coûts	Ventes	Coûts	Ventes	Coûts
Dollar américain	45 %	22 %	37 %	40 %	82 %	62 %
Dollar canadien	18 %	38 %	—	—	18 %	38 %
<b>% des ventes / coûts consolidés</b>	<b>63 %</b>	<b>60 %</b>	<b>37 %</b>	<b>40 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

L'ensemble des instruments financiers libellés en dollars américains<sup>(1)</sup> dans les bilans consolidés de la Société aux 31 mars 2011 et 2010 comprend ce qui suit :

	2011	2010
Actifs financiers à court terme	75 681 \$	63 565 \$
Actifs financiers à long terme	212	—
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>75 893 \$</b>	<b>63 565 \$</b>
Passifs financiers à court terme	29 541 \$	18 516 \$
Passifs financiers à long terme	64 921	48 158
<b>Total des passifs financiers</b>	<b>94 462 \$</b>	<b>66 674 \$</b>

<sup>1)</sup> Compte non tenu des instruments financiers dérivés liés aux contrats de change à terme.



# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2011 ET 2010 (TOUS LES MONTANTS SONT EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LES DONNÉES PAR ACTION)

## NOTE 4. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (suite)

### Risque de marché (suite)

Dans le but d'atténuer le risque lié aux fluctuations des devises sur les ventes, la Société a recours à des instruments dérivés pour couvrir ce risque, essentiellement lié au dollar américain, et découlant de ses activités au Canada.

La politique de gestion du risque de change de la Société exige la couverture de 50 % à 75 %, en moyenne, de l'exposition aux devises connue, essentiellement au cours des deux exercices financiers suivants, des entrées de fonds prévues provenant de ventes libellées en dollars américains réalisées par ses établissements canadiens et se rapportant à des contrats de vente à long terme, déduction faite des sorties de fonds prévues, en dollars américains, effectuées par ses établissements canadiens découlant essentiellement de l'achat de matières premières et de certaines autres matières. Cette politique de couverture vise également, pour une période additionnelle variant entre un et trois exercices, les entrées ou sorties de fonds nettes prévues, comme il est décrit ci-dessus, liées à certains contrats de vente à long terme particuliers, sur une base très réduite.

Au 31 mars 2011, en conformité avec la politique de gestion du risque de change susmentionnée, la Société était partie à des contrats de change à terme totalisant 159,0 millions de dollars américains à un taux de change moyen pondéré de 1,1032 (dollar canadien par rapport au dollar américain, «\$CA/\$US») (150,0 millions de dollars américains à un taux de change moyen pondéré de 1,1436 \$CA/\$US au 31 mars 2010) échéant au cours des quatre prochains exercices, la majorité échéant au cours des deux prochains exercices.

Au 31 mars 2011, la Société était également partie à des contrats de change à terme totalisant 7,7 millions de dollars américains à un taux de change moyen pondéré de 1,2343 (11,3 millions de dollars américains à un taux de change moyen pondéré de 1,2396 au 31 mars 2010) échéant au cours des trois prochains exercices, la majorité échéant en 2014 pour couvrir le risque de change lié à certains dérivés incorporés.

La sensibilité au taux de change représente la somme des expositions nettes au risque de change des instruments financiers de la Société, incluant les contrats de change à terme susmentionnés à la date du bilan consolidé. Au 31 mars 2011, une appréciation de 1 % du dollar canadien par rapport au dollar américain, toutes les autres variables demeurant stables par ailleurs, aurait diminué le montant du bénéfice net consolidé de 186 \$ (213 \$ en 2010) et le résultat étendu de 555 \$ (447 \$ en 2010), alors qu'une réduction de 1 % aurait eu l'effet contraire pour un montant sensiblement équivalent.

### Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée aux fluctuations du taux d'intérêt principalement à cause de son taux d'intérêt variable sur sa facilité de crédit bancaire à long terme (se reporter à la note 17 des états financiers consolidés). De plus, les fluctuations du taux d'intérêt pourraient également avoir une incidence sur les intérêts créditeurs de la Société qui sont générés par la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

La politique portant sur les taux d'intérêt de la Société exige, en général, de conserver une combinaison appropriée de dettes portant intérêt à des taux fixes et variables afin de réduire l'incidence nette des variations des taux d'intérêt.

En mars 2011, à la suite du renouvellement de la facilité de crédit de la Société et afin de limiter l'incidence des variations des taux d'intérêt sur sa dette à long terme libellée en dollars américains, conformément à la politique de gestion des risques de la Société, celle-ci a conclu trois ententes de swap de taux d'intérêt, pour un total de 40 millions de dollars américains, et a racheté au coût de 0,4 million de dollars les deux swaps de taux d'intérêt non réglés en mars 2011 et rattachés aux facilités de crédit antérieures. Les nouveaux accords, qui fixent le TIOL américain à 3,90 % pour un montant de 20 millions de dollars américains et à 3,91 % pour un autre montant de 20 millions de dollars américains, arriveront à échéance en décembre 2015.

La sensibilité au risque de taux d'intérêt est calculée en fonction du passif à taux variable à la fin de l'exercice. En supposant une augmentation/diminution de 100 points de base du taux d'intérêt au 31 mars 2011, toutes les autres variables demeurant stables par ailleurs, le bénéfice net consolidé de la Société aurait été réduit/augmenté de 138 \$ pour l'exercice (126 \$ en 2010). Pour les instruments financiers dérivés (contrats de swap de taux d'intérêt), une variation de la courbe des taux découlant d'une hausse de 100 points de base, au 31 mars 2011, aurait fait augmenter le résultat étendu de la société de 1 173 \$ pour l'exercice (227 \$ en 2010), tandis qu'une réduction de 100 points de base l'aurait fait diminuer de 1 229 \$ (230 \$ en 2010).

### Risques de crédit et de concentration de crédit

Les risques de crédit et de concentration de crédit représentent les risques liés à la contrepartie lorsque les parties avec lesquelles la Société conclut des ententes ou des contrats sont incapables de respecter leurs engagements.

Le risque de crédit est principalement lié à la possibilité que des clients soient incapables de respecter leurs engagements à l'égard des comptes clients de la Société, et que des institutions financières soient incapables de respecter leurs engagements à l'égard de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des instruments financiers dérivés de la Société.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2011 ET 2010 (TOUS LES MONTANTS SONT EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LES DONNÉES PAR ACTION)

## NOTE 4. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (suite)

### Risques de crédit et de concentration de crédit (suite)

Le risque de concentration de crédit est lié au fait qu'une partie importante des ventes de la Société en 2011, soit environ 60 % (56 % en 2010), est réalisée auprès d'un nombre limité de clients (six clients) et que la Société fait principalement affaire avec un nombre limité d'institutions financières. Plus précisément, la Société a un client représentant 19 % (16 % en 2010) de ses ventes consolidées et deux clients représentant entre 13 % et 14 % (11 % et 13 % en 2010) de ses ventes consolidées, tous dans le secteur de l'aérospatiale.

#### Comptes clients

Les risques de crédit et de concentration de crédit liés à cet instrument financier sont limités du fait que la Société fait habituellement affaire avec de grandes entreprises ou des organismes gouvernementaux, à l'exception des ventes à des petites entreprises privées en Amérique du Nord et à des organismes non gouvernementaux à l'extérieur de l'Amérique du Nord, qui représentent environ 6 % (8 % en 2010) des ventes totales annuelles consolidées de la Société pour les exercices 2011 et 2010.

Hormis l'importante radiation d'un compte client en 2010, par suite à la faillite d'un client coté en Bourse aux États-Unis, la Société n'a pas effectué, par le passé, de radiation importante de comptes clients, et le délai moyen de recouvrement au 31 mars 2011 était à un niveau acceptable pour le secteur dans lequel la Société évolue.

La qualité de crédit des comptes clients fait l'objet d'une analyse régulière dans l'ensemble des activités décentralisées de la Société.

Les variations de la provision pour créances douteuses s'établissaient comme suit pour les exercices terminés les 31 mars 2011 et 2010 :

	2011	2010
Solde au début de l'exercice	761 \$	1,933 \$
Provision pour créances douteuses, déduction faite des reprises	62	(289)
Montants radiés	—	(955)
Incidence des fluctuations du taux de change	10	72
Solde à la fin de l'exercice	833 \$	761 \$

Les comptes clients de la Société, qui sont en souffrance mais qui n'ont pas subi de dépréciation, totalisaient 8 142 \$ au 31 mars 2011 (5 413 \$ en 2010). De ce montant, 1 471 \$ (849 \$ en 2010) étaient en souffrance depuis plus de 90 jours.

#### Trésorerie et équivalents de trésorerie et instruments financiers dérivés

Les risques de crédit et de concentration de crédit liés à ces instruments financiers dérivés sont restreints en raison du fait que la Société fait affaire uniquement avec des banques à charte canadiennes et leurs filiales et succursales américaines et une succursale canadienne d'une banque américaine qui sont des institutions financières de première qualité conformément à la politique en matière de placement de la Société. Par conséquent, la Société ne prévoit pas que les contreparties manqueront à leurs obligations contractuelles.

L'exposition maximale au risque de crédit lié aux instruments financiers était comme suit au 31 mars 2011 (se reporter à la note 6 afférente aux états financiers consolidés) :

	DÉTENUS À DES FINS DE TRANSACTION	ÉLÉMENTS DE COUVERTURE <sup>(1)</sup>	PRÊTS ET CRÉANCES
Trésorerie et équivalents de trésorerie	32 910 \$	— \$	— \$
Comptes clients	—	—	62 623
Autres débiteurs	—	—	1 025
Instruments financiers dérivés	—	10 923	—
Autres actifs	—	10 132	—

1) Correspond à la juste valeur des instruments financiers dérivés désignés dans une relation de couverture.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2011 ET 2010 (TOUS LES MONTANTS SONT EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LES DONNÉES PAR ACTION)

## NOTE 4. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (suite)

### Risque de liquidité

La Société est exposée au risque de ne pas être en mesure d'honorer ses engagements financiers dans les délais établis aux termes de ses engagements et à un prix raisonnable. Elle gère donc son risque de liquidité en établissant des prévisions de flux de trésorerie d'exploitation, d'investissement et de financement. La haute direction participe aussi activement à la revue et à l'approbation des contrats de vente à long terme et des dépenses en immobilisations prévues.

Le tableau des échéances des passifs financiers était le suivant au 31 mars 2011 et comprend la facilité de crédit de premier rang de la Société négociée et conclue uniquement avec des banques à charte canadiennes et leurs filiales et succursales américaines et une succursale canadienne d'une banque américaine (se reporter à la note 6) :

	MOINS DE 1 AN	1 À 3 ANS	4 À 5 ANS	PLUS DE 5 ANS	TOTAL
Comptes fournisseurs et charges à payer	54 876 \$	— \$	— \$	— \$	54 876 \$
Comptes fournisseurs – autres	4 980	—	—	—	4 980
Dette à long terme <sup>(2)</sup>	5 995	14 405	70 989 <sup>(1)</sup>	23 751	115 140
Autres passifs	1 158	—	—	—	1 158

1) Inclut l'encours de 57 691 \$ de la facilité de crédit bancaire échéant le 15 mars 2016.

2) Inclut les intérêts courus sur les prêts des autorités gouvernementales.

## NOTE 5. GESTION DU RISQUE LIÉ AU CAPITAL

Les objectifs généraux de la direction de la Société, quant à sa gestion du capital, s'inscrivent essentiellement dans la préservation de la capacité de la Société de poursuivre son exploitation, de continuer à fournir des avantages aux autres parties prenantes, et de procurer un rendement sur le capital investi adéquat à ses actionnaires en déterminant le prix de ses produits et services compte tenu du niveau de risque d'exploitation de la Société.

Ainsi, la Société détermine le montant du capital nécessaire compte tenu du niveau de risque. Cette structure de capital est rajustée en temps utile en fonction des changements du contexte économique et des caractéristiques de risque des actifs sous-jacents.

Afin de maintenir ou de rajuster sa structure de capital, la Société peut :

- émettre de nouvelles actions non émises;
- racheter des actions ordinaires;
- vendre certains actifs pour réduire l'endettement;
- rembourser du capital aux actionnaires;
- modifier le dividende versé aux actionnaires (cependant, la Société n'a pas l'intention de verser de dividende sur ses actions ordinaires en circulation dans un avenir rapproché).

Dans les secteurs d'activité actuels où la Société conclut des contrats à long terme et engage des dépenses en immobilisations importantes, le montant des flux de trésorerie dégagés par la Société doit être conforme à son ratio d'endettement, et comparable aux normes du secteur. Ce ratio d'endettement, soit la dette nette / capitaux propres, joue un rôle déterminant dans la gestion et le suivi du capital de la Société.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2011 ET 2010 (TOUS LES MONTANTS SONT EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LES DONNÉES PAR ACTION)

## NOTE 5. GESTION DU RISQUE LIÉ AU CAPITAL (suite)

La dette nette est égale à la dette totale représentant la tranche à court terme de la dette à long terme et la dette à long terme, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Les capitaux propres se composent du capital-actions, du surplus d'apport, du cumul des autres éléments du résultat étendu et des bénéfices non répartis. Dans certains cas, les capitaux propres peuvent être rajustés selon les montants comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat étendu, particulièrement ceux relatifs aux couvertures de flux de trésorerie, selon leur nature et leur importance relative. De plus, dans certains cas, et pour les raisons mentionnées ci-dessus, la dette totale ou les capitaux propres de la Société peuvent être rajustés selon le montant des emprunts subordonnés ou non garantis et des éléments hors bilan.

Au cours de l'exercice 2011, la Société a suivi la même stratégie de gestion du capital que l'exercice dernier, c'est-à-dire celle de maintenir, en général, un ratio d'endettement suffisant, de manière à s'assurer d'avoir accès à un financement à coût raisonnable ou acceptable compte tenu du risque couru.

	2011	2010
Tranche échéant à moins d'un an de la dette à long terme	5 136 \$	4 250 \$
Dette à long terme	94 376	76 807
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie	(32 910)	(46 591)
	<b>66 602 \$</b>	34 466 \$
Capitaux propres	232 665	217 092
Ratio capitaux empruntés/capitaux propres, montant net	<b>0,29:1</b>	0,16:1

De plus, la Société n'est pas soumise à des exigences relatives au capital émanant des organismes de réglementation et n'a apporté aucune modification à la gestion de son capital depuis l'exercice précédent.

## NOTE 6. INSTRUMENTS FINANCIERS

Le classement des instruments financiers, ainsi que leur valeur comptable et leur juste valeur, était le suivant aux 31 mars 2011 et 2010 :

	31 MARS 2011				31 MARS 2010					
	Valeur comptable			Juste valeur	Valeur comptable			Juste valeur		
	Détenus à des fins de transaction	Prêts et créances	Éléments de couverture	Total <sup>(1)</sup>	Détenus à des fins de transaction	Prêts et créances	Éléments de couverture	Total <sup>(1)</sup>		
<b>Actifs financiers</b>										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	32 910 \$	— \$	— \$	32 910 \$	32 910 \$	46 591 \$	— \$	— \$	46 591 \$	46 591 \$
Comptes clients <sup>(2)</sup>	—	62 623	—	62 623	62 623	—	39 085	—	39 085	39 085
Autres débiteurs <sup>(3)</sup>	—	1 025	—	1 025	1 025	—	540	—	540	540
Instruments financiers dérivés	—	—	10 923	10 923	10 923	—	—	7 568	7 568	7 568
Autres actifs	—	—	10 132	10 132	10 132	—	—	12 408	12 408	12 408
	<b>32 910 \$</b>	<b>63 648 \$</b>	<b>21 055 \$</b>	<b>117 613 \$</b>	<b>117 613 \$</b>	46 591 \$	39 625 \$	19 976 \$	106 192 \$	106 192 \$

1) Représente uniquement la valeur comptable des actifs et passifs financiers inclus dans le poste correspondant du bilan.

2) Comprend les créances clients à recevoir.

3) Comprend certaines autres créances à recevoir.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2011 ET 2010 (TOUS LES MONTANTS SONT EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LES DONNÉES PAR ACTION)

## NOTE 6. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

	31 MARS 2011				31 MARS 2010					
	Valeur comptable			Juste valeur	Valeur comptable			Juste valeur		
	Détenus à des fins de transaction	Autres que détenus à des fins de transaction	Éléments de couverture	Total <sup>(1)</sup>	Détenus à des fins de transaction	Autres que détenus à des fins de transaction	Éléments de couverture	Total <sup>(1)</sup>		
<b>Passifs financiers</b>										
Comptes fournisseurs et charges à payer <sup>(5)</sup>	— \$	54 876 \$	— \$	54 876 \$	54 876 \$	— \$	44 493 \$	— \$	44 493 \$	44 493 \$
Comptes fournisseurs – autres <sup>(4)</sup>	—	4 128	852	4 980	4 980	—	613	2 021	2 634	2 634
Dette à long terme (y compris la tranche à court terme)	—	101 227	—	101 227	102 865	—	81 407	—	81 407	82 988
Passif à long terme – autres passifs <sup>(6)</sup>	—	—	1 158	1 158	1 158	—	—	1 716	1 716	1 716
	— \$	160 231 \$	2 010 \$	162 241 \$	163 879 \$	— \$	126 513 \$	3 737 \$	130 250 \$	131 831 \$

4) Inclut la juste valeur des instruments financiers dérivés à court terme.

5) Comprend les comptes fournisseurs et charges à payer, les intérêts et certaines charges salariales à payer.

6) Inclut la juste valeur des instruments financiers dérivés à long terme.

### Juste valeur des instruments financiers

La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (classés comme détenus à des fins de transaction), des comptes clients et des autres débiteurs (classés comme prêts et créances), des comptes fournisseurs et charges à payer et des comptes fournisseurs – autres (classés comme autres que détenus à des fins de transaction) se rapproche de leur juste valeur étant donné que ces éléments seront réalisés à moins de un an ou sont recouvrables ou payables sur demande.

La juste valeur de la dette à long terme (classée comme autres que détenus à des fins de transaction) est évaluée en fonction de modèles d'évaluation, à l'aide de la méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie, conformément aux ententes de financement en cours. Les taux d'actualisation utilisés correspondent aux taux en vigueur sur le marché pour des titres de créance comportant des durées et des modalités semblables.

#### Instruments financiers dérivés

La Société tient compte de la hiérarchie de l'évaluation à la juste valeur, laquelle reflète l'importance des données utilisées pour évaluer les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur dans les bilans consolidés :

- Niveau 1 : les prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;
- Niveau 2 : les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont des données de marché observables externes pour les actifs ou les passifs, directement ou indirectement;
- Niveau 3 : les données qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables.

La juste valeur des instruments financiers dérivés et des instruments financiers dérivés incorporés dans les bilans consolidés est estimée selon les modèles d'évaluation de la Société. Ces modèles projettent les flux de trésorerie futurs et les actualisent selon les modalités de l'instrument dérivé et les données de marché observables externes, comme les taux d'intérêt, les taux de change, les cours du change et la volatilité des prix et des taux, s'il y a lieu (données du niveau 2). Ils tiennent également compte de la qualité du crédit des instruments financiers.

La Société n'a comptabilisé aucun profit ni aucune perte relativement aux instruments financiers désignés comme détenus à des fins de transaction pour les exercices 2011 et 2010, sauf en ce qui concerne les intérêts créditeurs présentés à la note 17 des états financiers consolidés.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2011 ET 2010 (TOUS LES MONTANTS SONT EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LES DONNÉES PAR ACTION)

## NOTE 7. FRAIS DE VENTE ET D'ADMINISTRATION

Les gains et pertes de change découlant de la conversion des éléments monétaires nets libellés en devises sont inclus dans les frais de vente et d'administration de la Société. Pour l'exercice 2011, la perte de change incluse dans les frais de vente et d'administration s'est élevée à 420 \$ (perte de 1 102 \$ en 2010).

## NOTE 8. FRAIS DE RESTRUCTURATION

Le 13 mai 2010, la Société a annoncé qu'elle lançait des initiatives en vue d'optimiser et de consolider sa capacité de production dans le secteur de l'aérospatiale, tout en améliorant encore davantage la productivité de ses installations situées au Québec. Par conséquent, la Société a fermé son usine de Rivière-des-Prairies, au Québec, en septembre 2010 et sa production a été transférée dans d'autres installations situées dans la région métropolitaine de Montréal. Au cours de l'exercice, la Société a constaté des frais de restructuration de 637 \$, représentant 454 \$ déduction faite des impôts. La Société ne prévoit pas de frais de restructuration supplémentaires importants par suite de la fermeture de cette installation. Au 31 mars 2011, l'édifice rattaché à cette installation a été reclassé aux Autres actifs à titre d'Actif détenu pour la vente dans les bilans consolidés.

## NOTE 9. AUTRES DÉBITEURS

Les autres débiteurs sont composés des éléments suivants :

	2011	2010
Crédits d'impôt à l'investissement et autres crédits d'impôt à recevoir	8 427 \$	8 096 \$
Taxes de vente à recevoir	1 713	1 195
Dépôts pour l'achat de machinerie et d'équipement (note 23)	223	772
Autres	1 877	1 111
	<b>12 240 \$</b>	<b>11 174 \$</b>

## NOTE 10. STOCKS

Les stocks sont composés des éléments suivants :

	2011	2010
Matières premières	51 615 \$	47 327 \$
Produits en cours de fabrication et produits finis	83 222	69 413
Moins : Facturations progressives	33 365	32 332
	<b>101 472 \$</b>	<b>84 408 \$</b>

Le montant des stocks comptabilisé à titre de coût des ventes pour les exercices 2011 et 2010 était comme suit :

	2011	2010
Secteur de l'aérospatiale	258 834 \$	228 661 \$
Secteur industriel	18 106	15 409
	<b>276 940 \$</b>	<b>244 070 \$</b>



# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2011 ET 2010 (TOUS LES MONTANTS SONT EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LES DONNÉES PAR ACTION)

## NOTE 10. STOCKS (suite)

La variation des dépréciations liées aux stocks pour les exercices 2011 et 2010 était comme suit :

	2011	2010
Dépréciation constatée à titre de coût des ventes	7 325 \$	5 206 \$
Reprise de dépréciation comptabilisée en réduction du coût des ventes	5 845 \$	3 883 \$

La reprise d'une dépréciation des stocks est déterminée après la réévaluation, à la fin de chaque trimestre et de chaque exercice, de la valeur de réalisation nette des stocks en fonction des contrats de vente et des coûts de fabrication connexes. Elle comprend également les montants imputés à cette provision pour les produits livrés pendant l'exercice ayant auparavant fait l'objet d'une provision à l'égard de la valeur de réalisation nette.

## NOTE 11. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

	2011	2010
Contrats de change à terme et dérivés incorporés	10 867 \$	7 568 \$
Contrats de swap de taux d'intérêt	56	—
	10 923 \$	7 568 \$

## NOTE 12. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles se détaillent comme suit :

	2011		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Terrains	4 370 \$	— \$	4 370 \$
Bâtiments et améliorations locatives	62 047	19 680	42 367
Machinerie, équipement et outillage	220 809	126 868	93 941
Construction en cours, bâtiments, machinerie et équipement	1 682	—	1 682
Matériel roulant	794	565	229
Matériel informatique et de bureau	6 350	3 892	2 458
	296 052 \$	151 005 \$	145 047 \$

	2010		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Terrains	3 679 \$	— \$	3 679 \$
Bâtiments et améliorations locatives	50 983	17 764	33 219
Machinerie, équipement et outillage	208 796	112 713	96 083
Construction en cours, bâtiments, machinerie et équipement	2 710	—	2 710
Matériel roulant	723	553	170
Matériel informatique et de bureau	5 250	3 441	1 809
	272 141 \$	134 471 \$	137 670 \$

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2011 ET 2010 (TOUS LES MONTANTS SONT EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LES DONNÉES PAR ACTION)

## NOTE 12. IMMOBILISATIONS CORPORELLES (suite)

Les acquisitions d'immobilisations corporelles de 19 646 \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2011 (13 740 \$ en 2010) présentées dans les états des flux de trésorerie consolidés excluent l'acquisition de machinerie et d'équipement au montant de 4 128 \$ (613 \$ en 2010) qui ont été livrés au cours des deux derniers mois de chaque exercice, mais non payés au 31 mars. Les acquisitions d'immobilisations corporelles sont présentées compte non tenu d'un montant de néant (7 630 \$ en 2010) à l'égard de la machinerie et de l'équipement acquis aux termes de contrats de location-acquisition au cours des exercices terminés à ces dates.

L'amortissement des immobilisations corporelles a atteint 21 200 \$ pour l'exercice 2011 (19 469 \$ en 2010).

Au 31 mars 2011, le coût de la machinerie, de l'équipement et de l'outillage incluait des actifs acquis aux termes de contrats de location-acquisition pour un montant de 27 394 \$ (27 947 \$ au 31 mars 2010) et un amortissement cumulé de 7 958 \$ (6 635 \$ au 31 mars 2010).

Au 31 mars 2011, le montant des immobilisations en cours comprenait les coûts de la nouvelle machinerie et du nouvel équipement en cours d'installation à cette date. Au 31 mars 2010, le montant des immobilisations en cours comprenait les coûts liés aux travaux d'agrandissement d'une usine au Texas, ainsi que les coûts de la nouvelle machinerie et du nouvel équipement en cours d'installation à cette date (voir la note 23 des états financiers consolidés).

## NOTE 13. ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE LIMITÉE

Les actifs incorporels à durée de vie limitée comprennent les coûts liés aux logiciels et les carnets de commandes acquis par suite d'acquisitions d'entreprises, de même que les coûts de développement capitalisés relativement à des contrats de vente à long terme du secteur de l'aérospatiale. Les variations des actifs incorporels à durée de vie limitée sont comme suit :

	2011	2010
Solde au début de l'exercice	11 698 \$	11 190 \$
Acquisition de logiciels	1 050	562
Acquisition des carnets de commandes (note 3)	1 390	—
Capitalisation des coûts de développement	6 930	3 201
Amortissement	(2 410)	(1 730)
Incidence des fluctuations du taux de change	(172)	(1 525)
	<b>18 486 \$</b>	<b>11 698 \$</b>

Les actifs incorporels à durée de vie limitée comprennent :

	2011		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Logiciels	13 743 \$	11 778 \$	1 965 \$
Coûts de développement capitalisés	13 649	403	13 246
Carnet de commandes	8 798	5 523	3 275
	<b>36 190 \$</b>	<b>17 704 \$</b>	<b>18 486 \$</b>

	2010		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Logiciels	13 154 \$	11 505 \$	1 649 \$
Coûts de développement capitalisés	6 730	266	6 464
Carnet de commandes	7 408	3 823	3 585
	<b>27 292 \$</b>	<b>15 594 \$</b>	<b>11 698 \$</b>

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2011 ET 2010 (TOUS LES MONTANTS SONT EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LES DONNÉES PAR ACTION)

## NOTE 14. AUTRES ACTIFS

	2011	2010
Instruments financiers dérivés – Contrats de change à terme et dérivés incorporés	9 926 \$	12 408 \$
Instruments financiers dérivés – Contrats de swap de taux d'intérêt	206	—
Actif détenu pour la vente	611	—
	<b>10 743 \$</b>	<b>12 408 \$</b>

## NOTE 15. ÉCART D'ACQUISITION

L'écart d'acquisition représente l'excédent du prix d'acquisition sur la juste valeur des actifs nets des entreprises acquises. Les variations du solde de l'écart d'acquisition se présentent comme suit :

	2011	2010
Solde au début de l'exercice	35 621 \$	39 993 \$
Acquisition d'écart d'acquisition (note 3)	5 849	—
Incidence des fluctuations du taux de change	(1 072)	(4 372)
	<b>40 398 \$</b>	<b>35 621 \$</b>

## NOTE 16. COMPTES FOURNISSEURS – AUTRES

Les comptes fournisseurs – autres de la Société se détaillent comme suit :

	2011	2010
Instruments financiers dérivés – contrats de change à terme et dérivés incorporés	852 \$	1 180 \$
Instruments financiers dérivés – contrats de swap de taux d'intérêt	—	841
Machinerie et équipement (voir la note 12)	4 128	613
Avances des clients	—	1 957
	<b>4 980 \$</b>	<b>4 591 \$</b>

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2011 ET 2010 (TOUS LES MONTANTS SONT EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LES DONNÉES PAR ACTION)

## NOTE 17. DETTE À LONG TERME

	2011	2010
Facilité de crédit renouvelable de premier rang, consortiale et garantie («facilité de crédit») d'au plus 150 000 \$ (125 000 \$ au 31 mars 2010) (voir ci-après), en dollars canadiens ou l'équivalent en dollars américains, dont l'échéance est le 15 mars 2016, portant intérêt au TIOL majoré de 1,875 au 31 mars 2011 (TIOL majoré de 1,0 % au 31 mars 2010) (représentant un taux d'intérêt effectif de 2,2 % (1,2 % au 31 mars 2010).		
Au 31 mars 2011, la Société avait prélevé 59 500 \$ américains (43 000 \$ américains au 31 mars 2010) sur sa facilité de crédit.	<b>57 691 \$</b>	43 679 \$
Prêts des autorités gouvernementales remboursables par versements annuels variables échéant à diverses dates jusqu'en 2026.	<b>27 707</b>	21 040
Obligations en vertu de contrats de location-acquisition portant toutes intérêt à des taux fixes variant entre 4,2 % et 9,3 % échéant entre novembre 2012 et juillet 2016, ayant une période d'amortissement variant de cinq à huit ans, garanties par les immobilisations connexes, déduction faite des intérêts de 1 538 \$ (2 428 \$ au 31 mars 2010).	<b>13 764</b>	16 688
Billet remboursable sur une période de 40 mois, jusqu'en juillet 2013, à taux d'intérêt fixe de 5 % et garanti par la Société (note 3).	<b>2 548</b>	—
Frais de financement reportés, montant net	<b>(2 198)</b>	(350)
	<b>99 512</b>	81 057
Moins : tranche à court terme	<b>5 136</b>	4 250
	<b>94 376 \$</b>	76 807 \$

### Facilité de crédit renouvelable de premier rang, consortiale et garantie

En mars 2011, la Société a renouvelé et majoré ses facilités de crédit renouvelables garanties de premier rang au moyen d'une facilité de crédit renouvelable garantie de premier rang auprès d'un consortium de cinq banques à chartes canadiennes et leurs filiales et succursales américaines et une succursale canadienne d'une banque américaine.

La facilité de crédit de cinq ans permet à la Société, ainsi qu'à ses filiales, d'emprunter jusqu'à 150 000 \$ (en dollars canadiens ou l'équivalent en dollars américains); ces fonds peuvent servir à financer le fonds de roulement et les dépenses en immobilisations et à d'autres fins générales de la Société, sont garantis par la totalité des actifs de la Société et de ses filiales, et sont assortis de certaines clauses restrictives et de certaines sûretés fournies par la Société et ses filiales. La facilité de crédit comprend également une formule accordéon qui permet d'augmenter la facilité de crédit jusqu'à un montant de 225 millions de dollars tout au long du contrat de crédit, sous réserve de l'approbation des prêteurs. Cette facilité de crédit vient à échéance en mars 2016.

Les taux d'intérêt varient en fonction du taux préférentiel, du taux des acceptations bancaires, du TIOL ou du taux de base américain majoré selon le niveau d'endettement et des flux de trésorerie de la Société.

En marge du renouvellement de la facilité de crédit, la Société a engagé des coûts de financement d'un montant de 2 198 \$ qui ont été capitalisés au 31 mars 2011 et qui sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur une période de cinq ans.

### Prêts des autorités gouvernementales

Les prêts des autorités gouvernementales représentent essentiellement de l'aide gouvernementale pour l'acquisition d'équipement ou d'outillage spécialisés et pour la modernisation ou l'agrandissement des installations de la Société ou pour les coûts de développement capitalisés ou passés en charges pour des programmes aérospatiaux. Ces prêts ont été contractés en vertu de certains programmes régionaux du gouvernement fédéral et de programmes industriels du gouvernement provincial afin de promouvoir le développement de cette industrie au Canada. Certains de ces prêts sont soit remboursables selon certaines conditions spécifiques, plus particulièrement en fonction des ventes de la Société dans le secteur de l'aérospatiale et des ventes de produits pour certains types d'avions prédéterminés à l'intérieur de délais précis, soit fondés sur des calendriers de remboursement fixes. Les remboursements de prêts conditionnels sont examinés au moins une fois par année au moyen de la plus récente estimation des ventes connexes.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2011 ET 2010 (TOUS LES MONTANTS SONT EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LES DONNÉES PAR ACTION)

## NOTE 17. DETTE À LONG TERME (suite)

### Prêts des autorités gouvernementales (suite)

Les prêts des autorités gouvernementales ne portent habituellement pas intérêt ou sont assortis d'un faible taux. Ces prêts sont présentés à leur valeur actualisée selon un taux de marché correspondant chaque fois qu'ils sont reçus, et sont désactualisés au moyen d'une imputation à l'état des résultats selon la méthode du taux d'intérêt effectif et inclus dans les états des résultats consolidés à titre de frais financiers.

Aux 31 mars 2011 et 2010, les taux d'intérêt effectifs pour ces prêts variaient entre 3,9 % et 7,2 %.

### Clauses restrictives

La dette à long terme est assujettie au respect de certaines clauses restrictives, générales et financières, en ce qui concerne notamment le fonds de roulement, l'endettement, les flux de trésorerie et les capitaux propres de la Société et de certaines filiales. Au 31 mars 2011, la Société respectait toutes ces clauses restrictives.

### Remboursements minimaux

Les remboursements minimaux de la dette à long terme exigibles au cours des cinq prochains exercices se résument comme suit :

Exercices se terminant les 31 mars :

Exercices	Remboursements afférents aux contrats de location-acquisition	Remboursements afférents aux prêts des autorités gouvernementales	Remboursements afférents au billet	Remboursement de la facilité de crédit	Total
2012	3 386 \$	1 409 \$	1 200 \$	— \$	5 995 \$
2013	3 372	3 324	1 200	—	7 896
2014	3 352	2 757	400	—	6 509
2015	3 119	2 886	—	—	6 005
2016	1 861	5 432	—	57 691	64 984

Les remboursements minimaux comprennent les intérêts sur les obligations aux termes de contrats de location-acquisition de 1 538 \$. Les remboursements afférents au billet incluent une charge d'intérêt de 252 \$.

Les frais financiers pour les exercices terminés les 31 mars se résument comme suit :

	2011	2010
Intérêts	2 678 \$	2 901 \$
Désactualisation des prêts des autorités gouvernementales	1 330	1 146
Rachat de contrats de swap de taux d'intérêt	406	—
Amortissement des frais de financement reportés	350	168
Commission d'attente	220	251
Désactualisation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	240	228
Gains sur les instruments financiers désignés comme détenus à des fins de transaction – intérêts créditeurs	(68)	(18)
Frais financiers, montant net	5 156 \$	4 676 \$

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2011 ET 2010 (TOUS LES MONTANTS SONT EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LES DONNÉES PAR ACTION)

## NOTE 18. AUTRES PASSIFS

Les autres passifs de la Société comprennent les éléments suivants :

	2011	2010
Régime de retraite et avantages complémentaires de retraite (note 22)	3 686 \$	4 381 \$
Instruments financiers dérivés – contrats de swap de taux d'intérêt	—	280
Instruments financiers dérivés – contrats de change à terme et dérivés incorporés	1 158	1 436
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	4 202	4,653
Autres	136	198
	<b>9 182 \$</b>	<b>10 948 \$</b>

## NOTE 19. CAPITAL-ACTIONS

### Capital-actions autorisé

Le capital-actions autorisé de la Société se compose des éléments suivants :

- un nombre illimité d'actions ordinaires avec droit de vote, sans valeur nominale;
- un nombre illimité d'actions privilégiées de premier rang pouvant être émises en séries;
- un nombre illimité d'actions privilégiées de second rang pouvant être émises en séries.

Les droits, privilèges, restrictions et conditions des actions privilégiées peuvent être établis par le conseil d'administration.

Le capital-actions émis et en circulation de la Société est le suivant :

	2011	2010
30 173 798 actions ordinaires au 31 mars 2011 (30 485 475 au 31 mars 2010)	<b>100 136 \$</b>	100 641 \$

### Émission d'actions ordinaires

Au cours de l'exercice 2011, la Société a émis 306 023 actions ordinaires à un prix moyen pondéré de 4,82 \$, pour une contrepartie totale en espèces de 1 474 \$, ce qui comprend l'émission de 245 221 actions ordinaires à la suite de l'exercice des options d'achat d'actions, pour une contrepartie totale en espèces de 1 144 \$. La tranche restante de 60 802 actions ordinaires ont été émises dans le cadre du régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat de la Société pour une contrepartie totale en espèces de 330 \$.

Au cours de l'exercice 2010, la Société a émis 75 387 actions ordinaires à un prix moyen pondéré de 4,26 \$, pour une contrepartie totale nette en espèces de 322 \$. Ces actions ont toutes été émises dans le cadre du régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat de la Société.

### Offres publiques de rachat dans le cours normal des affaires

Le 25 novembre 2009, la Société a procédé à une nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal des affaires («OPR»), selon laquelle elle pouvait racheter jusqu'à 1 500 000 de ses actions ordinaires, soit environ 5 % des actions émises et en circulation. L'OPR a pris fin le 24 novembre 2010.

Le 24 novembre 2008, la Société a procédé à une OPR selon laquelle elle pouvait racheter jusqu'à 1 500 000 de ses actions ordinaires, soit environ 5 % des actions ordinaires émises et en circulation. L'OPR a pris fin le 23 novembre 2009.

Au cours de l'exercice 2011, la Société a racheté 617 700 actions ordinaires à un prix moyen de 5,78 \$, pour une contrepartie totale en espèces de 3 570 \$, dans le cadre de l'OPR. L'excédent (1 591 \$) du coût des actions ordinaires sur leur valeur comptable moyenne (1 979 \$) a été comptabilisé en réduction des bénéfices non répartis de la Société.



# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2011 ET 2010 (TOUS LES MONTANTS SONT EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LES DONNÉES PAR ACTION)

## NOTE 19. CAPITAL-ACTIONS (suite)

### Offres publiques de rachat dans le cours normal des affaires (suite)

Au cours de l'exercice 2010, la Société a racheté 761 600 actions ordinaires à un prix moyen de 4,56 \$, pour une contrepartie totale en espèces de 3 470 \$, dans le cadre de ces OPR. L'excédent (967 \$) du coût des actions ordinaires sur leur valeur comptable moyenne (2 503 \$) a été comptabilisé en réduction des bénéfices non répartis de la Société.

### Régime d'options d'achat d'actions

En vertu du régime d'options d'achat d'actions (le «régime»), les options d'achat d'actions (les «options») sont attribuées aux dirigeants et aux employés clés en vue d'acheter des actions ordinaires de la Société. Le régime prévoit un prix de souscription qui ne doit pas être inférieur au cours moyen de clôture des actions visées pendant les cinq jours précédant l'attribution des options. De manière générale, l'exercice de ces options peut avoir lieu entre le premier et le septième anniversaire de la date de l'attribution. Les droits aux options sont acquis sur une période de un à quatre ans. Pour les options attribuées après le 1<sup>er</sup> septembre 2003, un cours cible prédéterminé doit être atteint pour permettre l'exercice de ces options. Les options annulées ou frappées d'extinction sont incluses dans le nombre restant des actions réservées aux fins d'émission aux termes du régime.

Au 31 mars 2011, le nombre total d'actions ordinaires de la Société réservé aux fins d'émission aux termes du régime s'établissait à 2 808 257, dont 50 718 n'avaient pas encore été attribuées.

Au cours de l'exercice 2011, la Société a attribué à des employés clés 138 000 options (246 000 en 2010) représentant une juste valeur totale de 240 \$ (242 \$ en 2010) ou une juste valeur moyenne pondérée par option de 1,74 \$ (0,98 \$ en 2010) calculée selon le modèle binomial, en supposant une durée prévue de six ans, une volatilité prévue de 48 % (47 % en 2010), aucune distribution de dividende et un taux d'intérêt composé sans risque de 3,5 % (4,0 % en 2010). Les coûts liés aux options sont amortis sur la période au cours de laquelle les droits rattachés aux options s'acquièrent. Une charge de 395 \$ (240 \$ en 2010) a été comptabilisée dans les frais de vente et d'administration, et le crédit correspondant a été constaté dans le surplus d'apport à la rubrique des capitaux propres de la Société.

Au 31 mars 2011, 1 393 000 options d'achat d'actions étaient attribuées et en cours comme suit :

Fourchette de prix d'exercice	OPTIONS EN COURS			OPTIONS COMPORTANT DES DROITS ACQUIS	
	Nombre	Durée moyenne pondérée en années	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré
<b>3,50 \$ à 4,99 \$</b>	830 000	3,50	4,58 \$	490 000	4,59 \$
<b>5,00 \$ à 6,49 \$</b>	235 000	3,92	5,55	97 000	5,00
<b>6,50 \$ à 10,00 \$</b>	328 000	3,39	9,90	164 000	9,90
	1 393 000	3,54	6,00 \$	751 000	5,80 \$

Au cours des exercices terminés les 31 mars 2011 et 2010, le nombre d'options a évolué comme suit :

	2011		2010	
	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options
Solde au début de l'exercice	<b>5,83 \$</b>	<b>1 555 221</b>	6,27	1 384 221 \$
Attribuées	<b>5,94</b>	<b>138 000</b>	4,56	246 000
Exercées	<b>4,66</b>	<b>(245 221)</b>	—	—
Annulées / frappées d'extinction	<b>7,19</b>	<b>(55 000)</b>	9,77	(75 000)
Solde à la fin de l'exercice	<b>6,00 \$</b>	<b>1 393 000</b>	5,83	1 555 221 \$

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2011 ET 2010 (TOUS LES MONTANTS SONT EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LES DONNÉES PAR ACTION)

## NOTE 19. CAPITAL-ACTIONS (suite)

### Régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat

Le 2 septembre 2004, le conseil d'administration de la Société a approuvé un régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat en vue d'inciter les membres de la direction à détenir à long terme des actions ordinaires de la Société.

Aux termes de ce régime, les employés admissibles peuvent souscrire mensuellement, par retenues salariales, jusqu'à 10 % de leur salaire de base, un nombre d'actions ordinaires émises par la Société équivalant à leur cotisation mensuelle. Le prix de souscription des actions ordinaires émises correspond à 90 % de la moyenne du prix de clôture de l'action ordinaire de la Société à la Bourse de Toronto durant les cinq jours de négociation précédant la souscription des actions ordinaires. De plus, la Société verse 50 % de la cotisation des employés en attribuant mensuellement aux employés des actions ordinaires additionnelles acquises à la Bourse de Toronto au cours du marché. Toutefois, la cotisation de la Société ne peut excéder 4 % du salaire de base annuel de l'employé. Les droits aux actions ordinaires attribuées aux employés, de même que ceux rattachés aux actions ordinaires souscrites, s'acquerront chaque année le 1<sup>er</sup> juillet et seront libérés sur une période de trois ans.

Un fiduciaire est chargé de l'administration du régime, notamment des achats sur le marché et des souscriptions d'actions ordinaires de la Société au nom et pour le compte des employés participants.

Le nombre total d'actions ordinaires de la Société réservé aux fins d'émission aux termes de ce régime, soit 340 000 actions ordinaires, dont 29 976 actions n'avaient pas encore été émises au 31 mars 2011, est compris dans le nombre d'actions ordinaires déjà réservé aux fins du régime d'options d'achat d'actions de la Société.

Au cours de l'exercice 2011, la Société a émis 60 802 actions ordinaires, pour une contrepartie totale en espèces de 330 \$ (75 387 en 2010 pour une contrepartie totale en espèces de 322 \$) et a attribué 24 026 actions ordinaires (32 176 en 2010) aux employés participants. Depuis le début du régime, la Société a émis 310 024 actions ordinaires et en a attribué 130 827 aux employés participants. La charge liée à l'attribution des actions ordinaires totalisant 147 \$ (155 \$ en 2010) est comptabilisée comme une charge de rémunération et est incluse dans les frais de vente et d'administration de la Société.

### Régime de droits à la plus-value d'actions et régime d'unités d'actions différées

La Société offre un régime de droits à la plus-value d'actions («DPVA») en vertu duquel des DPVA sont attribués aux administrateurs non salariés. Ce régime permet aux participants de recevoir sous forme de prime, à la date d'exercice d'un DPVA, une contrepartie au comptant égale à l'excédent du cours des actions ordinaires à la date d'exercice du DPVA sur la valeur attribuée initiale du DPVA. Les DPVA sont imputés aux résultats sur leur durée d'acquisition, et leurs coûts sont déterminés en fonction du cours des actions ordinaires de la Société par rapport à leur valeur attribuée. En août 2010, le conseil d'administration a décidé de mettre un terme au DPVA et de le remplacer par un régime d'unités d'actions différées, qui a été approuvé après la fin du dernier exercice, soit en mai 2011. Ainsi, aucune unité d'action différée n'a été attribuée aux administrateurs.

Le régime d'unités d'actions différées permet aux participants, à titre de membres du Conseil d'administration, de recevoir sous forme de rémunération, mais seulement à leur date de départ, une contrepartie au comptant égale au cours des actions ordinaires de la Société à cette date de départ, pour chaque unité d'action différée détenue. Ces unités d'actions différées sont passées en charges à mesure qu'elles sont gagnées et leur coût est déterminé selon le cours du marché des actions ordinaires de la Société. Chaque administrateur peut également choisir, à chaque exercice financier, de convertir jusqu'à concurrence de 50 % ses honoraires annuels d'administrateur en unités d'actions différées supplémentaires.

Au cours de l'exercice 2011, aucun DPVA n'a été octroyé (35 000 DPVA à une valeur attribuée de 4,56 \$ en 2010). Au cours de l'exercice 2011, une charge de 410 \$ à titre de DPVA a été enregistrée (23 \$ en 2010).

Au cours de l'exercice 2011, 7 500 DPVA ont été exercés. Aucun DPVA n'a été exercé et 7 500 DPVA ont été annulés en 2010.

Au 31 mars 2011, de manière cumulative, 143 000 DPVA étaient encore en cours, à une valeur attribuée moyenne pondérée de 6,21 \$ (150 500 DPVA à une valeur attribuée moyenne pondérée de 6,14 \$ au 31 mars 2010), et venaient à échéance à diverses dates entre les exercices 2012 et 2016.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2011 ET 2010 (TOUS LES MONTANTS SONT EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LES DONNÉES PAR ACTION)

## NOTE 20. IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

Le calcul de la charge d'impôts sur les bénéfices se présente comme suit :

	2011	2010
Impôts sur les bénéfices aux taux combinés d'imposition fédéral et provincial	7 301 \$	6 767 \$
Écarts permanents	(488)	(528)
Écart de taux d'imposition – filiales américaines	535	291
Incidence de l'écart des taux d'imposition sur les impôts futurs	(174)	(121)
Autres éléments	(274)	89
	<b>6 900 \$</b>	<b>6 498 \$</b>

Les écarts temporaires et les reports de perte prospectifs donnant lieu à des actifs et des passifs d'impôts futurs se résument comme suit :

	2011	2010
<b>Actifs d'impôts futurs</b>		
Exigibles		
Provisions non déductibles	2 857 \$	3 231 \$
Stocks	4 278	2 613
Débiteurs	690	794
Instruments financiers dérivés	(136)	620
Crédits d'impôts et autres crédits	(1 870)	(2 134)
	<b>5 819 \$</b>	<b>5 124 \$</b>
<b>Passifs d'impôts futurs</b>		
Exigibles		
Provisions non déductibles	5 269 \$	4 885 \$
Instruments financiers dérivés	1 205	2 276
	<b>6 474 \$</b>	<b>7 161 \$</b>
À long terme		
Immobilisations corporelles	14 891 \$	12 063 \$
Écart d'acquisition	2 371	2 028
Provisions non déductibles	384	(244)
Prêts des autorités gouvernementales	626	1 276
Économies d'impôts futurs découlant des pertes fiscales	(1 082)	(1 522)
Instruments financiers dérivés	3 357	2 190
	<b>20 547 \$</b>	<b>15 791 \$</b>

Au 31 mars 2011, il n'y avait aucun report prospectif de pertes d'exploitation ou autres écarts temporaires à l'égard desquels des actifs d'impôts futurs connexes n'avaient pas été comptabilisés dans les états financiers consolidés.

Au 31 mars 2011, la Société disposait de pertes fédérales autres qu'en capital de 1 585 \$ pouvant être reportées en avant, la majorité échéant au cours de l'exercice 2029.

Les charges d'impôts sont les suivantes :

	2011	2010
Exigibles	2 922 \$	55 \$
Futurs	3 978	6 443
	<b>6 900 \$</b>	<b>6 498 \$</b>

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2011 ET 2010 (TOUS LES MONTANTS SONT EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LES DONNÉES PAR ACTION)

## NOTE 21. VARIATION NETTE DES ÉLÉMENTS HORS CAISSE DU FONDS DE ROULEMENT LIÉS À L'EXPLOITATION

La variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement liés à l'exploitation se détaille comme suit :

	2011	2010
Comptes clients	(18 187) \$	13 105 \$
Impôts à recevoir	633	(1 166)
Autres débiteurs	(2 402)	(2 715)
Stocks	1 014	11 239
Frais payés d'avance	(229)	(140)
Comptes fournisseurs et charges à payer et autres charges à payer	41	(20 472)
Comptes fournisseurs – autres	598	232
Impôts à payer	1 484	(3 103)
Incidence des fluctuations du taux de change <sup>(1)</sup>	(2 107)	(5 101)
	(19 155) \$	(8 121) \$

1) Reflète l'incidence des fluctuations du taux de change au cours de l'exercice correspondant sur les éléments hors caisse énumérés ci-dessus pour les filiales américaines de la Société.

## NOTE 22. RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE

### Description des régimes d'avantages sociaux

La Société offre à ses employés des régimes de retraite à prestations déterminées capitalisés et non capitalisés ainsi que des régimes de retraite à cotisations déterminées. Les prestations de retraite fournis par les régimes de retraite à prestations déterminées sont fondées soit sur les années de service et un montant fixe, soit sur les années de service et le salaire moyen de fin de carrière, ou déterminés par des contrats individuels.

Les prestations fournies par les régimes d'avantages complémentaires de retraite sont définies par des contrats individuels qui prévoient principalement des prestations d'assurance vie et d'assurance soins de santé. Puisque les montants liés à ces prestations ne sont pas importants, ils ne sont pas inclus dans les chiffres qui suivent.

### Total des paiements au comptant

Le total des paiements au comptant relatifs aux avantages sociaux futurs pour l'exercice 2011, composé des cotisations versées par la Société à ses régimes de retraite à prestations déterminées capitalisés, et des paiements au comptant directement versés aux bénéficiaires pour ses régimes à prestations déterminées non capitalisés s'est élevé à 2 288 \$ (2 596\$ en 2010), alors que les cotisations versées à ses régimes à cotisations déterminées se sont établies à 2 241\$ (1 837 \$ en 2010).

### Régimes à prestations déterminées

La Société mesure la juste valeur de l'actif des régimes aux fins comptables au 31 mars de chaque exercice, alors que les obligations découlant de ses régimes à prestations déterminées sont évaluées au 31 décembre de chaque exercice et projetées au 31 mars pour tous les régimes, sauf un pour lequel la date d'évaluation est le 31 mars. La plus récente évaluation actuarielle du régime de retraite des employés syndiqués aux fins de la capitalisation est au 31 décembre 2010, et sera déposée au plus tard le 30 septembre 2011 auprès des organismes de réglementation. Les prochaines évaluations actuarielles du régime seront effectuées en date du 31 décembre 2011. Les plus récentes évaluations actuarielles aux fins de la capitalisation des régimes agréés à l'intention des cadres ont été effectuées au 1<sup>er</sup> janvier 2009 et au 1<sup>er</sup> janvier 2011 et seront déposées auprès des organismes de réglementation au plus tard le 30 septembre 2011. Les prochaines évaluations actuarielles de ces régimes seront effectuées au 1<sup>er</sup> janvier 2012.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2011 ET 2010 (TOUS LES MONTANTS SONT EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LES DONNÉES PAR ACTION)

## NOTE 22. RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE (suite)

### Obligations découlant des régimes de retraite à prestations déterminées

OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS CONSTITUÉES	2011	2010
Solde au début de l'exercice	35 044 \$	28 833 \$
Coût des services rendus au cours de l'exercice	908	643
Cotisations des employés	653	672
Intérêts débiteurs	1 956	2 009
Prestations versées	(1 689)	(1 533)
Pertes actuarielles	1 945	4 306
Prestations spéciales de cessation d'emploi	—	114
Solde à la fin de l'exercice	38 817 \$	35 044 \$

### Actif des régimes de retraite à prestations déterminées

JUSTE VALEUR DE L'ACTIF DES RÉGIMES	2011	2010
Solde au début de l'exercice	24 254 \$	19 232 \$
Rendement réel de l'actif des régimes	1 863	3 287
Cotisations de l'employeur	2 288	2 596
Cotisations des employés	653	672
Prestations versées	(1 689)	(1 533)
Solde à la fin de l'exercice	27 369 \$	24 254 \$

L'actif des régimes est composé des éléments suivants :

CATÉGORIE D'ACTIF <sup>(1)</sup>	2011	2010
Titres de capitaux propres	62 %	56 %
Titres de créance	35	42
Autres	3	2
Total	100 %	100 %

1) Évalué à la date d'évaluation, soit le 31 mars de chaque exercice.

### Rapprochement de la situation de capitalisation des régimes de retraite à prestations déterminées et des montants présentés dans les états financiers consolidés

	2011	2010
Juste valeur de l'actif des régimes	27 369 \$	24 254 \$
Obligations au titre des prestations constituées	38 817	35 044
Capitalisation des régimes (déficit)	(11 448)	(10 790)
Pertes actuarielles nettes non amorties	6 512	4 964
Coût des services passés non amorti	804	925
Obligation transitoire non amortie	446	520
Passif au titre des prestations constituées, déduction faite de la provision pour moins-value	(3 686) \$	(4 381) \$

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2011 ET 2010 (TOUS LES MONTANTS SONT EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LES DONNÉES PAR ACTION)

## NOTE 22. RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE (suite)

Le passif au titre des prestations constituées, déduction faite de la provision pour moins-value, est présenté aux bilans consolidés de la Société dans les autres passifs à long terme (voir la note 18, «Autres passifs»).

### Régimes dont les obligations au titre des prestations constituées excèdent l'actif des régimes

Les obligations au titre des prestations constituées et la juste valeur de l'actif des régimes à la fin de l'exercice présentées ci dessus incluent également les montants relatifs aux régimes de retraite qui ne sont pas entièrement capitalisés.

### Composantes des coûts liés aux régimes de retraite à prestations déterminées constatés au cours de l'exercice

	2011	2010
Coût des services rendus au cours de l'exercice, déduction faite des cotisations des employés	908 \$	643 \$
Intérêts débiteurs	1 956	2 009
Rendement réel de l'actif des régimes	(1 863)	(3 287)
Pertes actuarielles	1 945	4 306
Prestations spéciales de cessation d'emploi	—	114
Composantes du coût des avantages sociaux futurs avant rajustements visant à prendre en compte la nature à long terme du coût des avantages sociaux futurs	2 946 \$	3 785 \$
Rajustements visant à prendre en compte la nature à long terme du coût des avantages sociaux futurs		
• Écart entre le rendement prévu et le rendement réel de l'actif des régimes pour l'exercice	246	1 980
• Écart entre le montant de la perte actuarielle (gain actuariel) constaté(e) pour l'exercice et le montant réel de la perte actuarielle (gain actuariel) sur l'obligation au titre des prestations constituées pour l'exercice	(1 794)	(4 272)
• Écart entre l'amortissement du coût des services passés pour l'exercice et les modifications réelles des régimes pour l'exercice	121	121
• Amortissement des obligations transitoires	74	74
Coûts constatés au titre des prestations déterminées	1 593 \$	1 688 \$

### Principales hypothèses

Les principales hypothèses utilisées sont les suivantes (moyenne pondérée) :

	2011	2010
Obligations au titre des prestations constituées au 31 mars :		
Taux d'actualisation	5,60 %	5,90 %
Taux de croissance de la rémunération	3,50	3,50
Coût des régimes à prestations déterminées pour les exercices terminés le 31 mars :		
Taux d'actualisation	5,90 %	7,50 %
Taux de rendement à long terme prévu de l'actif des régimes	6,50	6,50
Taux de croissance de la rémunération	3,50	3,50



# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2011 ET 2010 (TOUS LES MONTANTS SONT EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LES DONNÉES PAR ACTION)

## NOTE 22. RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE (suite)

### Régimes de retraite à cotisations déterminées

Les coûts constatés relativement aux régimes de retraite à cotisations déterminées sont les suivants :

	2011	2010
Coûts liés aux régimes de retraite à cotisations déterminées	2 241 \$	1 837 \$

## NOTE 23. ENGAGEMENTS

### Contrats de location de bâtiments

La Société a conclu des baux pour la location de bâtiments utilisés pour la fabrication et l'administration. Au 31 mars 2011, les engagements correspondants s'élevaient à 4 916 \$, excluant les clauses d'indexation. Les paiements annuels minimaux exigibles au cours des cinq prochains exercices sont les suivants : 909 \$ en 2012, 742 \$ en 2013, 517 \$ en 2014, 373 \$ en 2015 et 345 \$ en 2016.

### Contrats de location-exploitation – machinerie et équipement

En vertu de contrats de location-exploitation de machinerie et d'équipement utilisés principalement dans la fabrication, la Société avait des engagements au 31 mars 2011 représentant 4 816 \$, pour lesquels les paiements annuels minimaux exigibles au cours des cinq prochains exercices sont les suivants : 1 629 \$ en 2012, 1 558 \$ en 2013, 777 \$ en 2014, 350 \$ en 2015 et 350 \$ en 2016.

En vertu de ces contrats de location-exploitation, la Société dispose d'une option d'achat relativement à la machinerie et à l'équipement à l'échéance du contrat. Les paiements relatifs à ces options, si elles seront exercées, sont les suivants : 495 \$ en 2014 et 639 \$ en 2017.

### Engagements au titre de l'acquisition de bâtiments, de machinerie et d'équipement

La Société a émis des bons de commande relativement à de la machinerie et de l'équipement qui n'ont pas encore été livrés aux installations de la Société. Au 31 mars 2011, ces bons de commande totalisaient 3 938 \$ (5 205 \$ en 2010) pour lesquels des dépôts de 223 \$ (772 \$ en 2010) sur la machinerie et l'équipement ont été versés et sont compris dans les autres débiteurs de la Société (se reporter à la note 9 des états financiers consolidés).

### Garanties

La Société conclut des conventions qui prévoient des engagements d'indemnisation et des garanties envers les contreparties relativement à certaines opérations comme des cessions d'entreprises et la vente d'actifs.

Ces engagements d'indemnisation et ces garanties pourraient obliger la Société à indemniser les contreparties pour des coûts engagés et des pertes subies par suite de divers événements, incluant des violations de déclarations et de garanties, des atteintes à la propriété intellectuelle, des pertes ou des dommages relatifs à la propriété, des responsabilités environnementales, des changements aux règlements et aux lois (y compris la législation fiscale) ou à leur interprétation, des écarts de valeur ou des litiges dont les contreparties pourraient faire l'objet.

Au moment de la vente de la totalité ou d'une partie d'une entreprise ou d'actifs, en plus d'une indemnisation possible liée à l'inexécution d'une obligation contractuelle et à des violations de déclarations et de garanties, la Société peut consentir à verser des indemnisations au titre de réclamations résultant de son exploitation passée de l'entreprise. La nature de ces engagements d'indemnisation empêche la Société d'estimer le montant potentiel maximal qu'elle pourrait être tenue de payer en vertu des garanties, puisque ces événements ne se sont pas encore produits. La durée de ces engagements d'indemnisation pourrait se prolonger jusqu'en 2024. Aux 31 mars 2011 et 2010, la Société avait inclus 6 000 \$ dans les comptes fournisseurs et charges à payer à cet égard.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2011 ET 2010 (TOUS LES MONTANTS SONT EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LES DONNÉES PAR ACTION)

## NOTE 24. ÉVENTUALITÉS

Dans le cours normal des affaires, la Société est partie à des litiges et à d'autres procédures de réclamation. De l'avis de la direction, tout règlement qui en résulterait n'aurait pas d'incidence importante sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société.

## NOTE 25. CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

Les variations dans le cumul des autres éléments du résultat étendu se présentent comme suit :

	ÉCART DE CONVERSION <sup>(1)</sup>	COUVERTURES DE FLUX DE TRÉSORERIE	TOTAL
Solde au 31 mars 2009	684 \$	(12 808) \$	(12 124) \$
Variation au cours de l'exercice	(16 499)	24 005	7 506
Solde au 31 mars 2010	(15 815)	11 197	(4 618)
Variation au cours de l'exercice	(2 985)	1 732	(1 253)
<b>Solde au 31 mars 2011</b>	<b>(18 800) \$</b>	<b>12 929 \$</b>	<b>(5 871) \$</b>

1) Comprend l'incidence de la couverture des investissements nets dans des établissements étrangers autonomes.

## NOTE 26. INFORMATION SECTORIELLE

D'après la nature des marchés de la Société (clients, techniques de fabrication et réglementation), deux secteurs d'exploitation importants ont été identifiés : Aérospatiale et Produits industriels. Le secteur de l'Aérospatiale comprend la conception, le développement, la fabrication, la réparation et la remise à neuf et la vente de systèmes et de composants pour l'aviation militaire et civile. Le secteur Produits industriels consiste essentiellement en la fabrication et la vente de composants de turbines à gaz, et autres pièces usinées de haute précision destinés aux secteurs de l'énergie éolienne et de l'équipement lourd.

La Société évalue le rendement de ses secteurs d'exploitation principalement en fonction de leur bénéfice d'exploitation avant les frais financiers et la charge d'impôts sur les bénéfices.

La Société comptabilise ses ventes et transferts intersectoriels et entre parties liées, le cas échéant, à la valeur d'échange.

Les conventions comptables utilisées à l'égard des secteurs d'exploitation sont les mêmes que celles décrites dans le résumé des principales conventions comptables.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2011 ET 2010 (TOUS LES MONTANTS SONT EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LES DONNÉES PAR ACTION)

## NOTE 26. INFORMATION SECTORIELLE (suite)

L'information sectorielle comprend ce qui suit :

### Secteurs d'activité

	2011			2010		
	Aérospatiale	Produits industriels	Total	Aérospatiale	Produits industriels	Total
Ventes	331 993 \$	25 579 \$	357 572 \$	297 852 \$	22 502 \$	320 354 \$
Bénéfice d'exploitation	27 615	3 605	31 220	24 743	2 434	27 177
Frais financiers, montant net			5 156			4 676
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et frais de restructuration			26 064			22 501
Actif	420 668	23 207	443 875	370 839	24 008	394 847
Écart d'acquisition	39 530	868	40 398	34 712	909	35 621
Acquisition d'immobilisations corporelles	22 423	1 351	23 774	12 939	1 414	14 353
Acquisition d'actifs incorporels à durée de vie limitée	7 980	—	7 980	3 763	—	3 763
Amortissement des immobilisations corporelles	18 884	2 316	21 200	16 847	2 622	19 469

### Secteurs géographiques

	2011			2010		
	Canada	États-Unis	Total	Canada	États-Unis	Total
Ventes	223 748 \$	133 824 \$	357 572 \$	230 762 \$	89 592 \$	320 354 \$
Immobilisations corporelles, montant net	90 294	54 753	145 047	90 902	46 768	137 670
Actifs incorporels à durée de vie limitée, montant net	14 726	3 760	18 486	7 984	3 714	11 698
Écart d'acquisition	17 534	22 864	40 398	17 534	18 087	35 621
<b>Ventes à l'exportation <sup>(1)</sup></b>	<b>133 738 \$</b>			136 645 \$		

Une grande partie des ventes de la Société, soit 70 %, a été faite auprès de clients américains (67 % en 2010).

1) Les ventes à l'exportation sont attribuées aux pays en fonction de l'emplacement des clients.

## NOTE 27. RECLASSEMENT

Certains chiffres des états financiers consolidés au 31 mars 2010 et pour l'exercice terminé à cette date ont été reclassés pour que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice terminé le 31 mars 2011.

**Assemblée générale  
annuelle et extraordinaire**

L'assemblée générale annuelle et extraordinaire des actionnaires se tiendra le jeudi 4 août 2011 à 11 heures, au Salon Pierre-de-Coubertin de l'hôtel Omni Mont-Royal situé au 1050, rue Sherbrooke Ouest à Montréal (Québec) Canada

**Agent de transfert et registraire  
Société de fiducie**

Computershare du Canada  
1500, rue Université, 7<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec)  
Canada H3A 3S8  
Tél. : 514 982-7555 /  
1-800-564-6253

**Vérificateurs**

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.  
800, boul. René Lévesque Ouest  
bureau 1900  
Montréal (Québec)  
Canada H3B 1X9  
Tél. : 514 875-6060

**Bourse de valeurs mobilières**

Les actions sont cotées  
à la Bourse de Toronto  
Symbole au téléscripneur : HRX

**Relations avec les investisseurs**

Tél. : 450 679-3330  
Télééc. : 450 679-3666  
ir@herouxdevtek.com

**MaisonBrisson Communications**

Tél. : 514 731-0000  
info@maisonbrison.com

**Héroux-Devtek inc.**

1111, rue Saint-Charles Ouest  
Bureau 658, tour Est  
Complexe Saint-Charles  
Longueuil (Québec)  
Canada J4K 5G4  
Tél. : 450 679-3330  
Télééc. : 450 679-3666  
www.herouxdevtek.com

**Conception et rédaction par  
MaisonBrisson Communications**

*If you wish to receive an English  
version of this report, please contact  
the Corporate Secretary.*

**HÉROUX-DEVTEK INC.**

1111, rue Saint-Charles Ouest  
Bureau 658, tour Est  
Complexe Saint-Charles  
Longueuil (Québec)  
Canada J4K 5G4

Tél. : 450 679-3330  
Télec. : 450 679-3666

[www.herouxdevtek.com](http://www.herouxdevtek.com)



**MIXTE**

Papier issu  
de sources  
responsables

**FSC® C095263**